



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Caroline Robitaille

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (Science Politique)

GRADE / DEGREE

École d'études politiques

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

**Relations internationales et pouvoir.
Études de cas sur l'Internet et la politique**

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Professeur François-Pierre Gingras

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

Professeure Caroline Andrew

Professeur Marie-Josée Massicotte

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

**RELATIONS INTERNATIONALES ET POUVOIR
ÉTUDES DE CAS SUR L'INTERNET ET LA POLITIQUE**

Caroline Robitaille

Thèse soumise à la Faculté des études supérieures et postdoctorales dans le cadre des
exigences du programme de maîtrise en science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Caroline Robitaille, Ottawa, Canada, 2008



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 978-0-494-48502-6

Our file Notre référence

ISBN: 978-0-494-48502-6

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

Sommaire

Cette thèse porte sur la politique et l'Internet. Nous adoptons une approche interdisciplinaire dans une perspective principalement de sociologie politique de la communication. L'hypothèse est à l'effet que l'arrivée d'Internet ait fortement contribué à dépouiller l'État et ses agences de leur prépondérance d'une part en matière d'information et d'autre part en matière d'identification des enjeux de société, dans les deux cas au profit d'une pluralité d'acteurs non étatiques.

Nous présentons ensuite deux études de cas, d'abord sur le discours et la communication politique des réseaux de défense de l'environnement et des droits de la personne utilisant Internet à des fins de mobilisation, et ensuite, sur certains défis et possibilités reliés à la radio-télédiffusion publique face à Internet au XXI^e siècle.

Notre étude révèle que la relation entre Internet et la science politique est empreinte de contradiction : d'un côté, il existe un potentiel émancipatoire pour la société et de l'autre, nous constatons la persistance des inégalités. Toutefois, cette contradiction est surmontable et la société peut tirer profit des leçons apprises pour le bien fondé de l'humanité et le respect de la diversité des valeurs sociales et culturelles.

Table des matières

Avant-propos et remerciements.....	i
Chapitre 1	
Introduction	1
1.1 Problématique	3
1.2 Méthodologie	7
Chapitre 2	
Internet et Politique	9
2.1 Pourquoi et comment étudier Internet	10
2.2 Concepts et thèmes choisis	14
Chapitre 3	
La mobilisation sur Internet	34
3.1 Approche et concepts choisis	36
3.2 Mobilisation transnationale sur Internet.....	44
3.3 La Coalition canadienne des jeunes pour le climat	54
3.4 Gouvernance environnementale.....	68
Chapitre 4	
Internet et médias au XXI^e siècle.....	75
4.1 Les médias globaux.....	75
4.2 Radiodiffusion publique : évolution du discours de CBC/Radio-Canada	84
4.3 Les enjeux de la communication au XXI ^e siècle.....	95
Conclusion.....	105
Annexe A	115
Annexe B	116
Annexe C	118
Bibliographie	126

Avant-propos et remerciements

J'ai vécu un choc culturel dans le contexte d'un échange étudiant en Nouvelle-Zélande en 1990. Cette expérience allait marquer le début d'une fascination pour l'étranger. J'ai développé une sensibilité culturelle et une affection particulière pour les relations internationales au baccalauréat, à l'université de Calgary, en 1998. Un diplomate pakistanais à la retraite, Mohammed Yunus, enseignait le cours « Introduction to International Relations ». Plein d'humour, il a suscité en moi une curiosité sans bornes pour le monde qui m'entoure. De plus, je découvrais avec ses enseignements qu'il fallait porter un regard critique sur la politique internationale. J'ai appris à me faire ma propre idée sur la politique étrangère d'un pays, car selon Docteur Yunus, il ne fallait pas se contenter du volume théorique (surtout lorsqu'il est écrit d'un point de vue américain), mais bien se questionner sur la validité des informations présentées. En 2000, j'étais parmi les sept premiers récipiendaires d'un baccalauréat en relations internationales, un nouveau programme multidisciplinaire.

Presque dix années plus tard, je m'intéresse toujours aux relations internationales, et je découvre une autre facette des nouvelles technologies de l'information et des communications. En effet, ma brève incursion dans le monde des télécommunications avait débuté en 1998, alors que je travaillais comme représentante au service à la clientèle chez Shell Canada. A la fin de mes études universitaires, je suis retournée travailler dans le secteur privé chez Group Telecom. Ma première expérience avec la fonction publique fut de travailler au Sommet G8 dans la coordination des services d'informatique et de télécommunications (2002). Mon idéalisme m'a ensuite conduit à Ottawa, une ville qui bourdonne de politique. J'ai côtoyé des fonctionnaires du gouvernement fédéral canadien, des diplomates, des militants et des politiciens. J'ai travaillé au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) de 2002 à 2004. Mon dernier mandat était de coordonner les processus parlementaires. Ce travail était une occasion unique de voir la démocratie en action, notamment lors des débats parlementaires sur des enjeux comme la guerre en Iraq, le bois d'œuvre, la guerre en Afghanistan, le bouclier anti-missile, la vache folle et la position du Canada lors de négociations bilatérales et multilatérales des rencontres de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Je voulais faire une différence. Je me suis impliquée dans la vie communautaire depuis mon arrivée à Ottawa, en faisant du bénévolat pour des activités sportives et culturelles. Le point marquant de cet engagement fut mon rôle de monitrice au Forum des jeunes canadiens au printemps 2003 : une expérience des plus enrichissantes à tous les niveaux. D'abord, les jeunes étaient fantastiques : dès la première journée, les moniteurs pouvaient distinguer les futurs dirigeants, articulés et bien renseignés. Peu importe leur personnalité ou leur niveau de connaissances au début du Forum, à la fin, ils étaient tout souriants et débordants d'imagination. Ces jeunes avaient non seulement formé des liens d'amitié, débattu des enjeux politiques lors des simulations, mais ils retournaient chez eux avec un sentiment de fierté, forts d'avoir participé et contribué à une réflexion sur la fonction publique, les enjeux et le processus politique.

Tout compte fait, mes expériences professionnelles et cet engagement social ont défini mes intérêts de recherche. Lorsque j'ai pris la décision de faire une maîtrise en sciences

politiques, en 2003, je voulais leur donner un véhicule d'expression. J'ai interrompu mes études pendant un an pour des raisons professionnelles en 2004. La chance m'a souri, car en 2005, Evan Potter, ancien collègue de travail au MAECI enseignait un cours en soirée sur les communications internationales. Ses enseignements m'ont fait prendre conscience que les communications internationales étaient devenues synonymes avec la politique étrangère. De mon passage à la Commission Gomery en 2004-2005 jusqu'à ma présente occupation à CBC/Radio-Canada en 2006, je me suis penchée sur des dossiers d'actualité comme la transparence et la responsabilité des gouvernements, l'opinion publique et le rôle des médias dans la promotion de la diversité. Ma thèse est devenue le prolongement naturel de tout ce qui m'intéresse et qui m'inspire, les gens aussi bien que les événements, le défi était de choisir un seul sujet parmi tant de possibilités.

A l'aube de l'achèvement de cette aventure d'une Québécoise voyageant à travers le pays en quête de nouveaux défis, je n'ai jamais oublié que l'essentiel c'est de croire en soi, de persévérer et le plus important : de savoir bien s'entourer. Je dédie cette thèse à tous ceux qui m'ont appuyée et m'ont convaincue que j'étais capable d'y arriver, même lorsque je doutais de moi-même. Je les remercie d'emblée. Je remercie d'abord mes parents, dont l'appui et l'amour inconditionnel m'ont enseigné la persévérance et l'acharnement. Je remercie mes ami(e)s pour leurs encouragements et leur support moral, mes collègues du passé et du présent, mes professeurs, tant à l'université de Calgary qu'à l'université d'Ottawa et finalement, les professeurs Catherine Côté et François-Pierre Gingras, qui ont su me diriger de façon impeccable.

Je remercie tout spécialement les gens formidables qui m'ont accordé des entrevues. Je vous suis infiniment reconnaissante pour m'avoir si gentiment offert de votre temps. J'espère avoir reproduit fidèlement vos observations qui m'ont aidé et m'ont inspiré à poursuivre ma démarche. Merci à vous :

Mathieu Lepage, Marc Worthing, Ben Powers et Trevor Haché, Coalition canadienne des jeunes pour le climat

Marie-Diane Faucher, Directrice des relations internationales, CBC/Radio-Canada

Sénateur Rod A.A. Zimmer, Sénat du Canada

Nadine Belzile, Anthropologue

Joseph Zebrowski, Citoyen engagé, animateur de radio communautaire et ancien politicien

Bonne lecture,

Caroline Robitaille

Chapitre 1

Introduction

La nature des communications politiques a changé avec l'avènement d'Internet. L'accès à l'information et la communication instantanée par Internet nous permet de mieux saisir les transformations du monde qui nous entoure. Internet donne le pouvoir aux médias et aux citoyens de diffuser l'information à une vitesse sans précédent dans l'histoire des communications : l'information peut être numérisée et redistribuée à la vitesse d'une encyclopédie par seconde à travers un réseau de fibres optiques¹. Internet confère un pouvoir sans précédent aux citoyens qui choisissent de s'en prévaloir : celui d'influencer les décideurs politiques.

Internet fait partie des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) qui permettent également aux groupes de pression et mouvements sociaux d'échanger des idées, de se mobiliser entre eux, et de mobiliser l'opinion publique à l'aide de messages persuasifs. Les activités des mouvements sociaux en ligne, combinées aux manifestations et campagnes de sensibilisation, sont filtrées par les médias de masse. Ces observations indiquent une nouvelle direction pour les chercheurs qui théorisent le pouvoir et la résistance, tant dans un contexte international que local. Dans cette perspective, le militantisme et la défense de causes sociales peuvent être perçues à la fois comme un

¹ John Street, « Dream Worlds: Globalization and the Webs of Power », *Mass Media, Politics and Democracy* (New York: Palgrave, 2001), 165.

phénomène qui est situé dans un moment et un endroit précis, tout en étant constamment en mouvement et en transition².

Dans son livre sur la politique et l'Internet, Andrew Chadwick, Chef du département de science politique et de relations internationales à la Royal Holloway London University et Directeur fondateur d'une nouvelle unité scolaire sur la communication politique, affirme qu'Internet est un mode de communication pratique et efficace qui aura une influence certaine sur le futur de la communication. La convergence des nouveaux médias sur Internet ainsi que sa croissance phénoménale en font un objet d'étude en constante évolution. Ce qui rend l'Internet différent des autres modes de diffusion, c'est son potentiel d'utilisation à l'échelle globale, selon Chadwick. De plus, même si la majorité des habitants de la planète n'y ont pas accès, Internet est de loin le plus grand moyen de communication globale³.

Il est impossible de penser à la communication sur Internet sans l'associer au processus de mondialisation, car ces phénomènes conduisent tous deux à une transformation de l'organisation spatiale des relations sociales et des transactions en générant des flux et réseaux d'activités, d'interaction et de pouvoir transcontinentaux ou interrégionaux⁴. Certains prédisent que d'ici quelques années, tout le monde va avoir son identité sur le Web et que nous assisterons alors à une véritable mondialisation humaine, au-delà de la sphère économique, de par les liens qui se créent entre les individus sur les réseaux Internet. Le

² Louise Amoore, « Conceptualizing Resistance: Theories and Problematics » dans Louise Amoore, dir., *The Global Resistance Reader* (New York: Routledge, 2005), 15.

³ Andrew Chadwick, « Introduction », *Internet Politics: States, Citizens, and New Communication technologies* (New York: Oxford University Press, 2006), 9-11.,

⁴ La définition de David Held est utilisée ici pour caractériser la mondialisation comme un processus et non une fin en elle-même. David Held et al., *Global Transformations : Politics, Economics and Culture* (Cambridge: Polity, 1999), 16. John Street, « Dream Worlds: Globalization and the Webs of Power », 165.

blogue, ce journal en ligne, gagne de la popularité : en 2005, on ne comptait pas moins de 70,000 nouveaux blogues par jour⁵. La phrase désormais célèbre de Marshall McLuhan « le médium est le message »⁶ ne cesse de s'actualiser au fur et à mesure que les citoyens se réapproprient les nouvelles technologies de l'information et des communications.

Ces observations permettent de saisir la centralité et l'importance des communications dans le processus politique. Elles amènent le chercheur à découvrir de nouvelles façons de s'interroger sur le pouvoir de la communication en relations internationales. L'interdisciplinarité de l'étude de la communication politique et d'Internet permet ainsi au chercheur d'intégrer des concepts qui se prêtent à l'analyse de nouveaux acteurs et pratiques politiques.

1.1 Problématique

Le contexte de la présente étude est la visibilité accrue des acteurs politiques conférée par le pouvoir et le contrôle de l'information et des communications sur Internet. On reconnaît, tant dans les comportements des citoyens, des médias que de l'État, ce que certains politologues nomment le « soft power », c'est-à-dire l'habileté à influencer le comportement d'autrui pour obtenir le résultat escompté⁷. Le succès de cette forme de pouvoir se mesure notamment par l'augmentation du niveau de visibilité et de crédibilité des enjeux de société sur la scène internationale, influençant ainsi l'opinion publique et le processus politique simultanément et

⁵ Nicolas Langelier, « Réseaux sociaux sur Internet », *Indicatif Présent* (24 octobre 2005) Chronique Tendances Décryptage, Radio Première Chaîne, Radio-Canada. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/radio/indicatifpresent/chroniques/65460.shtml#> (page consultée le 26 mars 2007).

⁶ C'est-à-dire, « les effets d'un médium sur l'individu ou sur la société dépendent du changement d'échelle que produit chaque nouvelle technologie, chaque prolongement de nous-mêmes, dans notre vie ». Marshall McLuhan, *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'homme* (Montréal : éditions Hurtubise, 1972), 23.

⁷ Joseph S. Nye, Jr., *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (New York: Public Affairs, 2004), 2.

à plusieurs niveaux : local, national et international. Nous proposons d'explorer l'hypothèse selon laquelle l'arrivée d'Internet a fortement contribué à dépouiller l'État et ses agences de leur prépondérance d'une part en matière d'information et d'autre part en matière d'identification des enjeux de société, dans les deux cas au profit d'une pluralité d'acteurs non étatiques.

La thèse contribue au bagage actuel de connaissances en science politique par son approche interdisciplinaire provenant principalement de la sociologie politique de la communication. Nous apportons des connaissances nouvelles en intégrant les données empiriques recueillies sur notre étude de cas sur la mobilisation sur Internet du mouvement environnementaliste, des droits de la personne et de la Coalition canadienne des jeunes pour le climat (CCJC) avec les analyses qualitatives concernant l'utilisation d'Internet pour lutter contre la mondialisation et les inégalités. Dans la première étude de cas, nous proposons d'intégrer les thèmes et concepts qui se dégagent d'une revue de la littérature sur le militantisme en ligne. Nous proposons ensuite d'analyser les stratégies de mobilisation des ressources sur Internet du mouvement environnementaliste, des droits de la personne et de la CCJC en utilisant l'approche de la mobilisation des ressources élaborée par les sociologues Mayer Zald et John McCarthy. Cette étude de cas a pour objectif de démontrer l'importance de la communication sur Internet comme ressource mobilisatrice et d'observer comment elle permet au mouvement social d'influencer le processus politique à plusieurs échelles. En terminant, nous discutons des conséquences de la mobilisation pour la lutte contre les changements climatiques sur le développement des politiques et leur influence sur le rôle que le Canada sera appelé à jouer sur la scène internationale.

La deuxième étude de cas a pour objectif de démontrer l'importance de l'utilisation d'Internet à des fins stratégiques dans le secteur des médias d'information selon l'approche de l'économie politique internationale critique. Plusieurs chercheurs de cette approche comme Robert McChesney et John Street, ont démontré l'intensification des tensions entre la prédominance des lois du marché et la poursuite des idéaux démocratiques et culturels de la sphère publique dans le contexte de la convergence des médias. Dans notre analyse, nous notons que des experts en communication et en journalisme ont souvent traité la radiodiffusion publique comme représentant les idéaux de la sphère publique d'Habermas.

C'est ainsi que nous avons choisi d'étudier de plus près le radiodiffuseur public national canadien, CBC/Radio-Canada, au chapitre 4. CBC/Radio-Canada est une société d'État dont le mandat est défini par la *Loi sur la radiodiffusion*⁸. En tant que société d'État, son financement provient en partie du Gouvernement fédéral canadien et son rôle principal est de

⁸ La *Loi sur la Radiodiffusion* de 1991 stipule que...

« ...la Société Radio-Canada, à titre de radiodiffuseur public national, devrait offrir des services de radio et de télévision qui comportent une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit;

...la programmation de la Société devrait à la fois :

- i. être principalement et typiquement canadienne,
- ii. refléter la globalité canadienne et rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions,
- iii. contribuer activement à l'expression culturelle et à l'échange des diverses formes qu'elle peut prendre,
- iv. être offerte en français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langue officielle, y compris ceux des minorités de l'une ou l'autre langue,
- v. chercher à être de qualité équivalente en français et en anglais,
- vi. contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationales,
- vii. être offerte partout au Canada de la manière la plus adéquate et efficace, au fur et à mesure de la disponibilité des moyens,
- viii. refléter le caractère multiculturel et multiracial du Canada. »

Loi sur la radiodiffusion. En ligne. <http://lois.justice.gc.ca/fr/B-9.01/> (page consultée le 19 juin 2008).

servir le public en offrant « des services de radio et de télévision qui comportent une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit »⁹. Il est intéressant de noter que CBC/Radio-Canada est autonome (« at arm's length ») dans le choix de sa programmation et son traitement de l'actualité, mais doit toutefois rendre compte de ses activités au Ministère du Patrimoine canadien et au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) par l'entremise de deux rapports annuels distincts¹⁰. Nous croyons que notre démonstration empirique portant sur les discours et rapports au sujet du CBC/Radio-Canada, ainsi que sur ses activités réglementaires et politiques dans le contexte de la convergence des médias et du rétrécissement de la sphère publique¹¹, permettront l'apport de certaines connaissances nouvelles propres à la science politique.

Dans nos deux études de cas, nous désirons toucher à une perspective complémentaire qui a reçu peu d'attention des chercheurs en relations internationales, soit l'approche de la diplomatie publique d'Evan Potter, un professeur en communication politique à l'université d'Ottawa titulaire invité de la Chaire Fulbright de diplomatie publique à l'University of Southern California depuis septembre 2007¹².

⁹ *Id.*

¹⁰ Sur le site Web de CBC/Radio-Canada, on peut lire que le « Rapport annuel met l'accent sur les orientations stratégiques et les réalisations de CBC/Radio-Canada, et il est publié conformément aux dispositions de la *Loi sur la radiodiffusion*, partie III, article 71 ». En ligne. <http://cbc.radio-canada.ca/rapportsannuels/index.shtml>. CBC/Radio-Canada soumet également un autre rapport annuel au CRTC afin de faire état des services de CBC/Radio-Canada par rapport aux exigences qui avaient été fixées dans les décisions de renouvellement de sa licence par CRTC (Décisions CRTC 2000-1, 2000-2 et 2000-30). Ces rapports sont disponibles sur le site Web du CRTC. <En ligne> http://www.crtc.gc.ca/frn/bcasting/ann_rep/annualrp.htm#Canadian (pages consultées le 19 juin 2008).

¹¹ Pour plus de détails sur les orientations stratégiques, nous suggérons de consulter le site Web de CBC/Radio-Canada, sous la rubrique « Orientations stratégiques ». <En ligne>. <http://cbc.radio-canada.ca/apropos/orientations.shtml> (page consultée le 19 juin 2008).

¹² M. Potter est affecté au centre sur la diplomatie publique depuis septembre 2007, où il donne des cours et mène des activités de recherche sur les pratiques actuelles du Canada en matière de diplomatie publique.

1.2 Méthodologie

La thèse se divise en en cinq chapitres. Le prochain chapitre est une introduction à l'utilisation politique et stratégique d'Internet. Le cadre conceptuel de ce chapitre provient d'articles et de volumes scientifiques qui se sont penchés sur la théorisation et l'analyse conceptuelle d'Internet. Dans ce chapitre, nous définissons Internet et nous nous interrogeons sur sa relation avec le processus politique

Le troisième chapitre porte sur la mobilisation en ligne et ses conséquences sur le processus politique. La contribution principale du chapitre trois est de faire ressortir l'importance de la « ressource » à la fois mobilisable (dans le cadre d'une stratégie d'action) et mobilisatrice (en vue d'un objectif) que constitue Internet du point de vue des mouvements sociaux retenus pour l'analyse, en montrant en quoi internet (1) augmente leur influence sur l'échange d'information et (2) augmente leur capacité de susciter de nouveaux appuis militants à leur cause. Nous y présentons d'abord les concepts par une revue de la littérature scientifique portant sur la mobilisation des mouvements sociaux sur Internet. Nous effectuons ensuite à une analyse de l'actualité s'échelonnant sur une période d'un an, soit de février 2007 à février 2008 afin d'évaluer la conjoncture politique entourant l'enjeu des changements climatiques. Cette analyse a été rendue possible par la création d'un répertoire thématique comportant une centaine de sites Web, d'articles de journaux et de magazines d'actualité. Ce chapitre ce termine avec une discussion de l'impact de la communication en ligne sur le processus politique. Nous tenterons ainsi de vérifier l'hypothèse selon laquelle le mouvement de lutte contre les changements climatiques, par l'utilisation d'Internet, tant sur la scène locale qu'internationale, influence le processus politique formel au Canada, soit une hypothèse particulière, dérivée de l'hypothèse générale présentée à la page 4.

Le quatrième chapitre sera consacré à l'étude d'Internet dans le domaine des médias. La contribution principale du chapitre quatre est de faire ressortir le dilemme et les défis que pose la redéfinition du mandat de diffuseur public, redéfinition imposée par l'arrivée d'Internet. Nous proposons d'effectuer une revue de la littérature scientifique provenant de l'économie politique internationale critique et d'analyser des développements en communications internationales dans le secteur des médias. Nous faisons appel à des experts sur la question de la radiodiffusion au Canada et aux États-Unis. Cette vue d'ensemble des médias globaux servira d'entrée en matière à une analyse du discours de CBC/Radio-Canada, le radiodiffuseur public national canadien. Cette section présentera également des extraits de discours d'institutions internationales qui portent sur Internet et son rôle dans la promotion de la diversité culturelle et de la démocratie dans les médias.

En conclusion, nous présenterons une synthèse des résultats selon les thèmes et concepts choisis. Nous reviendrons sur les concepts théoriques du chapitre deux et synthétiserons les effets et tendances qui se dégagent de notre recherche. Nous discuterons finalement des possibilités de recherche parallèles à celles que nous aurons explorées dans la thèse.

Chapitre 2

Internet et politique

L'objectif de ce chapitre est de démystifier l'étude d'Internet et de la politique et d'identifier les thèmes principaux qui préoccupent les chercheurs dans ce domaine. Mais d'abord, voici une brève présentation de ce qu'est Internet. Nous proposons ensuite de conceptualiser la nature politique d'Internet, avant de l'intégrer dans une analyse thématique propre à la discipline d'Internet et de la politique. Voici d'abord une définition technique d'Internet :

The Internet is a network of networks of one-to-one, one-to-many, many-to-many and many-to-one local, national and global information and communication technologies with relatively open standards and protocols and comparatively low barriers to entry¹³.

Cette définition date de 2006. Son auteur indique qu'elle est sujette à changer car la technologie évolue constamment¹⁴, ce qui illustre l'un des défis posés par l'étude d'Internet et de la politique.

Du point de vue des communications, l'Internet est d'abord un réseau de réseaux par lequel la transmission d'information et la communication prennent place à l'échelle planétaire. Le modèle de communication de plusieurs à plusieurs le distingue des autres moyens de communication de masse tels que les journaux, la radio et la télévision qui sont principalement des médias dont le produit est créé par un nombre relativement restreint de gens (les journalistes et les producteurs d'émissions) et distribués à un grand nombre de gens (les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs). Il se distingue également du téléphone et

¹³ Chadwick, *Internet Politics*, 7.

¹⁴ *Id.*

des télégraphes, des modes de communication qui se limitent généralement à une conversation ou une transmission d'information d'une personne à une autre¹⁵. Cette caractéristique distinctive lui confère des avantages et des inconvénients liés au médium lui-même, aussi bien que par son utilisation pour des fins politique, économique et sociale. Nous avons présenté une définition technique d'Internet, mais comment expliquer sa nature politique ? Dans la prochaine section, nous abordons les concepts-clé qui permettent au chercheur d'étudier la nature politique d'Internet et le rôle de cette technologie dans la vie sociale, économique et politique.

2.1 Pourquoi et comment étudier Internet ?

Une façon d'analyser Internet comme outil social et politique est de situer le médium lui-même, les acteurs sociaux et leurs activités sur un continuum de déterminismes technologique et social. On peut retracer les origines du déterminisme technologique dans le marxisme pour lequel les biens matériels comme la technologie étaient à la base des relations économiques et sociales et du changement politique. Il est aussi important de noter que Karl Marx était également préoccupé par l'agence, c'est-à-dire la façon dont les humains qui agissent en concert peuvent façonner les processus sociaux. Le déterminisme technologique d'Internet représente des valeurs à la fois libératrices et disciplinaires. En somme, l'idée derrière le déterminisme technologique, selon Chadwick, est que les technologies possèdent des propriétés inhérentes auxquelles l'être humain ne peut rien y faire et que ces dernières peuvent prédire les changements sociaux, politiques et économiques à venir¹⁶. Le déterminisme social, quant à lui, suggère que les forces sociales entourant la création des

¹⁵ *Ibid.*, 4, 5.

¹⁶ *Ibid.*, 18-21.

technologies - les luttes pour le pouvoir et les groupes, classes, individus et institutions - aient influencé et subséquemment modelé les technologies comme Internet¹⁷. Chadwick, lui, indique qu'il est préférable de s'en tenir à une approche dualiste qui reconnaît que les technologies ont des propriétés politiques tout en situant leur utilisation dans des contextes politiques. Autrement dit, l'approche dualiste que propose Chadwick va comme suit : la société choisit les technologies en fonction des structures existantes, mais le choix de ces structures est aussi fait en fonction des enjeux de société que poursuivent les acteurs sociaux. Finalement, plusieurs enjeux par rapport à la politisation d'Internet émergent de la nature de la technologie elle-même et, ce faisant, il structure en partie l'action sociale et politique¹⁸.

Par exemple, des chercheurs en droit comme Lawrence Lessig et Joel Reidenberg, ont cherché à savoir comment Internet facilitait et contraignait certains types de comportement politique. Ils ont développé l'approche du *code comme loi*¹⁹. Cette approche est basée sur le constat que l'architecture technologique d'Internet rend le comportement plus ou moins sujet à être réglementé. La technologie est puissante, certes, mais elle peut être contrôlée par l'être humain; son intervention lui conférant ainsi certaines valeurs. Ce sont ces valeurs qui continuent à exercer une influence longtemps après leur moment de création²⁰.

La nature politique d'Internet s'explique aussi par une analyse conceptuelle du pouvoir structurel. Selon celle-ci, ceux qui possèdent le mode de production architecturale d'Internet, comme les entreprises et les gouvernements, sont ceux qui prennent les décisions concernant les opérations d'un système et du logiciel en fonction de buts bien définis. Ils deviennent

¹⁷ *Id.*

¹⁸ *Id.*

¹⁹ Traduction française de "Code is law". *Ibid.*, 21.

²⁰ *Id.*

ainsi de nouveaux « *power brokers* ». Ces puissants acteurs, malgré la résistance qu'ils suscitent, décident des composantes de l'architecture du réseau qui vont être subséquentement utilisées afin de réglementer les comportements des usagers. Professeur Reidenberg maintient que de plus en plus, la réglementation du comportement peut être plus efficace si elle fonctionne à travers des moyens préemptifs ou automatiques²¹.

Parallèlement à ces concepts, nous soulignons que le pouvoir structurel d'Internet se transpose aisément dans une analyse de la puissance hégémonique américaine, où ce pouvoir est défini comme suit :

Structural power is the power to choose and to shape the structures of the global political economy within which other states, their political institutions, their economic enterprises and (not least) their professional people have to operate. This means more than the power to set the agenda of discussion or to design (in American phraseology) the international "regime" of rules and customs²².

Ce cadre analytique permet d'identifier les acteurs clés du régime international dominant, soit le régime néolibéral. Selon l'approche structurelle, le pouvoir réside chez quatre groupes de gens spécifiques, et ces sources de pouvoir sont interdépendantes. On le retrouve d'abord chez ceux qui assurent la protection et veillent au maintien de la sécurité; deuxièmement, chez ceux qui contrôlent le système de production; troisièmement, chez ceux qui déterminent les moyens de financement et de crédit; et finalement, chez ceux qui ont le plus grand degré d'influence sur le savoir et la gestion de l'information²³.

Cette conceptualisation du pouvoir nous aide à situer internet dans un continuum politique et social selon l'approche de haut en bas où le citoyen est subordonné et dépendant de

²¹ *Id.*

²² Susan Strange, « The Persistent Myth of Lost Hegemony », *International Organization* 41:4 (1987), 565.

²³ *Id.*

l'infrastructure d'Internet et, par extension, de l'imposition des règles et des comportements qui rendent le processus politique subi. Toutefois, Internet offre également à l'individu le choix de maîtriser ce médium d'information et de communication, soit l'approche d'en bas²⁴. Dans la prochaine section, nous présentons certains thèmes et concepts choisis parmi les auteurs qui étudient les activités politiques sur Internet, selon ces deux approches de communication, qu'explique Douglas Kellner, Chaire en philosophie de l'Éducation à l'University of California in Los Angeles, aux États-Unis :

I want therefore to make a distinction between the era of broadcasting politics, governed by big media corporations, and the era of the Internet, characterized by more plural and differentiated media and media organizations [approche d'en haut], and the possibility of every individual becoming a political actor by means of communication technology that gives a greatly expanded number of individuals and groups access to the new public sphere [approche d'en bas]²⁵.

Selon cette approche, les initiatives d'en bas, tant hétérogènes que diversifiées, forment un front commun qui permet ainsi à des milliers de nouveaux militants de se joindre à un mouvement contre-hégémonique mondial en ligne. Toujours selon Kellner, la mondialisation d'en bas renvoie le chercheur aux façons dont les individus marginalisés et les mouvements sociaux résistent à la mondialisation et/ou utilisent les institutions afin de faire avancer la justice sociale²⁶. La prochaine section du chapitre deux place une emphase particulière sur

²⁴ C'est la prémisse de *L'Idiot du village mondial*, un livre qui s'interroge sur deux choix face aux outils de communication moderne : celui de subir ou de maîtriser. Michel Sauquet et al. dir., *L'Idiot du village mondial Les citoyens de la planète face à l'explosion des outils de communication : subir ou maîtriser?* (Paris : Charles Léopold Mayer, 2004).

²⁵ Douglas Kellner, « Globalisation from below? Toward a radical democratic technopolitics », *Angelaki: journal of the theoretical humanities* 4:2 (1999), 102. Dans un essai sur la théorie de la mondialisation, Douglas Kellner décrit la mondialisation comme un processus dualiste, qui provient à la fois d'en haut et d'en bas, indiquant une contradiction, un conflit et une ouverture à la résistance et à la transformation et à l'intervention démocratique. Douglas Kellner, « Theorizing Globalization », *Sociological Theory* 20:3 (novembre 2002), 293. En ce sens, le sociologue Glen Adler et le politologue James Mittelman indiquent que la mondialisation provenant d'en haut est rencontrée par la mondialisation d'en bas dans un réseau de résistance que le sociologue et politologue Sidney Tarrow qualifie de « politique contestée ». Glenn Adler et James H. Mittelman, « Reconstituting 'Common-sense' Knowledge: Representations of Globalization Protests », *International Relations* 18:2 (2004), 194.

²⁶ Kellner, « Theorizing Globalization », 293.

l'approche interdisciplinaire en intégrant les thèmes propres à l'étude d'Internet et de la politique avec les concepts issus des relations internationales : la mondialisation, le post-industrialisme, la participation et la décentralisation. Nous désirons toutefois rappeler que les concepts entrecoupent plusieurs thèmes et peuvent donc être associés à plusieurs thèmes. Ces derniers sont mis en contexte avec un ou plusieurs exemples illustrateurs tirés du répertoire thématique de sites Web créé par l'auteure à cet effet.

2.2 Concepts et thèmes choisis

Plusieurs chercheurs en sciences sociales et sciences humaines se sont penchés sur l'utilisation d'Internet à des fins politiques et stratégiques. En guise d'introduction, nous avons choisi de regrouper deux thèmes qui illustrent la contradiction résidant dans la théorisation d'Internet : post-industrialisme et mondialisation. Les recherches empiriques issues de ces thèmes sont parmi les mieux documentées par les chercheurs en sciences humaines et en sciences sociales.

Post-industrialisme et mondialisation

Lance Bennett est bien connu parmi les chercheurs qui se penchent sur l'étude des nouvelles formes de politiques sur Internet. Ce professeur a adapté la théorie postindustrielle à l'analyse du militantisme sur Internet²⁷. Selon Bennett, Internet servirait de plus en plus à l'expression de choix identitaires ainsi qu'aux pratiques qui n'étaient pas associées à la politique dans l'ère industrielle, telles que la consommation, le loisir, les communications interpersonnelles, la manipulation de formes symboliques dans la publicité et le « branding » des entreprises. De plus, le post-industrialisme viendrait expliquer la mobilisation axée sur

²⁷ Chadwick, *Internet Politics*, 29.

des identités fragmentées puisque de plus en plus d'individus ou de groupes se joignent à des mouvements en ligne auxquels ils n'auraient jamais considéré joindre dans le monde réel²⁸.

La mondialisation est souvent associée à la théorie de l'interdépendance complexe en relations internationales. Les multiples facettes du processus de la mondialisation en font un sujet populaire parmi les chercheurs de toutes les disciplines. Avec la définition selon laquelle la mondialisation devient « l'intégration progressive, la libéralisation, dérégulation et la privatisation de l'économie internationale et de ses parties constituantes »²⁹ nous observons que certains auteurs, comme le penseur canadien John Ralston Saul, utilisent le terme « globalisation » pour parler de l'organisation des sociétés autour de l'économie et de l'échec de cette idéologie³⁰. Cette idéologie est associée au néolibéralisme et politiques néolibérales qui dominent l'ordre du jour des gouvernements à l'échelle mondiale. Ces politiques de dérégulation, de privatisation et de libre-échange proviennent du Consensus de Washington, un manifeste issu d'une table ronde de gens d'affaires aux États-Unis en 1979³¹. Le néolibéralisme est associé avec l'idée de la domination des États-Unis dans le système économique mondial et la croyance que ce modèle est réellement le seul possible³². Or, cette croyance est mise à l'épreuve³³. Selon Saul, nous serions en voie de revenir au

²⁸ *Ibid.*, 29-30.

²⁹ Richard Higgott et Nicola Phillips, « Challenging triumphalism and convergence: the limits of global liberalization in Asia and Latin America », *Review of International Studies* 26:3 (2000), 360.

³⁰ John Ralston Saul, *Mort de la globalisation* (Paris : Payot, 2006).

³¹ Peter Doran, « Street-wise provocations: The Global Justice Movement Take on Sustainable Development » dans Angela Churie Kallhauge, Gunnar Sjostedt et Elisabeth Corell, dir., *Global Challenges: Furthering the Multilateral Process for Sustainable Development* (Sheffield: Greenleaf Publishing Ltd., 2005), 195-197.

³² Selon le politologue Robert Cox, « l'idéologie de la globalisation enseigne qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il y a une logique économique inexorable à laquelle les forces sociales résistent à leurs risques et périls ». Robert Cox, « Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle », *Revue Études internationales* 21:4 (déc. 1990), 695-696.

³³ On note un échec lamentable des politiques néolibérales dans les pays en voie de développement, notamment en Amérique latine. Ces derniers se sont vu imposer des réformes néolibérales par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'analyse des relations sociopolitiques des pays qui ont adopté des politiques néolibérales révèle une relation dichotomique entre les politiques néolibérales et la démocratie. Les

nationalisme positif, soit la réaffirmation de l'État-nation, et l'idée même de la globalisation se serait même estompée, d'où le titre de son livre paru en 2006 : *Mort de la globalisation*³⁴.

Du côté des théories en relations internationales, le phénomène du militantisme contre l'idéologie néolibérale sur Internet est associé à deux points de vue opposés et un point de vue intermédiaire. Les libéraux proposent une vision cosmopolite d'Internet, un outil de communication qui viendrait transcender le temps et l'espace afin de créer une conscience planétaire³⁵. Le politologue Robert Cox utilise l'approche néo-gramscienne pour décrire le manque de légitimité associé avec l'hégémonie néolibérale qu'il associe à l'émergence d'un nouvel ordre mondial dans lequel deux forces s'opposent. D'un côté, l'on trouve la démocratie d'en bas menée par la société civile, et de l'autre, l'idéologie néolibérale prônée par l'État et les entreprises. Robert Cox décrit la lutte entre ces deux forces :

Bottom-up in the sense that social civil society is the realm of those who are disadvantaged by globalization of the world economy can mount protest and seek alternative...In a 'top-down' sense, however, states and corporate interests influence the development of this current vision of civil society towards making it an agency for stabilizing the social and political *status quo*³⁶.

politologues ont observé que les programmes d'ajustement structurels, la privatisation et la déréglementation prescrits par la Banque mondiale et le FMI, ayant creusé davantage les inégalités sociales qui existaient dans cette région, ont eu un effet nuisible sur les relations entre l'État et la société civile en Amérique Latine. Ce n'est qu'en reconnaissant cette dichotomie que nous pouvons aller au-delà de la théorie du développement économique de la modernisation qui prédisait que les politiques néolibérales allaient faciliter la transition de l'autoritarisme à la démocratie, et ce, afin de mieux comprendre les tensions entre la société civile et l'État dans les pays en transition démocratique. Philip Oxhorn et Graciela Ducatenzeiler, « The Problematic Relationship Between Economic and Political Liberalization: Some Theoretical Considerations » dans Philip Oxhorn et Graciela Ducatenzeiler, dir., *Markets and Democracy in Latin America: Conflict or Convergence?* (Boulder: Lynne Rienner, 1999), 19.

³⁴ Même les vulgarisateurs comme l'animateur de radio Jacques Languirand s'intéresse à la question. Dans sa chronique, il lit et commente les passages de *Mort de la globalisation*. Jacques Languirand « Mort de la globalisation », *Par 4 chemins*, Radio Première chaîne de Radio-Canada (19 mars 2006). <En ligne><http://www.radio-canada.ca/radio/emissions/document.asp?docnumero=19293&numero=26> (page consultée le 1^{er} avril 2007).

³⁵ Notamment David Held et Anthony McGrew dans leurs ouvrages sur la mondialisation, voir « Globalization », *Global Governance* 5 (1999), 483-49 et *Globalization/Anti-Globalization* (Cambridge: Polity Press, 2002).

³⁶ Robert Cox, « Civil Society at the Turn of the Millennium: Prospects for an Alternative World Order », *Review of International Studies* 25 (1999), 11.

Cette approche s'apparente visiblement à celle de Douglas Kellner, qui décrivait ces deux approches selon le point de vue de la communication plus tôt. En partie, la vision de Cox et celle de Kellner ne contredisent pas le point de vue critique puisqu'elles reflètent toutes deux la nécessité pour les victimes de la mondialisation ou les exclus du régime des médias de résister et d'influencer le modèle de développement ou de communication d'en haut³⁷. Certains auteurs critiques s'opposent plutôt à l'interprétation des médias libéraux lorsqu'ils parlent de la naissance de la 'société civile mondiale' sur Internet³⁸. Les médias de masse nord-américains ont en effet tendance à comparer les militants sur Internet à des héros et des défenseurs de la conscience planétaire. De plus, les auteurs critiques maintiennent que ce cadrage des militants donne une fausse impression du militantisme en passant sous silence les efforts individuels entrepris par les différents acteurs sur le terrain. Nous verrons dans le chapitre trois comment le cadrage des enjeux par les mouvements sociaux, par l'approche d'en bas, vient pallier à ce manquement. De même, les auteurs critiques nous rappellent la centralité de l'État et réaffirment son pouvoir de négociation des transactions et traités commerciaux internationaux. Ils observent que malgré toutes les recherches portant sur les possibilités offertes par la transnationalisation du militantisme sur Internet, il en demeure que les militants qui font une différence demeurent ceux qui exercent une pression sur le gouvernement au pouvoir dans les démocraties libérales, lui forçant ainsi la main à négocier en faveur des intérêts de ses citoyens. Dans le chapitre trois sur la mobilisation sur Internet, nous reviendrons sur la dimension nationale et transnationale en schématisant les stratégies

³⁷ En ce sens, voir aussi la perspective tiers-mondiste de Fantu Cheru, « The silent revolution and the weapons of the weak: Transformation and innovation from below » dans Louise Amoore, dir., *The Global Resistance Reader* (New York: Routledge, 2005), 83.

³⁸ Voir notamment Jeffrey Ayres, « Framing Collective Action Against Neoliberalism: the Case of the 'Anti-Globalization' Movement », *Journal of World System's Research: Special Issue on Global Social Movements Before and After 9-11*, 10:1 (hiver 2004), 2-26 ainsi que Josée Johnston et Gordon Laxer, « Solidarity in the Age of Globalization: Lessons from the Anti-MAI and Zapatista Struggles », *Theory and Society*, 32:1 (fév. 2003), 39-91.

de communication sur Internet de trois formes de militantisme, soit ceux de prédominance nationale, transnationale, et hybride.

Un autre exemple qui démontre une divergence de point de vue du militantisme sur Internet se situe au niveau des processus d'inclusion et d'exclusion découlant de son utilisation. Les professeurs de philosophie de l'éducation comme Douglas Kellner et Richard Kahn attribuent à Internet un potentiel révolutionnaire qui peut être déployé d'une façon démocratique et émancipatoire par un nombre grandissant de citoyens qui utilisent les nouveaux médias pour devenir informés, informer autrui et construire de nouvelles relations politiques et sociales³⁹. Les auteurs de pensée critique en relations internationales se penchent sur le processus d'exclusion en soulignant qu'Internet exacerbe la fracture numérique entre le nord et le sud et qu'il est de fait toujours dominé par les pays industrialisés⁴⁰. Pour ces auteurs, ceux qui ont le plus besoin de l'information, c'est à dire, les gens pauvres et marginalisés, sont ceux qui ont le moins accès à ces technologies⁴¹.

L'interprétation libérale du militantisme en ligne permet de conceptualiser l'utilisation d'Internet comme facilitateur de l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène politique; elle témoigne de l'émergence de nouvelles formes de politique sur Internet. Toutefois, les chercheurs qui adoptent une vision critique ne perçoivent pas Internet comme un outil émancipatoire, d'*empowerment*, mais plutôt comme un prolongement des effets néfastes de la mondialisation des marchés. Nous reviendrons sur les thèmes du post-industrialisme et de

³⁹ Richard Kahn et Douglas Kellner, « New Media and Internet Activism: From the 'Battle of Seattle' to Blogging », *New Media and Society* 6:1 (2004), 88.

⁴⁰ Victoria Carty, « Technology and Counter-hegemonic Movements: the Case of Nike Corporation », *Social Movement Studies* 2:1 (2002), 135.

⁴¹ Barney Warf et John Grimes, « Counterhegemonic Discourses and the Internet », *Geographical Review* 87:2 (avril 1997), 267; Carty, « Technology and Counter-hegemonic Movements », 135.

la mondialisation dans les chapitres trois et quatre. En terminant, nous notons que cet exercice de comparaison entre l'approche libérale et l'approche critique nous a permis de dégager un autre thème relié l'étude d'Internet et de la politique : la participation. Ce thème dénote le souci grandissant des politiciens et de gouvernements appréhensifs face à l'apathie et au cynisme de la population face aux institutions politiques, de même que les préoccupations de citoyens engagés dans la lutte pour la justice sociale et environnementale.

Participation

La participation est un autre prisme à travers lequel les chercheurs observent l'activité politique en ligne. Les optimistes parlent même de démocratie électronique⁴². Une occasion propice s'est manifestée, permettant ainsi aux mouvements sociaux et émancipatoires d'utiliser Internet afin d'obtenir des gains substantiels dans un domaine qui était autrefois le domaine particulier des États⁴³. Le défi de la société sera de s'adapter et de tirer profit de cette occasion dans le but d'influencer le développement des politiques, au niveau local, mais aussi international⁴⁴.

De nombreux auteurs associent la participation politique par Internet aux idéaux de la sphère publique d'Habermas⁴⁵:

⁴² Peter Dahlgren, « Foreword », dans Wim Van De Donk, Brian D. Loader, Paul Nixon et Dieter Rucht, dir., *Cyberprotest : New Media, Citizens and Social Movements* (Routledge: New York, 2004), xiii.

⁴³ W. Andy Knight, « Engineering Space in Global Governance: the Emergence of Civil Society in Evolving 'New' Multilateralism » dans M.G. Schechter dir., *Future Multilateralism: the Political and Social Framework* (Tokyo: United Nations University Press, 1999), 281.

⁴⁴ Wim Van De Donk et al., *Cyberprotest: New Media, Citizens and Social Movements*, 218.

⁴⁵ Voir notamment Peter Ester et Henk Vinken, « Debating Civil Society: On the Fear for Civic Decline and Hope for the Internet Alternative », *International Sociology* 18:4 (décembre 2003), 169; Tony Harcup, « The Unspoken - Said, The Journalism of Alternative Media », *Journalism*, 4:3 (août 2003), 357; James Bohman, « Expanding Dialogue: the Internet, the Public Sphere and Prospects for Transnational Democracy » dans Nick Crossley et John Michael Roberts dir., *After Habermas, New Perspectives on the Public Sphere* (Oxford: Blackwell, 2004), 141.

The public sphere of the past - with pamphleteering, soapboxes, and vigorous debate - is being replaced by the Internet, which enables average citizens to participate in national discourse, publish a newspaper, distribute an electronic pamphlet to the world, and generally communicate to and with a broader audience than ever before possible. It also enables average citizens to gain access to a vast and literally world-wide range of information, while simultaneously protecting their privacy of only the communication they affirmatively request⁴⁶.

La sphère publique s'étend au-delà des frontières terrestres traditionnelles pour former des réseaux qui permettent aux citoyens de s'engager dans des discussions, de se renseigner au sujet des enjeux qui les préoccupent et de faire du réseautage social en tout temps, dans le confort de leur foyer. Nous discuterons davantage du concept de la sphère publique et son application dans l'analyse des médias au chapitre quatre. De nos nombreux exemples nous permettent de saisir le potentiel d'Internet comme outil de participation politique. En voici quelques-uns.

CurrentTV, une sorte de métissage entre Internet et la télé, qui se veut être une télévision démocratique, a vu le jour aux États-Unis le 1^{er} août 2006⁴⁷. André Caron, du groupe de recherche sur les jeunes et les médias à l'Université de Montréal, commente cette évolution des technologies en soulignant qu'elle « permet davantage d'expression et de démocratisation » et ajoute que les « diffuseurs traditionnels sont en plein examen de conscience » face à ces changements⁴⁸. Une culture de participation citoyenne émerge sur Internet. La production de cinéma socialement engagé a inspiré l'*Office national du film du Canada* (ONF) à fonder *Parole citoyenne*, un site Internet qui convie les citoyens canadiens à s'engager dans la création de contenu. Cet espace de création témoigne d'une ouverture du

⁴⁶ Warf et Grimes, « Counterhegemonic Discourses and the Internet », 261.

⁴⁷ Pascale Lévesque, « Un métissage entre Internet et la télé », *Journal de Montréal*, Arts et Spectacles (20 août 2006), 39.

⁴⁸ André Caron cité dans Pascale Lévesque, « Tout le monde veut son 15 megabits de gloire », *Journal de Montréal*, Arts et Spectacles (20 août 2006), 39.

Canada et des Canadiens sur le monde qui permet aux citoyens canadiens « de se réapproprier l'espace public »⁴⁹. *Culture.ca : La passerelle culturelle canadienne* est une autre initiative en ligne qui favorise l'expression et l'épanouissement d'une culture canadienne tant au niveau national qu'international⁵⁰.

Nous avons observé que plusieurs chercheurs associaient Internet avec le potentiel d'une participation citoyenne renouvelée. Toutefois, certains ont aussi revisité le modèle du renforcement dans leurs recherches empiriques et ils émettent des réserves face à l'utilisation d'Internet. Selon ce modèle, il est fort probable que ceux qui se trouvent déjà dans une position de pouvoir vont probablement façonner l'adoption et la mise en place de nouveaux systèmes d'information et de communication de façon à servir leurs propres intérêts. Dans le contexte du militantisme en ligne, Internet jouerait alors un rôle négligeable dans la création de nouvelles formes de sphères publiques démocratiques et servirait plutôt à appuyer celles qui existent déjà⁵¹. Dans la prochaine section, nous poursuivrons cette discussion sur les contradictions d'Internet, avec une revue de la littérature portant sur le thème de la décentralisation.

Décentralisation

La décentralisation est un autre thème qui se prête à l'étude d'Internet et de la politique. Ce thème a pris son essor dans les années 1990 avec l'accélération des avancées dans le secteur

⁴⁹ ONF, *Parole citoyenne*. <En ligne>. <http://citoyen.onf.ca/> (page consultée le 25 mars 2007).

⁵⁰ Culture.ca, *La passerelle culturelle canadienne*. <En ligne>. <http://www.culture.ca/> (page consultée le 25 mars 2007).

⁵¹ Chadwick, *Internet Politics*, 26. Voir également Hubertus Buchstein cité dans l'article de Lance W. Bennett, *Communicating Global Activism, Strengths and Vulnerabilities of Networked Politics Information* », *Communication and Society*, 2003, 6:3, 145.

des technologies de l'information et des communications⁵². Les auteurs qui étudient la décentralisation notent qu'Internet engendre une déterritorialisation de l'espace politique et une diffusion du pouvoir sur la scène mondiale. Les frontières entre les enjeux locaux et globaux, comme par exemple l'environnement, se brouillent de par leur nature transterritoriale⁵³. Cet espace est transformé par la communication entre les sphères organisationnelles et opérationnelles des acteurs sociaux où s'enchevêtrent des activités locales, nationales et internationales. La prochaine section du chapitre analysera la dimension spatio-temporelle de l'utilisation d'Internet, isolant ainsi les concepts qui expliquent la décentralisation du pouvoir politique.

Certains auteurs théorisent la décentralisation associée à la mondialisation en analysant le lien entre le local et le global ou la 'glocalisation', soit une dynamique qui caractérise les échelles opérationnelles des mouvements sociaux dans un espace transterritorial⁵⁴. Une analyse des échelles opérationnelles des mouvements sociaux nous permet de constater que leurs activités ne peuvent être confinées à un espace ou un moment précis. En effet, les échelles se manifestent par les relations sociales et elles sont dynamiques. Il est désormais illusoire de parler d'un processus local, régional, national ou même global – les relations sociales se jouent en fait à travers les échelles et ne sont donc pas confinées à l'intérieur de leur espace⁵⁵. L'espace politique dans lequel évoluent les citoyens est ancré dans un espace dans la mesure où ce dernier est enchâssé dans des sites stratégiques. Ce dernier est

⁵² Chadwick, *Internet Politics*, 22.

⁵³ Held et McGrew, « Reconstructing World Order: Towards Cosmopolitan Social Democracy », *Globalization/Anti-Globalization*, 118-136.

⁵⁴ Erik Swyngedouw, « Neither Global nor Local : 'Glocalization' and the Politics of Scale » dans Kevin Cox dir., *Spaces of Globalization : Reasserting the Power of the Local* (New York: Guilford Press, 1997), 160-161; Phillip F. Kelly, « The Geographies and Politics of Globalization », *Progress in Human Geography* 23:3 (1999), 381; Saskia Sassen, « Local Actors in Global Politics », *Current Sociology* 52:4 (juillet 2004), 659.

⁵⁵ Kelly, « The Geographies and Politics of Globalization », 381.

également transterritorial car il connecte des emplacements qui ne sont pas proches géographiquement, mais pourtant connectés intensément les uns aux autres par la reterritorialisation des sous-cultures locales⁵⁶. Cette politique multi-scalaire ainsi présentée nous informe sur le développement de réseaux où circulent de l'information qui, quoiqu'elle origine d'un endroit précis, fait désormais partie du travail et des stratégies politiques qui remédient à un enjeu global⁵⁷. Les pratiques politiques dans lesquelles les militants prennent part sont donc d'origine locale, toutefois, ces acteurs participent dans un plus grand projet de « politique émergente globale »⁵⁸.

Les espaces occupés par les mouvements sociaux sont constitués de réseaux les liant qui, quoi qu'étant séparés géographiquement, se rencontrent dans le cyberspace pour agir en concert et créer ainsi des « structures d'opportunité politique » :

Political opportunity structures are those consistent dimensions of the political environment that provide incentives for or constraints on people undertaking collective action. Political opportunities often provide resource for leverage and space for access⁵⁹.

Margaret Keck et Kathryn Sikkink utilisent le terme « réseau transnational de sensibilisation à une cause » (Transnational Advocacy Network)⁶⁰. L'emploi du mot transnational reflète l'interaction entre les acteurs de la société civile et leurs actions à plusieurs échelles : locale, nationale et internationale. Selon ces auteures, les réseaux transnationaux de sensibilisation influencent l'opinion publique à propos des enjeux sociaux en dénonçant les abus tels que les violations des droits de la personne en outrepassant les voies politiques traditionnelles. Ces

⁵⁶ Sassen, « Local Actors in Global Politics », 659.

⁵⁷ *Id.*

⁵⁸ *Ibid.*, 663.

⁵⁹ J.V. Khagram, J.V. Riker et Kathryn Sikkink, *Transnational Social Movements, Networks and Norms* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 2002), 17.

⁶⁰ Kathryn Keck et Margaret Sikkink dans Victoria Carty, « Technology and Counter-hegemonic Movements », 135.

réseaux qui se constituent et s'organisent en ligne s'appuient sur les organisations non gouvernementales (ONG) qui, à leur tour, utilisent leur pouvoir de levier et mettent de la pression sur les gouvernements qui se voient contraints à effectuer des changements de politique. En somme, la politique des échelles lie le local et le global, devenant ainsi une pratique quotidienne de lutte pour le pouvoir et le contrôle⁶¹. Le pouvoir et le contrôle s'allient à l'ère d'Internet et s'inscrivent dans des stratégies de communication et d'échange d'information gérées par l'interaction de la société civile, de l'État, des ONG, des médias et des entreprises qui influencent les décideurs politiques et mobilisent l'opinion publique.

La décentralisation du pouvoir social et politique est rendue possible notamment par son coût moindre et la possibilité de publier soi-même sur Internet, menant ainsi à une inclusion d'acteurs autrefois exclus du processus politique⁶². L'Internet a créé de multiples allégeances et permis à de nouveaux acteurs d'utiliser la force du réseau tel qu'en témoigne Andrew Chadwick :

The power of large media organizations and political communications professionals to shape public opinion will be steadily diluted as self-publishing by a multitude of groups and individuals becomes the norm. Pluralist group politics returns to its roots as the reflection of an active civil society characterized by rapid mobilization of opinion using information technology. Networked forms of political organization come to predominate older hierarchical forms⁶³.

Toutefois, cette perspective se doit d'être nuancée par le « modèle du renforcement » vu précédemment, ainsi que par l'arrivée de nouveaux intermédiaires tels que des conseillers spécialisés en relations publiques qui travaillent pour le compte du gouvernement et des entreprises dans les démocraties libérales comme le Canada. De plus, les gouvernements

⁶¹ Swyngedouw, « Neither Global nor Local », 160-161.

⁶² Chadwick, *Internet Politics*, 23.

⁶³ *Id.*

utilisent Internet pour restreindre la liberté d'expression des citoyens, tel que rapporté par l'organisme *Human Rights Watch*⁶⁴. Dans ce contexte de censure et d'oppression des militants politiques, Internet sert les fonctions de surveillance et de contrôle des gouvernements autoritaires dont la Chine, par exemple⁶⁵. Nous discuterons davantage des conséquences découlant du régime autoritaire chinois dans le contexte de la censure des médias à l'approche des jeux olympiques de Beijing en 2008 dans le chapitre quatre.

Grâce à Internet, les citoyens ont des capacités sans précédent pour produire et distribuer leur propre information⁶⁶. Depuis la tenue des élections présidentielles aux États-Unis en 2004, les journalistes ont commenté le succès des citoyens journalistes⁶⁷. À première vue, ce phénomène témoigne d'une curiosité intellectuelle qui s'assouvit grâce aux téléphones cellulaire munis de caméras, par exemple, et qui permet à quiconque de s'improviser journaliste et même parfois de concurrencer les géants des médias. Cette tendance décentralisatrice a toutefois des répercussions négatives sur la qualité des nouvelles. En effet,

⁶⁴ Human Rights Watch, « Technology as a Restraint: Internet Censorship and Surveillance », *Human Rights Watch World Report 2007*. <En ligne>. http://hrw.org/wr2k7/essays/shrinking/5.htm#_Toc152464115 (page consultée le 1^{er} avril 2007).

⁶⁵ Andrew Chadwick traite du contexte particulier de la Chine dans son ouvrage *Internet Politics* aux pages 279-282. Pour des cas précis, voir notamment John Boudreau, « Yahoo CEO Yang asks Rice to help win release of 2 journalists in China », <En ligne>. http://www.siliconvalley.com/news/ci_8332980?source=email&nclick_check=1 (page consultée le 5 mars 2008); Ariana Sunjeung Chan et Sam Diaz, « Advocates Sue Yahoo in Chinese Torture Case », *Washingtonpost.com* (19 avril 2007). <En ligne>. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/18/AR2007041802510.html?referrer=emailarticle> (page consultée le 20 avril 2007).

⁶⁶ Lance W. Bennett, « Global Media and Politics: Transnational Communication Regimes and Civic Cultures », *Annual Review of Political Science* 7 (2004), 140.

⁶⁷ Ira Basen, « Bloggers vs Big Media in Campaign 2004: Score one for the little guys », *Viewpoint* (2 novembre 2004). <En ligne>. http://www.cbc.ca/news/viewpoint/vp_basen/20041102.html (page consultée le 1^{er} mai 2007).

Internet et l'anonymat qu'il confère ont ouvert la porte à l'escroquerie et la supercherie qui trompent même les journalistes les plus expérimentés⁶⁸.

En ce sens, les auteurs provenant de l'approche de l'économie politique internationale critique mettent la thèse de la décentralisation au défi en invoquant la propagande, un phénomène qui suscite un intérêt renouvelé de par l'abondance d'information non vérifiée qui existe sur Internet et la tendance des médias de masse à propager l'idéologie néolibérale.

Nous notons d'abord que le terme propagande se définit comme suit depuis le XX^e siècle :

[...] l'action consistant à convaincre l'opinion, en utilisant tous les moyens de persuasion disponibles, de soutenir un parti politique ou un gouvernement. La propagande a dès lors pour but d'exercer une influence sur les personnes, soit pour les faire agir dans un sens donné..., soit au contraire pour les rendre passifs et les dissuader de s'opposer à certaines actions, menées par le pouvoir ou par un group antagoniste [...]⁶⁹

C'est d'ailleurs à cette époque « qu'elle prendra une acceptation plus négative »⁷⁰. De plus, « contrairement à ce qu'on croit souvent, la propagande politique telle que nous l'entendons aujourd'hui, n'est pas née dans un régime autoritaire, mais est directement issue de la démocratie »⁷¹. Selon Jacques Ellul, sociologue, et auteur de *Propagandes*, « l'information moderne, loin de prémunir contre la propagande, lui prépare le terrain »⁷². L'auteur affirme que l'information et l'idéologie seraient complices de la propagande; celle-ci « serait

⁶⁸ « Les scandales impliquant les erreurs caractérisées ou les bidonnages de Jayson Blair et Judith Miller (*The New York Times*), de Stephen Glass (*The New Republic*), de Jack Kelley (*USA Today*), pour ne citer que ces exemples, ont prouvé que les journaux les plus réputés n'étaient nullement à l'abri de violations grossières de l'éthique proclamée du métier ». Eric Klinenberg, « Ce rêve envolé d'une information égalitaire : les bénéficiaires inattendus du Miracle Internet », *Le Monde diplomatique* (janvier 2007), 22,23. <En ligne>. <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/KLINENBERG/14333> (page consultée le 29 mars 2007).

⁶⁹ Rémi Rieffel, « Les médias entre propagande et publicité », *Sociologie des médias*, 2^e édition (Paris : Ellipses, 2005), 54.

⁷⁰ *Id.*

⁷¹ *Ibid.*, 55.

⁷² Francis Balle, « Les médias, les mandarins et les marchands », *Médias et Sociétés*, 12^e édition (Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2005), 651.

d'autant plus efficace que l'information aura été plus vaste »⁷³. Dans un état de surabondance d'information et de circulation libre des idéologies, la propagande viendrait « renforcer l'idéologie dont elle se nourrit »⁷⁴. Nous poursuivrons notre discussion sur la propagande dans le chapitre trois avec une analyse de la couverture médiatique des changements climatiques. Dans le chapitre quatre sur l'Internet et les médias, nous traiterons de la crise du journalisme et du vide démocratique dans les médias globaux et du modèle de propagande, selon l'approche de l'économie politique internationale critique.

Une analyse de la théorie du « soft power » permet également de saisir l'importance du pouvoir associé au contrôle des moyens de communication et de diffusion de l'information comme Internet. Selon Joseph Nye, ancien Secrétaire adjoint à la défense de l'administration Clinton, dans cette ère d'innovation technologique notoire en matière de transmission des informations, l'information est une source de pouvoir. Son concept-clé, le « soft power », se mesure par le niveau de visibilité et d'influence des enjeux étatiques et s'appuie notamment sur la diplomatie publique⁷⁵. La diplomatie publique se définit comme l'effort d'un gouvernement d'un pays donné afin d'influencer l'opinion du public ou de l'élite d'un autre pays afin d'orienter la politique étrangère de ce pays à son propre avantage⁷⁶. James Rosenau, professeur spécialisé en théorie politique des relations internationales et de la mondialisation, nous renseigne sur les transformations des formes de pouvoir depuis l'avènement des NTIC. Selon Rosenau, la révolution de l'information est un phénomène en

⁷³ *Id.*

⁷⁴ *Id.*

⁷⁵ Nye, *Soft Power*, 2.

⁷⁶ Traduction de « ...public diplomacy is the effort by the government of one nation to influence public or elite opinion of another nation for the purpose of turning the policy of the target nation to advantage ». Evan Potter, « Canada and the New Public Diplomacy », *International Journal* 58:1 (2002-2003), 46.

constante évolution qui affecte tous et chacun et a des conséquences exhaustives dans toutes les sphères des affaires mondiales⁷⁷.

Le professeur de Communication Evan Potter, dans son rôle de conseiller spécial en communications au Ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international, a quant à lui développé un champ d'expertise peu connu des chercheurs en relations internationales : la diplomatie publique. Cette discipline a repris de son importance et de sa centralité depuis les attaques du 11 septembre 2001, de par la nature des changements dans toutes les sphères de l'activité du monde contemporain, ou du « nouveau monde », nécessitant ainsi de repenser la diplomatie publique au Canada. Potter élabore ici sur la nature et l'ampleur des changements, notamment la présence du « World Wide Web » qui permet d'élargir la sphère d'activité de l'État et des acteurs non étatiques :

In this new world, knowledge, culture, and communications are the key, not only to technological progress and economic prosperity, but also to social cohesion and sustainable development. There is concern that the powerful engine of the global economy will roll over cultural diversity, fragile social and political systems, and state sovereignty itself. In this world of instant and ubiquitous communication, hyper text (a document on the World Wide Web that has links to other text, sound, images), and easy travel, the ideas, images, and values that motivate citizens take on importance and power never known before⁷⁸.

Selon Evan Potter, la diplomatie publique se distinguerait par ailleurs de la diplomatie classique par l'inclusion grandissante d'acteurs non étatiques dans l'équation. Parallèlement, cette distinction découlant de la mondialisation et de l'explosion des technologies de l'information et des communications aurait causé les effets les plus importants sur les pratiques associées à cette nouvelle forme de diplomatie publique, tel que décrit ici :

⁷⁷ Rosenau, James N., « Information Technologies and the Skills, Networks, and Structures that Sustain World Affairs » dans James N. Rosenau et J.P. Singh dir., *Information Technologies and Global Politics* (Albany: State University of New York Press, 2002), 285.

⁷⁸ Potter, « Canada and the New Public Diplomacy », 44.

Of globalization's many effects, one of the most profound for diplomatic practice is the ability of citizens to access, use, and disseminate information. The explosion of information technology and communications infrastructures provides the public with the ability to research, engage, and advocate positions on a wide range of issues. It creates new competencies for citizen activism on a global scale. Increasingly, domestic issues such as crime, health, and the environment have become essential elements of global security. It is noteworthy that these domestic policy areas already have advocacy networks in place⁷⁹.

De plus, avec l'élargissement du concept de sécurité, le fossé entre ce qu'on considérait relever de la politique locale et de la politique étrangère serait en train de se refermer rapidement, si bien que les préoccupations courantes des citoyens sont devenues des préoccupations pour le développement de la politique étrangère. Selon Potter, les diplomates doivent porter une attention particulière à ce phénomène s'ils désirent résoudre les problèmes de sécurité (dans le sens non traditionnel du terme) qui sont à l'avant plan sur l'ordre du jour du public, car leur résolution nécessite d'entretenir des liens beaucoup plus étroits avec les ONG et la mobilisation de l'opinion publique dans leur pays d'origine et à l'étranger⁸⁰. Dans la sphère des médias, le potentiel des NTIC qui permet aux des gens provenant de différentes cultures de se rencontrer dans le cyberspace aurait créé, dans les années 1990, une conjoncture où la diversité culturelle serait reconnue de plus en plus comme l'axe central d'une stratégie mondiale de développement économique⁸¹. Potter maintient que le succès du Canada dans la promotion de l'agenda sur la sécurité humaine, mis de l'avant par le ministre canadien des affaires étrangères, l'honorable Lloyd Axworthy, de 1998 à 2002, c'est-à-dire une emphase sur la sécurité qui incluait la protection des droits de la personne, la bonne gouvernance, les droits économiques et le développement durable reposait presque entièrement sur l'habileté d'Ottawa de sensibiliser les citoyens et les dirigeants des pays

⁷⁹ *Ibid.*, 49.

⁸⁰ *Id.*

⁸¹ *Ibid.*, 50.

étrangers à ses prises de position de façon convaincante. De plus, l'utilisation stratégique des outils de diplomatie publique, tant traditionnels que nouveaux – la radiodiffusion internationale, les programmes éducatifs et culturels internationaux et les nouveaux médias – forment ensemble un « multiplicateur de force » pour la politique étrangère canadienne⁸². En somme, la diplomatie publique, souligne Evan Potter, est un ensemble cohérent de pratiques porteuses d'influence:

A well informed, engaged civil society strengthens the will and the ability to achieve foreign policy objectives; an active and vibrant projection of cultural expression can underpin and support an active foreign policy; and a network of academic and scholarly linkages can help build a network of comprehension and knowledge to build alliances of the like-minded in Canada and abroad. This is the essence of soft power⁸³.

Dans les prochains chapitres, nous verrons comment les activités de la Coalition canadienne des jeunes pour le climat et du radiodiffuseur public canadien, CBC/Radio-Canada, forment un ensemble cohérent de pratiques qui contribuent à la construction et la projection d'une image du Canada et des Canadiens, ici et à l'étranger.

À cette stratégie axée sur le message et l'image publique s'ajoute le concept de la responsabilité sociale des entreprises dont les activités sont surveillées par l'entremise d'Internet. Par exemple, plusieurs jeunes militants continuent la construction d'un bloc virtuel qui surveille, critique et lutte contre la mondialisation des marchés menée par les entreprises multinationales. L'anthropologue social Jeffrey Juris a constaté qu'Internet jouait un rôle vital dans la diffusion rapide du message, la technologie numérique leur permettant de créer un contre-discours transmis en direct aux médias indépendants et aux médias de

⁸² *Ibid.*, 56.

⁸³ *Ibid.*, 64.

masse⁸⁴. Nous réitérons dans ce contexte que la logique d'organisation en réseau est non seulement une méthode d'organisation efficace, mais qu'elle représente aussi un modèle qui oriente la création de formes d'organisation politique, économique et sociale⁸⁵.

Plus que jamais, les gouvernements et les entreprises doivent adopter des règles empreintes de morale, d'éthique, de responsabilité sociale et de transparence. Ignorer l'importance de l'image et le pouvoir du message sur des enjeux démocratiques de premier plan mettrait en péril leur réputation. Des organismes indépendants qui jouent une fonction de surveillance, tels que *Democracy Watch*, *Corporate Watch*, *Media Watch*, en passant par le journaliste qui a découvert le scandale des commandites au Canada, la technologie de surveillance en communication est si efficace et omniprésente sur le Web qu'elle a le potentiel de révéler rapidement les manquements des entités publiques autrefois hors d'atteinte⁸⁶. De ce fait, nul n'est à l'abri de voir sa vie et ses méfaits étalés sur la place publique, surtout qui évolue dans les sphères du pouvoir. Nous reviendrons sur le concept de la responsabilité sociale des entreprises et la fonction de chien de garde que joue Internet dans le chapitre 3.

Finalement, nous constatons dans la revue des concepts associés à l'utilisation d'Internet à des fins politiques et stratégiques, qu'un manque de légitimité du pouvoir de l'État face aux problèmes planétaires engendre un « vide de pouvoir » dans la société moderne:

The blurring of boundaries of the nation-state confuses the definition of citizenship. The absence of a clear situs of power dilutes social control and diffuses political challenges. The rise of communalism, in its different

⁸⁴ Jeffrey S. Juris, « The New Digital Media and Activist Networking Within Anti-Corporate Globalization Movements », *The Annals of the American Academy* 597 (janvier 2005), 189-208.

⁸⁵ *Ibid.*, 192.

⁸⁶ Democracy Watch. <En ligne>. <http://www.dwatch.ca/> Corporate Watch. En ligne. <http://www.corpwatch.org/> Media Watch. En ligne. <http://www.mediawatch.com/welcome.html>; Radio-Canada Information, « Le scandale des commandites ». <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/special/2006/07/04/001-gomery-toutcapourca.shtml> (pages consultées le 7 avril 2007)

forms, weakens the principle of political sharing on which democratic politics is based. The growing inability of the state to control capital flows and ensure social security diminishes its relevance for the average citizen. The emphasis on local institutions of governance increases the distance between mechanisms of political control and management of global problems⁸⁷.

C'est dans ce vide de pouvoir que la transmission d'information est passée d'une forme hiérarchique à une forme de réseau. Cette nouvelle forme décentralisée de pouvoir favorise l'émergence d'un nouvel ordre mondial⁸⁸. C'est dans ce projet du nouvel ordre mondial de l'ère des technologies modernes que les acteurs sociaux manifestent leur intérêt et leur passion pour la construction d'un monde meilleur. Le pouvoir réside ainsi dans la volonté et la force collective de tous et chacun, contribuant ainsi à l'émergence d'une conscience collective recherchant un équilibre entre les forces du marché et leurs aspirations politiques, culturelles et sociales, en tant que citoyen du monde. Ce pouvoir est représenté par une mise en commun d'un savoir et d'une expertise qui influencent les décisions politiques et l'opinion publique.

Le prochain chapitre se penchera sur les acteurs sociaux qui utilisent Internet pour changer la politique à travers leur discours, leur positionnement stratégique et leur champ d'opérations. Nous étudierons un segment jeunesse du mouvement environnemental avec une analyse des activités de la Coalition canadienne des jeunes pour le climat (CCJC). Cette coalition est formée de jeunes adeptes des nouvelles technologies de l'information et des communications qui promeuvent une vision renouvelée de la gouvernance axée sur la conservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement dans une perspective de

⁸⁷ Castells, « Informational Politics and the Crisis of Democracy » dans *The Power of Identity*, 2nd Edition (Oxford: Blackwell Publishing, 2004), 367, 368.

⁸⁸ Rosenau, « Information Technologies », 285; Castells, « Globalization, Identification, and the State: A Powerless State or a Network State? » dans *The Power of Identity*, 303-364; Street, « Dream Worlds: Globalization and Webs of Power », 163-184.

développement économique durable. L'élaboration des stratégies de communications sophistiquées et peu coûteuses facilitée par l'arrivée d'Internet a rendu la communication de cette vision possible. Nous cherchons à savoir si la communication politique sur Internet favorise la diffusion du message par les médias de masse, procurant ainsi une visibilité et une influence auprès de l'opinion publique. Mais tout d'abord, nous ferons un survol de la littérature sur les mouvements sociaux et leur impact sur la politique et les institutions et leur utilisation d'Internet à des fins politiques et stratégiques.

Chapitre 3

La mobilisation sur Internet

La journaliste Jennifer Earl affirme que les militants de la prochaine génération apprendront comment s'organiser autour des enjeux qui les préoccupent et le feront à leur façon, notamment, par l'entremise des sites Web d'organisations qui défendent des causes sociales, ces sites leur offrant l'occasion de s'éduquer et de prendre part au mouvement⁸⁹. A ce sujet, le Sénateur canadien Rod A.A. Zimmer soutenait que les politiciens se doivent d'être à l'écoute des jeunes afin de mieux comprendre leurs préoccupations, lors d'une entrevue effectuée en 2007. Il se dit prêt à relever le défi posé par Internet. Il apprécie particulièrement le dévouement des jeunes qui promeuvent les enjeux planétaires comme les changements climatiques et les droits de la personne⁹⁰.

C'est en donnant l'exemple à son personnel, jeune et dynamique, et en contribuant lui-même à des causes humanitaires à travers lesquelles il mobilise des personnalités du monde des arts et de la politique nationale et internationale qu'il maintient son lien avec les jeunes et les causes sociales. En 2007, le sénateur défendait une cause des droits de la personne soulevée par l'ancienne députée libérale Belinda Stronach : Nazanin Faheti, une jeune fille iranienne de 17 ans était accusée de meurtre pour avoir tué un des hommes qui l'avaient assaillie et

⁸⁹ Par exemple, des liens à des pétitions en ligne sont disponibles à *PetitionOnline.com*. Jennifer Earl, journaliste du *Washington Post* a informellement demandé à un groupe de jeunes à qui elle offrait un séminaire s'ils connaissaient ce genre de pétition : 40% ont répondu qu'ils y avaient participé ou qu'ils étaient au courant de son existence. Jennifer Earl, « Where have all the protestors gone? Online. » *Washingtonpost.com* (4 février 2007), B1. <En ligne>. <http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2007/02/02/AR2007020201467.html> (page consultée le 20 mars 2007).

⁹⁰ Propos du Sénateur Rod A.A. Zimmer dans une entrevue réalisée à Ottawa par Caroline Robitaille (2007).

selon la loi iranienne, aurait été jugée et condamnée à être exécutée. Le sénateur Zimmer et Belinda Stronach ont créé un réseau comprenant des noms connus afin d'exercer une influence sur le système judiciaire iranien. Parmi ces personnalités figuraient l'ancien ministre des affaires étrangères, Lloyd Axworthy et Louise Harbour, Commissionnaire pour les droits de la personne à l'ONU. Le 27 mars 2007, le sénateur racontait la touchante histoire de la chanteuse et militante Nazanin Afshin-Jam, originaire de Vancouver, et de son homologue iranienne, Nazanin Faheti au Sous-comité pour les droits de la personne⁹¹. La chanteuse a lancé un album *Someday*⁹² et créé les sites Web *Stopchildexecutions.com* et *Helpnazanin.com* afin de sensibiliser le public et les politiciens, formant ainsi un réseau d'action et de coopération à l'échelle globale. Suite à la campagne de sensibilisation menée auprès de Canadiens et de gens de partout dans le monde, notamment par l'entremise des sites Web *Petitiononline.com*, Nazanin Faheti a eu la vie sauve⁹³. Ces initiatives s'inscrivent dans la construction d'un monde meilleur auquel chacun peut contribuer et faire une différence, affirmait le sénateur.

Ce chapitre traite de la mobilisation des mouvements sociaux sur Internet et des conditions politiques, économiques et sociales qui influencent leurs stratégies de communication. Dans un premier temps, nous discuterons de la théorie de la mobilisation des ressources et des

⁹¹ Voir témoignage du sénateur Rod A.A. Zimmer, « L'épreuve de Madame Nazanin Fatehi », Sénat du Canada Débat du Sénat (Hansard), 1^e Session, 39^e Législature, 143:82 (27 mars 2007). <En ligne>. http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/chambus/senate/deb-f/082db_2007-03-27-F.htm?Language=F&Parl=39&Ses=1#17 (page consultée le 2 septembre 2007).

⁹² Le vidéo de la chanson est disponible sur YouTube. Nazanin Afshin-Jam, *Someday* (2007). <En ligne> <http://www.youtube.com/watch?v=1wYPA02mheI> (page consultée le 16 avril 2008).

⁹³ Une pétition sur le site *Petitiononline.com* a été acheminée aux Nations-Unies. Une mise à jour datant du 31 janvier 2007 révèle que Nazanin a été reconnue innocente et fut libérée. *Save Nazanin Petition*. <En ligne>. <http://www.petitiononline.com/Nazanin/petition.html>. (page consultée le 2 septembre 2007). La mise à jour sur la page *Save Nazanin Petition* nous conduit au site Web *Stopchildexecutions.com*. <En ligne> <http://stopchildexecutions.com/> (page consultée le 2 mai 2007); Voir également un autre site relié à cette initiative, soit Help Nazanin Fatehi. *Helpnazanin.com*. <En ligne> <http://www.helpnazanin.com/> (page consultée le 2 septembre 2007).

formes de mobilisation sur Internet. Ensuite, nous explorerons le discours et la communication politique des réseaux de défense de l'environnement et des droits de la personne sur Internet. Finalement, nous présenterons une entrevue avec le segment anglophone de la *Coalition canadienne des jeunes pour le climat* (CCJC), soit la *Canadian Youth Coalition for Climate* (CYCC). Nous analyserons leur stratégie de communication Internet et leurs liens à l'échelle locale, régionale et internationale. La dernière section du chapitre trois est une réflexion sur l'influence des activités en ligne des militants, des médias, des citoyens et des politiciens sur le processus politique, notamment sur le rôle du Canada dans la gouvernance environnementale mondiale.

3.1 Mobilisation sur Internet : approche et concepts choisis

Communication technologies have long been powerful factors shaping political mobilization...the key issue here is whether the Internet's status as a complex, many-to-many medium marks it as more radical than these prior technologies.

-Andrew Chadwick, *Internet Politics*⁹⁴

Le militantisme sous toutes ses formes est facilité par la diffusion de messages sur Internet à l'échelle transnationale, nationale et locale. La communication et la transmission rapide d'information sur Internet en font un outil privilégié pour mobiliser l'appui des citoyens et des politiciens à plusieurs échelles. Internet permet d'éviter la censure ou d'autres formes de contrôle, parvenant ainsi à joindre leur audience cible en temps opportun. Les mouvements sociaux misent sur la portée universelle et globale des réseaux de militants sur Internet pour s'attirer un appui diversifié⁹⁵. Le modèle horizontal de communication et de diffusion de

⁹⁴ Chadwick, « Interest Groups and Social Movements », *Internet Politics*, 114-115.

⁹⁵ Bléber B. Ghimire, UNRISD, « The Contemporary Global Social Movements – Emergent Proposals, Connectivity and Development Implications », *Civil Society and Social Movements Programme Paper Number 19* (août), 9.

l'information sur Internet facilite une gestion décentralisée de l'information⁹⁶. En somme, les militants se retrouvent dans le cyberspace, un milieu propice aux acteurs politiques non formels et à l'engagement politique⁹⁷.

L'approche de la mobilisation des ressources élaborée par les sociologues américains John McCarthy et Mayer Zald⁹⁸ permet d'observer les facteurs qui favorisent ou nuisent à la mobilisation en faveur du changement. Le facteur qui nous préoccupe ici est l'utilisation d'Internet à des fins politiques et stratégiques. Nous cherchons à savoir comment la production et la dissémination d'information sur Internet est devenue une ressource mobilisatrice pour le mouvement lui-même, et mobilisante de l'opinion publique. Tout comme McCarthy et Zald, nous allons privilégier l'analyse des aspects organisationnels aux interactions (internes aux mouvements de même qu'entre le mouvement et les autres acteurs) en analysant l'utilisation des ressources elles-mêmes : les ressources technologiques telles qu'Internet et leur lien avec les ressources matérielles telles que la communication politique en ligne qui se déverse parfois dans les médias de masse et engage le citoyen, les politiciens et les entreprises. Nous proposons, toujours selon cette approche, de définir le mouvement social comme un ensemble d'opinions et de représentations en faveur de la transformation de certains éléments de la structure sociale ou des mécanismes de distributions des biens sociaux (avec ou sans transformation des valeurs dominantes de la société)⁹⁹.

⁹⁶ Castells, *The Power of Identity*, 149-155.

⁹⁷ Sassen, « Local Actors in Global Politics », 662.

⁹⁸ John McCarthy et Mayer Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82:6 (mai 1977), 1212-1241. John D. McCarthy et Mayer N. Zald, *Social Movements in an Organizational Society* (New Brunswick: Transaction, 1987).

⁹⁹ McCarthy et Zald notent que cette définition est inclusive et qu'il n'existe pas de consensus quant à la définition d'un mouvement social. McCarthy et Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », 1217-1218.

La stratégie de la mobilisation des ressources nous renseigne également sur les différentes stratégies utilisées par les mouvements sociaux et les organisations regroupant des mouvements ayant un intérêt commun afin de générer une base d'appui. L'approche de la mobilisation des ressources permet d'analyser comment ces mouvements se servent d'Internet afin d'influencer les médias et le public. Le concept de « citoyen de conscience »¹⁰⁰ explique cet appui pour les causes comme l'environnement et les droits de la personne, causes dans lesquelles les sympathisants proviennent de certains groupes d'élites établis comme les politiciens et les personnalités publiques. Ces citoyens prêtent leur nom à une cause mais ne bénéficient pas directement du succès d'une campagne de sensibilisation.

Les mouvements sociaux donnent une nouvelle dimension à la politique en créant d'autres modes d'expression et de mobilisation¹⁰¹. L'utilisation de « cadres » de références provenant des théories sociales constructivistes permet d'associer les mouvements sociaux à un contexte particulier¹⁰². Cadrer un enjeu consiste à choisir le langage utilisé pour définir le débat politique et les enjeux individuels en fonction d'un public cible¹⁰³. En ce sens, les chercheurs ont observé comment les mouvements sociaux, par leur utilisation stratégique de ressources, telles que l'utilisation d'Internet pour contrôler le processus de communication et cadrer le message transmis aux politiciens, citoyens et autres mouvements sympathisants à leur cause, étaient parvenus à politiser des enjeux autrefois exclus du domaine politique. Selon Amanda Sussman, autrefois conseillère politique de l'ancien ministre des affaires

¹⁰⁰ Traduction de « conscience constituant », voir McCarthy et Zald, *Social Movements in an Organizational Society*, 18.

¹⁰¹ Michel Sauquet et Vibodh Parthasarathi, « Des mille et une manière d'aborder le thème de la communication et de ses enjeux » dans Michel Sauquet et al. dir., *L'idiot du village mondial*, 23.

¹⁰² Wim Van De Donk and al., « Introduction: Social Movements and ICTs » dans *Cyberprotest: New Media, Citizens and Social Movements*, 11, 12.

¹⁰³ Amanda Sussman, *The Art of the Possible : a handbook for political activism*, (Toronto: McClelland & Stewart, 2007), 25.

étrangères canadien, Bill Graham, les mouvements sociaux, coalitions et groupes de pression qui recadrent les questions de politique publique selon un autre point de vue deviennent des acteurs puissants dans le système politique. Pour le sociologue Thomas Rochon, la prépondérance des enjeux dans les médias de masse et dans l'agenda politique est la mesure du succès d'un mouvement sur la scène politique¹⁰⁴. En somme, le pouvoir des mouvements sociaux réside ainsi non seulement dans la mobilisation de masse ou dans la menace d'une mobilisation¹⁰⁵, mais devient chose possible dans la réalisation d'objectifs concrets tels que d'augmenter de la visibilité et la sensibilité du public et des politiciens pour un enjeu ou une cause.

Les mouvements sociaux qui utilisent Internet bénéficient des avantages suivants¹⁰⁶ :

- Une amplification des stratégies de communication du monde réel
- Une optimisation du recrutement de membres
- Une maximisation de la collecte de fonds
- Une flexibilité et une efficacité organisationnelles
- Un coût moindre

L'approche de la mobilisation des ressources, en mettant l'accent sur les ressources discrétionnaires comme le temps et l'argent, explique le raisonnement stratégique des militants qui s'impliquent dans les mouvements sociaux, tels que les jeunes de 18 à 35 ans, les professeurs et les gens de la classe moyenne à élevée¹⁰⁷. Ces mouvements sociaux se servent d'Internet pour se mobiliser entre eux, mobiliser l'appui des citoyens et s'organiser

¹⁰⁴ Thomas Rochon effectue une revue des ouvrages et des approches que leurs auteurs ont utilisé pour expliquer l'émergence des mouvements sur la scène politique mondiale et plus particulièrement dans les démocraties libérales. Thomas R. Rochon, « Political Movements and State Authority in Liberal Democracies », *World Politics* 42:2(1990), 302.

¹⁰⁵ Martin Shaw explique que la mobilisation ou la menace de mobilisation constitue la principale source de sanction sociale et, par ce fait, de pouvoir. Martin Shaw, « Civil Society and Global Politics: Beyond a Social Movements Approach », *Millennium*, 23:3(1993), 651, 652.

¹⁰⁶ Chadwick, *Internet Politics*, 115.

¹⁰⁷ McCarthy et Zald, *Social Movements*, 7.

autour d'un enjeu. L'utilisation des stratégies de communication sur Internet permet de sauver du temps; de rejoindre un public cible en temps opportun. Ces stratégies se déploient à une telle vitesse, que les politiciens, les institutions et quiconque a des intérêts à suivre l'évolution d'un enjeu public ne peuvent rester au devant des initiatives de la génération qui maîtrise les technologies et s'en sert habilement¹⁰⁸. Nous verrons d'ailleurs dans la prochaine section que les messages diffusés sur Internet et dans les médias de masse véhiculent le besoin d'agir immédiatement.

Dans son ouvrage sur la politique et Internet, Andrew Chadwick propose de distinguer la mobilisation sur Internet des mouvements sociaux et groupes de pression traditionnels de prédominance nationale par rapport à celle de la mobilisation de type transnational et de forme « hybride »¹⁰⁹. Cette catégorisation nous permet d'analyser les groupes d'intérêt et les mouvements sociaux comme des agents de mobilisation pour le changement social qui doivent s'adapter en fonction de l'environnement dans lequel ils évoluent. Le tableau ci-dessous présente un sommaire des caractéristiques de la communication, objectifs et stratégies propres à chacun des types de mobilisation sur Internet.

¹⁰⁸ Un exemple qui démontre que les politiciens et dirigeants perdent du terrain dans le cyberspace fut récemment rapporté par le [washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com) dont voici un passage descriptif: « And if politicians don't show the way forward, others will. The row this month over World Bank President Paul Wolfowitz's pay rise and promotion for his girlfriend triggered the revival of the Web site www.worldbankpresident.org to air speculation of possible successors, even though Wolfowitz had not quit ». Peter Griffiths, « Politicians fall behind in online race », [washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com) (18 avril 2007). <En ligne>. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/18/AR2007041800604.html> (page consultée le 20 avril 2007).

¹⁰⁹ Chadwick, « Interest Groups and Social Movements », *Internet Politics*, 115-116.

Tableau sommaire des types de mobilisation sur Internet ¹¹⁰

	Prédominance nationale	Transnationale	Hybride
Caractéristiques des communications	- Organisation à l'intérieur du mouvement - Coordination des activités à l'échelle internationale, nationale, locale	Communications opérationnelles qui transcendent les frontières de l'État-nation	Combinaison des formes de communication nationale et transnationale en fonction des besoins organisationnels et opérationnels propres à un enjeu, une cause ou une activité
Stratégies et Objectifs	- Rejoindre les supporteurs et les médias - Exercer une pression sur les élites politiques - Création de coalitions ¹¹¹	- Synchronisation simultanée des efforts de mobilisation à différents niveaux de politique - Passage des efforts de mobilisation continu de l'échelle nationale à l'échelle transnationale	- Diversification des opérations - Changement d'échelle opérationnelle en fonction de l'objectif

Voyons d'abord l'une des stratégies adoptées par les mouvements qui utilisent Internet pour se mobiliser à l'échelle nationale : la création de coalition. Selon Amanda Sussman, la meilleure façon pour les militants de multiplier l'effet de leurs activités est de former une coalition, ainsi, elle explique :

Building a strong coalition is the best way to magnify the impact of your actions. When the government is confronted with a unified and diverse coalition, officials and politicians alike know they have to listen seriously and prepare good responses ¹¹².

Nous notons que la création de coalitions est particulière aux mouvements qui défendent une cause unique, comme par exemple l'environnement. Les mouvements réorganisent ainsi leurs effectifs, réduisant ainsi leurs coûts tout en augmentant leur flexibilité organisationnelle par la création de réseaux de communication par courriel et de sites Web. La coalition permet aux citoyens de s'engager pour défendre une cause pour une période déterminée, le temps d'une campagne de sensibilisation, par exemple, ou bien de façon indéfinie, comme

¹¹⁰ Les données dans ce tableau proviennent de Chadwick, « Interest Groups and Social Movements », *Internet Politics*, 113-143.

¹¹¹ *Ibid.*, 120.

¹¹² Sussman, *The Art of the Possible*, 72.

nous allons le voir avec notre étude de cas sur la Coalition canadienne des jeunes pour le climat.

L'exemple le plus cité de mobilisation transnationale sur Internet est celui du mouvement Zapatiste, dont les revendications entourant l'entrée en vigueur de l'ALÉNA le 1^{er} janvier 1994 se poursuivent sur Internet et dans le monde réel, entre autre par la médiatisation de la vague de manifestations dont la célèbre bataille de Seattle en 1999¹¹³. Cette riposte est d'ailleurs le point de départ d'une série de mouvements de contestation du modèle de développement économique néolibéral. Le mouvement Zapatiste a poursuivi sa quête pour la justice sociale en lançant un appel à l'échelle internationale sur son site Web et par l'entremise d' « espaces de dialogues où il donne rendez-vous à la société civile depuis 1994 »¹¹⁴. Des mouvements de lutte contre le néolibéralisme en ligne s'associent toujours au

¹¹³ Nous notons que la portée internationale des organismes de défense des droits de la personne comme *Human Rights Watch* et *Amnistie internationale* a contribué à la diffusion du message des ouvriers et des paysans dans les médias de masse. Leur pour la dignité humaine véhiculait des messages comme « *Hoy Decimas BASTA!* » (« Aujourd'hui, nous disons ASSEZ! »). L'opposition du mouvement zapatiste au nouvel ordre mondial dominé par le pouvoir des entreprises multinationales et des élites politiques comportait deux volets: dans un premier, ses membres luttèrent contre les exclusions découlant du plan de modernisation économique néolibéral, et dans un deuxième, ils défiaient l'inévitabilité d'un nouvel ordre géopolitique sous lequel le capitalisme devenait universellement accepté. Un bon point de départ au sujet du mouvement Zapatiste est Manuel Castells, « *The Other Face of the Earth: Social Movements Against the New Global Order* », *The Power of Identity*, 2nd Edition (Oxford: Blackwell Publishing, 2004), dont nous avons extrait la discussion aux pages 78 et 81. Pour une analyse synthétique de la littérature portant sur l'influence, les forces et les faiblesses de la mobilisation sur Internet du mouvement Zapatiste, voir notamment Andrew Chadwick, « *The Zapatista Effect* », dans *Internet Politics*, aux pages 125 à 127. Plus de dix ans après ces événements, des ONG qui défendent les droits de la personne comme *Human Rights Watch* (HRW) continuent leur travail au Mexique par l'entremise de rapports et de communiqués de presse qu'ils publient sur le Web et transmettent dans les médias à l'échelle internationale. Dans leur rapport annuel publié en 2007, HRW continuait de souligner que les mécanismes de plainte pour protéger les droits des travailleurs de pays membres de l'ALÉNA se sont avérés inefficaces et ont eu peu d'impact sur l'incidence de violations des droits de la personne au Mexique. Human Rights Watch, 2007 *World Report*, 221. <En ligne>. <http://www.hrw.org/wr2k7/wr2007master.pdf> (page consultée le 1^{er} avril 2007).

¹¹⁴ Bernard Duterme, « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas », *Le Monde diplomatique* (jan. 2004). <En ligne>. <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/01/DUTERME/10924> (page consultée le 1^{er} avril 2007).

Zapatisme lors des événements organisés par le Forum social mondial (FSM)¹¹⁵. En 2005, on comptait environ 45,000 sites web consacrés au Zapatisme répartis dans vingt-six pays¹¹⁶.

La théorie de la mobilisation des ressources prédisait que les liens et le réseautage entre les mouvements allaient être importants pour les mouvements sociaux¹¹⁷. Internet est un outil qui facilite la mobilisation de masse, renforçant ainsi le pouvoir des mouvements sociaux, et ce, à toutes les échelles¹¹⁸. Ceci est attribuable à la logique de réseau qui agit comme un lien entre les échelles locales, nationales et internationales. L'anthropologue social Jeffrey Juris observe ici comment la politique de réseaux et ses liens horizontaux façonnent les communications des organisations de militants :

Networking logics are thus unevenly distributed, as more established organizations tend to incorporate new digital technologies into existing communication routines, while smaller, resource-poor organizations often use technologies more innovatively, taking advantage of their low cost to for horizontal linkages¹¹⁹.

La structure du réseau Internet offre la souplesse et l'agilité requise pour une action efficace, car elle « permet au mouvement d'être à la fois divers et coordonné, de s'engager dans un débat continu sans être paralysé, puisque chacun de ses nœuds peut reconfigurer un réseau suivant ses affinités et connections multiples »¹²⁰. De plus, les mouvements sociaux ont recouru à une stratégie de fertilisation croisée des idées à même leur site Web, ce qui leur

¹¹⁵ Centre de Média Indépendant de Marseille, « Espace zapatiste à Marseille du 18 au 22 janvier », *Communiqué* (2006). <En ligne>. <http://marseille.indymedia.org/news/2006/01/4247.php> (page consultée le 1^{er} avril 2007).

¹¹⁶ Sylvie Lapointe, « La lune de miel avec le zapatisme est-elle terminée ? », *La chronique des Amériques*, 23 (juillet 2005), 1. <En ligne>. http://www.alternatives.ca/IMG/pdf/Chro_0523_lune-miel_z_B893C.pdf (page consultée le 1^{er} avril 2007).

¹¹⁷ McCarthy et Zald, *Social Movements*, 335-36.

¹¹⁸ Nous avons choisi les mouvements sociaux qui militent pour la justice sociale, mais il est aussi vrai de dire que d'autres types de mouvements sociaux qui militent pour des causes contraires tels que les mouvements réactionnaires ont accès aux mêmes technologies.

¹¹⁹ Lance Bennett cité dans Jeffrey S. Juris, « The New Digital Media », 198.

¹²⁰ Manuel Castells, *La galaxie Internet* (Paris : Fayard, 2001), 177.

permet d'élargir leur champ d'action à travers les réseaux qui traitent d'enjeux connexes, tel que décrit ici par les politologues Elizabeth Smythe et Peter Smith :

Many groups and activists are on several listservs and receive cross-postings so there is a cross-fertilization in formation and ideas and many nodes of intersection among networks, offering them a broader, global perspective¹²¹.

Élargissant sur les concepts de réseau et de mobilisation sur Internet de type transnational, nous tournons maintenant notre attention envers les stratégies de communication Internet des organisations qui militent pour la protection de l'environnement et la défense des droits de la personne à l'échelle transnationale, les liens qui les unissent dans le monde virtuel et leur relation avec les institutions étatiques ainsi que les entreprises multinationales. Nous analyserons le discours et les agissements des compagnies pétrolières qui pratiquent le lavage vert. Nous commenterons également les campagnes de sensibilisation à la protection des droits de la personne et de l'environnement. Ensuite, pour évaluer la visibilité de l'enjeu du réchauffement climatique, nous examinerons les initiatives nationales et internationales sur les sites Web des partis politiques, mouvements sociaux, ONG, médias et personnalités publiques.

3.2 Mobilisation transnationale sur Internet

Nous notons que les sites Internet d'organisations militantes abondent de liens à des pétitions, des modes de participation et d'éducation. Nous notons également que des hyperliens permettent à l'internaute en quête d'information sur un aspect particulier d'une organisation de s'y rendre facilement. En visitant le site Internet du *Sierra Club*, par exemple, l'internaute peut naviguer sur ce site ainsi que des sites reliés afin de se renseigner

¹²¹ Elizabeth Smythe et Peter Smith, « New Technologies and Networks of Resistance » dans Evan H. Potter dir., *Managing Foreign Policy in the Twenty-first Century* (Montreal and Kingston: McGill University Press, 2002), 72.

sur les liens entre l'environnement et les droits de la personne¹²². On y retrouve entre autre des nouvelles qui apparaissent en mode intermittent sur le haut de l'écran et un dossier sur le militant Ken Saro Wiwa, qui fut assassiné le 10 novembre 1995 par le gouvernement nigérien pour avoir manifesté pour les droits des habitants de la région du Delta du Niger¹²³. Ce dossier donne accès au site *Remember Saro-Wiwa* une coalition coordonnée par *Platform*, une organisation qui milite elle-même pour la justice sociale et écologique et qui s'associe à une quinzaine d'ONG internationales réputées comme *Greenpeace*, *Human Rights Watch* et *Friends of the Earth*, ainsi que des artistes, des groupes de protections des minorités et le maire de la ville de Londres au Royaume-Uni¹²⁴. En visitant ces sites, nous pouvons approfondir nos connaissances sur une variété d'enjeux par l'entremise de reportages audio et vidéo qui peuvent être téléchargés gratuitement.

Ces activités des organisations des droits de la personne ont motivé les multinationales à construire un discours en ligne. Le message diffusé sur Internet devient alors un outil de persuasion qui permet de contrer la stratégie de communication du mouvement environnemental. Par exemple, sur le site Web de la multinationale *Shell Oil* du Nigéria, on retrouve un dossier sur les enjeux du peuple Ogoni et sur les droits de la personne¹²⁵. Même si ces écrits laissent entendre une amélioration des pratiques sociales de *Shell Oil*, les organisations qui surveillent et critiquent les entreprises soutiennent que ce n'est qu'une façade. Cette dénonciation sur Internet incite les entreprises multinationales à responsabiliser

¹²² Sierra Club, « Human Rights and the Environment ». <En ligne>. <http://www.sierraclub.org/human-rights/> (page consultée le 14 avril 2007).

¹²³ Sierra Club, « Writer' Death Gives Life to a Movement ». <En ligne>. http://www.sierraclub.org/human-rights/nigeria/ken_saro.asp (page consultée le 14 avril 2007).

¹²⁴ Remember Saro-Wiwa. <En ligne>. <http://www.remembersarowiwa.org/> et *Platform* <http://www.platformlondon.org/aboutplatform.asp> (pages consultées le 15 avril 2007).

¹²⁵ Shell Nigeria, « Issues ». <En ligne>. http://www.shell.com/home/Framework?siteId=nigeria&FC2=/nigeria/html/iwgen/leftnavs/zzz_lhn2_6_0.html&FC3=/nigeria/html/iwgen/about_shell/issues/dir_issues_2703_1049.html (page consultée le 14 avril 2007).

leurs opérations ici et à l'étranger ou du moins à améliorer leur image publique. Les dommages causés à l'environnement par les compagnies pétrolières persistent. Les campagnes de 'lavage vert', du terme anglais 'greenwash' sont fréquentes. Le lavage vert est une stratégie de relations publiques que les entreprises qui polluent l'environnement utilisent en se donnant une image de responsabilité sociale qui camoufle les dégâts causés. Shell a d'ailleurs remporté le prix du lavage vert décerné par *Friends of the Earth* en 2002. On tenait la multinationale en grande partie responsable du traitement injuste des militants environnementaux au Nigéria¹²⁶. Le 21 novembre 1995, soit 11 jours après l'exécution de Wiwa, Shell s'était dégagée de toute responsabilité sociale en dépolitisant ses activités dans la région du Delta comme le démontre son discours :

Some campaigning groups say we should intervene in the political process in Nigeria. But even if we could, we must never do so. Politics is the business of governments and politicians. The world where companies use their economic influence to prop up or bring down governments would be a frightening and bleak one indeed¹²⁷.

La saga environnementale se poursuit en ligne de nos jours. Le site *TellShell.net* rapporte les manquements de la compagnie Shell et ses activités de lavage vert; en 2007, *CorporateWatch* annonçait sur son site Web que la compagnie Chevron s'était ajoutée à la liste de multinationales pétrolières ayant endommagé l'environnement dans la région du Delta du Niger¹²⁸. Ces réseaux de sensibilisation aux enjeux de l'environnement et les campagnes de relations publiques des entreprises, tant dans les médias que par l'entremise de

¹²⁶ Friends of the Earth, « Shell accepts Greenwash Lifetime Achievement Award », *Press Release* (2 septembre 2002). <En ligne>. http://www.foe.co.uk/resource/press_releases/20020902155948.html (page consultée le 20 avril 2007).

¹²⁷ Extrait d'une lettre de Shell Nigéria « Clear Thinking in Troubled Times » envoyée aux journaux autour du monde le 21 novembre 1995. Miguel de Larrinaga, « (Re) Politicizing the Discourse: Globalization Is a S(h)ell Game », *Alternative* 25:2 (avril-juin 2000), 172.

¹²⁸ *Tellshell.net*. <En ligne>. <http://www.tellshell.net/blog> et Emma Arubi, « Nigeria: Oil Spill displaces 10 Ijaw Communities », *Corporate Watch* (13 février 2007). <En ligne>. <http://www.corpwatch.org/article.php?id=14356> (pages consultées le 20 avril 2007).

leurs sites Web, démontrent l'importance de l'utilisation d'Internet en communication politique. L'environnement est un sujet sensible pour les pays où la corruption est rampante. Le militantisme, quoique pacifiste, devient une cible pour les gouvernements qui persécutent les dissidents. Ces faits nous permettent au passage d'établir un lien entre la cause de l'environnement et celle des droits de la personne.

Visibilité et crédibilité de l'enjeu des changements climatiques

Un retour sur le thème du post-industrialisme abordé dans le chapitre deux est également privilégié dans l'analyse de la mobilisation des ressources. Le post-industrialisme permet de situer les mouvements qui réagissent aux conséquences négatives de la croissance économique et du système industriel, tels que les mouvements qui défendent l'environnement. Selon cette approche, le mouvement de lutte contre les changements climatiques, par exemple, aurait pris naissance en réaction à un problème qu'il propose de solutionner en s'appuyant sur la recherche d'experts¹²⁹. Les opinions d'experts alimentent le discours des militants, comme celui des gouvernements et des entreprises et crée ainsi une lutte de pouvoir axée sur les connaissances véhiculées sur Internet et dans les médias de masse.

Nous avons vu au chapitre précédent que la diffusion et l'échange d'information sur Internet avait pour effet de multiplier les sources d'information qui peut ressembler à de la propagande. Cette dernière peut se manifester par l'omission de renseignements importants sur un enjeu par la dissimulation d'information par le gouvernement. Or, Internet a permis d'augmenter la visibilité de l'enjeu des changements climatiques, ce qui a pour effet de créer

¹²⁹ McCarthy et Zald, *Social Movements*, 322-323

un contre-discours virtuel, si l'on en juge par son traitement dans les médias d'actualité en 2007-2008. La lecture blogues, reportages, et carnets de commentaires sur le Web nous apprenait que des groupes environnementaux et des politiciens canadiens avaient dénoncé les plans du gouvernement conservateur canadien qui s'apprêtait à intensifier l'exploitation des sables bitumineux en Alberta, qualifiant l'annonce de ces plans de désinformation et d'injustice. Ces activités pétrolières auraient pour effet d'accroître l'émission de gaz à effet de serre, allant à l'encontre des objectifs du protocole de Kyoto, une entente internationale dont le Canada est signataire¹³⁰. Le 20 avril 2007, le ministre canadien de l'Environnement, John Baird, a publié une étude économique qui prédisait que l'adhésion au protocole de Kyoto pourrait mener le Canada à une récession¹³¹.

Selon Équiterre, aucun groupe environnemental ne prenait cette étude au sérieux¹³². Sur le site Web du Parti Liberal du Canada, on qualifiait la publication et l'annonce de cette étude de « campagne de désinformation » et de « tactique qui vise à effrayer les Canadiens et à justifier son manque d'initiative dans la lutte contre les changements climatiques »¹³³. Son contre-discours sur son site Web sous la rubrique « Télé libérale », incluait une publicité

¹³⁰ Pour de plus amples informations sur l'exploitation des sables bitumineux albertains et ses conséquences sur l'habileté du Canada à respecter les engagements du protocole de Kyoto, voir : Jean-Pierre Cloutier, « A propos des sables bitumineux », *Jean-Pierre Cloutier : le blogue – politique, société, technologie* (19 janvier 2007). En <En ligne>. <http://cyberje.qc.ca/jpc/2007/01/propos-des-sables-bitumineux.html> ; Julie Connan, « Le Canada brade son environnement pour les USA », *lefigaro.fr* (18 janvier 2007). <En ligne>. http://www.lefigaro.fr/international/20070118.WWW000000436_le_canada_brade_son_environnement_pour_les_etats_unis.html (pages consultée le 20 avril 2007).

¹³¹ Gilles Toupin, « Kyoto : Ottawa brandit la menace d'une grave récession », *Cyberpresse.ca* (20 avril 2007). <En ligne>. <http://www.cyberpresse.ca/article/20070420/CPACTUALITES/704200660/6108/CPENVIRONNEMENT> (page consultée le 20 avril 2007).

¹³² *Id.*

¹³³ Parti libéral du Canada, « Les Libéraux à John Baird : effrayer les Canadiens ne cache pas l'inaction des Conservateurs » (20 avril 2007). <En ligne>. http://www.liberal.ca/story_12712_f.aspx (page consultée le 20 avril 2007).

visant à promouvoir le leadership de Stéphane Dion dans le dossier du changement climatique¹³⁴.

Il est intéressant de noter que le développement économique durable était la plateforme électorale de Stéphane Dion lors de la course au leadership du Parti Libéral du Canada qu'il a remporté en 2006. Les choses ne se sont pas arrêtées au stade de la victoire pour Dion. Il a ensuite conclu une entente avec Elizabeth May, la chef du Parti Vert, afin de ne pas présenter de candidats l'un contre l'autre dans leur circonscription. Une recherche sur Google le 21 avril 2007 avec les noms de « Stéphane Dion » et « Elizabeth May » a produit 168,000 résultats. Le premier était un blogue, le deuxième un lien vers le communiqué de presse du Parti Vert du Canada, avec une annonce de l'entente sur le réseau de télévision CTV. Venaient ensuite un autre blogue, l'annonce sur le réseau CBC et finalement, une vidéo sur YouTube « The Red Green Show » qui se voulait une critique de la décision d'unir les forces des deux partis pour l'environnement. Il est indéniable que les deux chefs mettent délibérément l'environnement à l'avant-plan de leur stratégie. Nous retrouvons sur le site Web de chacun des partis une déclaration conjointe à cet effet :

Nous savons que nous sommes différents de la plupart des chefs politiques, qui ont tendance à considérer les autres partis comme des adversaires. Nous nous respectons l'un l'autre. Notre pays et notre planète demeureront nos priorités absolues¹³⁵.

¹³⁴ Parti libéral du Canada, « Un leadership canadien pour relever le défi » (18 avril 2007). <En ligne>. http://www.liberal.ca/video_f.aspx (page consultée le 20 avril 2007).

¹³⁵ Parti vert du Canada, « Déclaration de l'hon. Stéphane Dion, chef du Parti libéral du Canada, et de Mme Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada », *Communiqué de presse* (13 avril 2007). <En ligne>. <http://www.greenparty.ca/fr/releases/13.04.2007>; Parti libéral du Canada, « Déclaration de l'hon. Stéphane Dion, chef du Parti libéral du Canada, et de Mme Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada », *Communiqué de presse* (13 avril 2007). <En ligne>. http://www.liberal.ca/story_12675_f.aspx (pages consultées le 21 avril 2007).

Si l'environnement est devenu une priorité pour les politiciens canadiens, nous constatons également que cet enjeu a infiltré la culture populaire. Les magazines *l'Actualité*, *Châtelaine* et *Vanity Fair* discutaient du phénomène de l'environnement en 2007¹³⁶. Sur la couverture de *Vanity Fair* en ligne, nous retrouvons Leonardo DiCaprio qui a son propre site écologique¹³⁷. Ce dernier a réalisé deux films qu'il présente sur son site Web : l'un porte sur le réchauffement climatique planétaire et l'autre sur la conservation de l'eau. Le site de la fondation Leonardo DiCaprio incite le citoyen du monde à agir et à se renseigner sur le 'réalisations désastreuses de George W. Bush' en visitant des sites Web dont les liens sont fournis sur des site Web comme *Envirolink.net*. Ce site contient une quantité innombrable de documents et de revues scientifiques; il est d'ailleurs réputé pour être un des meilleurs sites d'information sur l'environnement¹³⁸.

Le niveau de visibilité accru des enjeux reliés aux changements climatiques s'observe par son traitement fréquent dans l'actualité locale et globale de 2007 et indique que ce dossier est

¹³⁶ L'Actualité présente le profile de Steven Guibault, le directeur de Greenpeace Québec, qu'il décrit comme étant un 'prophète' et de 'star incontestée des écolos' : Jonathan Trudel, « Un prophète nommé Guibault », *L'Actualité.com* (15 avril 2007). <En ligne>. http://www.lactualite.com/article.jsp?content=20070315_153506_5416&PAGE=1&source=ct&s=canoet; La popularité du thème de l'environnement entre autre sur le blogue de l'écologiste Rob Grand intitulé *The Ecopreneur* : « The Ecopreneur Gets Political » (18 avril 2007). <En ligne>. http://the-ecopreneur.blogspot.com/2007_04_01_archive.html Le site Web de son entreprise, *Grassroots Environmental Products*, témoigne de la popularité des produits 'propres' : « Grassroots in the News » <http://www.grassrootsstore.com/index.asp?PageAction=Custom&ID=13>; *Châtelaine* encourage ses lectrices à agir et à s'informer au sujet la protection de l'environnement : Leigh Felesky, « Go Green: nice easy way you can help save the planet », *Châtelaine.com*. <En ligne>. http://www.chatelaine.com/english/life/article.jsp?content=20070111_161509_7280 (pages consultées le 5 mai 2007); *Vanity Fair*, « Our Second Annual Green Issue ». <En ligne>. <http://www.vanityfair.com/magazine/toc/2007/toc200705> (page consultée le 21 avril 2007)

¹³⁷ Leonardo DiCaprio: Eco-site. En ligne. <http://www.leonardodicaprio.org/> (page consultée le 21 avril 2007).

¹³⁸ Sur le site d'Envirolink, nous pouvons lire: « A good entry point for Web newcomers with an interest in all things ecological is the appropriately named EnviroLink. It boasts one of the largest and best-arranged listings of environmental organizations on the Web » --Time Magazine. Envirolink Network, « About The Envirolink Network ». <En ligne>. <http://www.envirolink.org/about.html> (page consultée le 21 avril 2007).

là pour rester¹³⁹. Le dossier du réchauffement planétaire est aussi visible sur les sites Web d'organisations et de réseaux environnementaux. La production de documentaires sur le réchauffement climatique comme « Une vérité qui dérange » a un site Web français *Criseclimatique.ca* comportant une foule de renseignements sur les changements climatiques ainsi que des liens vers des organisations et des initiatives éducatives, comme par exemple *Les gestes simples.com*, ainsi que des données scientifiques, des nouvelles et un blogue. Nous notons le site *Treehugger* et sa nouvelle initiative *Hugg* permettant aux usagers de partager les nouvelles environnementales en contribuant eux-mêmes au contenu du site¹⁴⁰. Cette information disponible sur le Web vulgarise l'analyse des sciences de l'environnement, une stratégie importante pour permettre de rallier l'opinion publique.

La sensibilisation aux changements climatiques par des personnalités du monde de la politique comme Al Gore et Bill Clinton, ainsi que des experts en environnement de renommée internationale comme David Suzuki donnent de la crédibilité et de l'influence à cet enjeu, et du même coup, au mouvement de lutte contre les changements climatiques lui-même¹⁴¹. Les dossiers sur les changements climatiques sur des sites de référence comme *Radio-Canada.ca*, *CBC.ca* et *BBC.co.uk* sont autant d'indicateurs de l'influence de cet enjeu

¹³⁹ Tony Burman, « The issue of climate change isn't going away », *CBC Inside Media* (13 avril 2007). <En ligne>. http://www.cbc.ca/news/inside-media/2007/04/issue_of_global_warming_isnt_g.html (page consultée le 1^{er} juillet 2007).

¹⁴⁰ Version française site associé au documentaire gagnant d'un prix Oscar en 2007 « An Inconvenient Truth ». *Une vérité qui dérange*. <En ligne>. <http://www.criseclimatique.fr/> ; « Les gestes simples pour sauver notre planète ». <En ligne>. <http://www.lesgestessimples.com/>; *Treehugger*. <En ligne>. <http://www.treehugger.com/>; *Hugg*. <En ligne>. <http://hugg.com/about.php> (pages consultées le 5 mai 2007).

¹⁴¹ L'ancien vice-président américain Al Gore anime le documentaire « An Inconvenient Truth ». <En ligne>. <http://www.climatecrisis.net/> ; William J. Clinton Foundation, « Clinton Climate Initiative ». <En ligne>. <http://www.clintonfoundation.org/cf-pgm-cci-home.htm> ; David Suzuki Foundation, « Solving Global Warming ». <En ligne>. http://www.davidsuzuki.org/Climate_Change/ (pages consultées le 5 mai 2007).

dans les débats d'intérêt public¹⁴². Ces sites sont interactifs et permettent aux gens de visionner des vidéos et des reportages et de soumettre des commentaires en ligne. Mises en commun, ces initiatives et discussions forment un savoir collectif qui incite les gens à faire des gestes au quotidien comme recycler, utiliser des produits biodégradables et voyager à bicyclette afin de minimiser leur empreinte carbonique sur la terre.

La sensibilisation du public s'effectue également par la contribution en ligne de citoyens soucieux de la protection de l'environnement. Une revue des sites *Radio-Canada.ca* et *CBC.ca* le 5 mai 2007 démontrait que les animateurs d'émissions d'affaires publiques invitaient alors la population à soumettre leur opinion sur le plan vert du Gouvernement Harper. On y trouvait entre autre des titres accrocheurs comme : « Kyoto à la poubelle » et « Kyoto Recession ? »¹⁴³ Les carnets de politique fédérale en ligne du journaliste de Radio-Canada Patrice Roy critiquaient le plan vert de Stephen Harper et invitaient les gens à commenter la nouvelle¹⁴⁴. Ces initiatives encouragent la réflexion et le dialogue, d'égal à égal, construisant ainsi un espace public virtuel dans le sens habermasien du terme.

¹⁴² Radio-Canada.ca, « La menace climatique », *Regard Interactif*. <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/regardinteractif/climat/>; CBC.ca, « Climate Change », *CBC News Background*. <En ligne>. <http://www.cbc.ca/news/background/climatechange/>; BBC, « Climate Change: news, opinion and explanation from around the BBC ». <En ligne>. http://news.bbc.co.uk/2/hi/science/nature/portal/climate_change/default.stm (pages consultées le 5 mai 2007).

¹⁴³ Pierre Maisonneuve anime *Maisonneuve en Direct* à l'antenne de la Première Chaîne de Radio-Canada. « Kyoto à la poubelle » (27 avril 2007). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/radio/maisonneuve/27042007/86490.shtml>; Carole McNeil et Evan Salomon animent *CBCNews Sunday* à l'antenne de CBC Television. « Kyoto recession? » (22 avril 2007). <En ligne>. http://www.cbc.ca/sunday/2007/04/042207_1.html (pages consultée le 5 mai 2007).

¹⁴⁴ Patrice Roy, « Harper : perte de contrôle » et « plan vert », *Carnets : politique fédérale*, Radio-Canada.ca (27 avril 2007). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Carnets/carnet.asp?numero=86553&auteur=2058&type=texte&niveau=3> (page consultée le 5 mai 2007).

L'enjeu de l'environnement ne préoccupe pas seulement les Canadiens. En France, par exemple, le site Web *Le Pacte écologique* de Nicolas Hulot avec son message « Ensemble, adressons un signal fort aux candidats! » se sert des élections présidentielles de 2007 comme leviers d'action et de responsabilisation afin d'influencer les citoyens et les politiciens à s'engager à mettre l'enjeu écologique au premier plan de l'agenda politique¹⁴⁵. A l'échelle des institutions internationales, la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques émettait un avertissement dénué d'ambiguïté : « les changements climatiques pourraient être la pire menace de tous les temps »¹⁴⁶. Ainsi, le dossier de la sécurité est traité de façon nouvelle et les médias portent une attention particulière à ce phénomène. Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a affirmé lors d'un communiqué de presse émis le 4 mai 2007 que la lutte contre les changements climatiques était possible et souligné l'importance d'agir maintenant¹⁴⁷.

En somme, une occasion propice s'est manifestée, permettant aux organismes pour la défense de l'environnement, aux porte-parole vedette, aux citoyens et aux médias de s'allier avec le mouvement de lutte contre les changements climatiques et de proposer aux politiciens de relever le défi posé par la dégradation de l'environnement. Ils demandent au

¹⁴⁵ Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, « Pacte écologique ». <En ligne>. <http://www.pacte-ecologique-2007.org/nicolas-hulot/index.php> (page consultée le 5 mai 2007).

¹⁴⁶ Convention - Cadre sur les changements climatiques, Secrétariat, Organisation des Nations Unies, « A Nairobi, la conférence sur les Nations Unies sur les changements climatiques pourrait être la pire menace de tous les temps », *Communiqué de Presse* (11 janvier 2006). <En ligne>. http://unfccc.int/files/press/news_room/press_releases_and_advisories/application/pdf/20060111_6_november_release_french.pdf (page consultée le 10 mai 2007).

¹⁴⁷ Nouvelles de Radio-Canada, « Réchauffement planétaire : une lutte financièrement possible » *Sciences et Santé, Réchauffement climatique* (4 mai 2007). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Science-Sante/2007/05/04/001-giec-moyens-vendredi.shtml> (page consultée le 4 mai 2007). Pour en savoir davantage, le lecteur peut visionner une entrevue avec Hugo Séguin, coordonnateur des communications et du dossier Changements climatiques chez Équiterre sur *Radio-Canada.ca*. Voir également la chronique de la journaliste Marie-Josée Bouchard, « Rapport du GIEC : Le réchauffement de la planète peut être stabilisé au-delà du seuil critique », *Dominique Poirier en Direct* à l'antenne de Radio-Canada (4 mai 2007). <En ligne>. http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/Dominique_Poirier_en_direct/# (page consultée le 4 mai 2007).

gouvernement de réagir et d'imposer une réglementation stricte des taux d'émissions de gaz à effet de serre, conformément au protocole de Kyoto¹⁴⁸. Dans la prochaine section, nous analyserons comment la Coalition canadienne des jeunes pour le climat utilise Internet pour travailler en concert avec les politiciens, formuler des stratégies de persuasion et développer des moyens de pressions pacifistes en vue d'influencer le processus politique.

3.3 La Coalition canadienne des jeunes pour le climat

C'est vrai que le peuple s'investit de plus en plus dans l'environnement, mais les industries, elles, ne sont pas obligées de s'investir. Les usines ne sont pas obligées de réduire leurs effets de serre, les constructeurs d'automobiles ne sont pas obligés de faire des autos moins polluantes, bien les gens vont continuer à les acheter parce c'est ça qui est disponible.

Soit que le gouvernement doit les obliger à faire leurs efforts, soit qu'il faut qu'il y ait environ 90% de la population qui exige ces changements-là.

Mathieu Lepage, Militant, Coalition canadienne des jeunes pour le climat, 20 ans¹⁴⁹

Mathieu Lepage est un militant typique de sa génération. Plusieurs causes lui tiennent à cœur. Elles ont toutes un lien avec la gouvernance, que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale. Selon lui, « il y a plusieurs façon de changer le monde, mais depuis les importantes luttes du féminisme et pour l'abolition de l'esclavage, où la majorité de la population était mobilisée, on dirait qu'il y a moins de militantisme, car les gens croient que ça ne changera rien », termine-t-il. Le rôle de la Coalition serait alors de renseigner le public.

¹⁴⁸ Pour plus de détails sur le protocole de Kyoto et sur les changements climatiques, nous proposons de consulter le site Radio-Canada.ca sous la rubrique « Le Protocole de Kyoto » ainsi que le blogue *Thoughts on Climate Change, A Canadian Perspective*, recommandé par le journaliste Philippe Schnobb dans sa chronique « Sur le Web » sur *Radio-Canada.ca*. Radio-Canada.ca/nouvelles, « Le protocole de Kyoto ». <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/kyoto/>; *Thoughts on Climate Change, A Canadian Perspective*. <En ligne>. <http://climatechangeecd.blogspot.com/> ; « Sur le Web ». <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/surLeWeb/schnobb/fiche.asp?date=2007-4-27> (pages consultées le 10 mai 2007).

¹⁴⁹ L'appellation du mouvement en anglais *Canadian Youth Coalition for Climate* et celle en français Coalition canadienne des jeunes pour le climat seront utilisées de façon interchangeable. Le seul francophone qui nous a accordé une entrevue était Mathieu Lepage. Propos de Mathieu Lepage dans une entrevue avec la *Canadian Youth Coalition for Climate* réalisée à Ottawa par Caroline Robitaille (2007).

Nous avons pris connaissance la visibilité de la Coalition dans les médias avant d’assister à une de leurs réunions en tant qu’observateur, et d’interviewer certains d’entre eux. Nous présentons maintenant une analyse des stratégies de mobilisation sur Internet de la Coalition canadienne des jeunes pour le climat (CCJC). Nous cherchons ici à savoir en quoi la communication sur Internet permet d’augmenter l’influence des mouvements sociaux sur l’échange d’information et leur capacité de susciter de nouveaux appuis militants à leur cause. L’analyse de la conseillère politique Amanda Sussman tirée de son ouvrage sur le militantisme politique continue d’appuyer la vérification de l’hypothèse selon laquelle le mouvement de lutte contre les changements climatiques, par l’utilisation d’Internet, tant sur la scène locale qu’internationale, influence le processus politique formel au Canada. Cette hypothèse est dérivée de l’hypothèse principale selon laquelle l’arrivée d’Internet aurait fortement contribué à dépouiller l’État et ses agences de leur prépondérance d’une part en matière d’information et d’autre part en matière d’identification des enjeux de société, dans les deux cas, au profit d’une pluralité d’acteurs non étatiques.

En 2006, des milliers de jeunes ont fondé une coalition pour sensibiliser la population canadienne aux conséquences de l’inaction du Gouvernement conservateur dans le dossier des changements climatiques. Le site Web de la *Coalition canadienne des jeunes pour le climat* (CCJC) explique clairement les raisons et circonstances entourant leur création :

Lors du week-end du 8 au 10 septembre 2006, quarante-huit organisations pour la jeunesse canadienne ont fondé la Coalition canadienne des jeunes pour le climat (CCJC) afin d’assurer la santé de notre avenir en termes écologiques. Nous sommes une coalition non partisane qui demande des actions immédiates et significatives face aux changements climatiques au niveau du leadership dans les secteurs public et privé. Parmi les membres fondateurs de la CCJC, il y a des fédérations de travail, des groupes autochtones, des groupes pour l’énergie propre, des fédérations étudiantes, des groupes environnementaux, des groupes spirituels/religieux et bien

d'autres. Représentant les quatre coins du Canada, nous parlons d'une seule voix afin de reprendre en mains notre avenir et arrêter la crise climatique¹⁵⁰.

Par sa mission affichée sur son site Internet dans les deux langues officielles du Canada, la CCJC pour le climat propose un rassembleur dont les principaux participants sont les jeunes canadiens d'un océan à l'autre. Les objectifs de la Coalition sont clairement énoncés sur son site Web, qui comporte des liens à plusieurs initiatives incitant les jeunes à s'impliquer dans le mouvement sous la rubrique « ressources »¹⁵¹. Ces objectifs sont :

1. D'affronter d'un front unifié le défi de la crise climatique émergente, crise causée par l'inaction significative des industries et des gouvernements;
2. De mettre la stabilisation du climat mondial comme priorité sur l'ordre du jour des gouvernements en agissant à plusieurs échelles, de concert avec les écoles et les communautés;
3. De bâtir une « transition plus juste et plus prospère » vers un Canada renouvelé¹⁵².

Pour atteindre ses objectifs, la Coalition s'appuie sur un réseau d'organisations membres réputées dont certaines, comme la *Sierra Youth Coalition*, *Global Exchange* et *TakingIT Global*, ont un profil international; des amis et supporteurs de leur déclaration comme David Suzuki et Avi Lewis, des politiciens tels qu'Elizabeth May et « la totalité du caucus du Nouveau parti démocratique du Canada (29 députés en somme) », en plus d'une cinquantaine de membres fondateurs provenant de partout au Canada¹⁵³. Nous proposons

¹⁵⁰ Coalition canadienne des jeunes pour le climat, « Bienvenue ». <En ligne>. <http://www.ourclimate.ca/main/index.php?switchlang=Francais> (page consultée le 9 mars 2008).

¹⁵¹ Coalition canadienne des jeunes pour le climat, « Ressources ». <En ligne>. <http://www.ourclimate.ca/main/ressources.php?switchlang=Francais> (page consultée le 25 mars 2008).

¹⁵² Coalition canadienne des jeunes pour le climat, « Notre mission ». <En ligne>. <http://www.ourclimate.ca/main/index.php?switchlang=Francais> (page consultée le 9 mars 2008).

¹⁵³ La liste complète se retrouve sur leur site Web au <http://www.ourclimate.ca/main/aboutus.php?pageid=4> (page consultée le 21 mars 2008).

maintenant d'évaluer les stratégies de mobilisation sur Internet de la CCJC à l'aide de quelques extraits d'une entrevue réalisée avec quatre de ses membres : Mathieu Lepage, Marc Worthing, Ben Powers et Trevor Haché.

La question qui nous intéressait particulièrement était dans quelle mesure les nouvelles technologies de l'information et des communications, comme Internet, avaient un impact sur la visibilité de la Coalition. Trevor Haché nous répondait que ces technologies permettaient à la Coalition de se faire connaître des médias, des politiciens et de la population canadienne :

One thing technology has allowed us to do is to become our own media. If you go to the ourclimate.ca website, you'll see coverage taken from a cell phone camera at a demonstration that we had on Parliament Hill in downtown Ottawa and put into a two to three minute clip that was very effective in getting our message across. I think that we have also had a lot of success in getting the mainstream media to cover our actions and they are hungry to cover it because climate change is skyrocketing to the top of public concern right now. We went to the prime minister's house last Sunday, there was like 12 of us there, small candlelight vigil organized two or three days before, so we knew we weren't going to have that many people, but we had camera crews out, journalists from the Ottawa Sun, a Canadian press photographer. We were on YouTube¹⁵⁴.

Il est notoire de constater que *YouTube* a une portée internationale, ce qui augmente la visibilité de la Coalition. Ben Powers est aussi un fervent enthousiaste de tous les avantages que procurent les technologies interactives sur le Web. Il nous raconte que la Coalition a fait ses débuts par l'entremise d'une liste d'envoi par courriel et a ensuite développé un site Web avec un blogue¹⁵⁵. Ensuite, ils ont poursuivi leur plan d'action en prenant des photos et en filmant leurs activités à l'aide d'un téléphone cellulaire muni d'une caméra pour les afficher

¹⁵⁴ Trevor Haché, CYCC. En utilisant les mots-clé « CYCC YouTube » sur l'engin de recherche *Google* nous trouvons des exemples des vidéos de la Coalition, comme par exemple « CYCC Ottawa Funeral for the Future Oct 18 » et « CYCC Nov 4 Intl Climate Protest Day in Ottawa ». CYCC, « CYCC Ottawa Funeral for the Future Oct 18 », *YouTube* (ajouté le 18 octobre 2006). <En ligne>. <http://www.youtube.com/watch?v=kfVJjxvL3Z0> et CYCC, « CYCC Nov 4 Intl Climate Protest Day in Ottawa », *YouTube* (ajouté le 5 novembre 2006). <En ligne>. <http://www.youtube.com/watch?v=xIrN5qJwihc> (pages consultées le 17 juillet 2007).

¹⁵⁵ Coalition canadienne des jeunes pour le climat. « Actualités et médias ». <En ligne>. <http://www.ourclimate.ca/main/media.php> (page consultée le 9 avril 2008).

en direct sur une portion du site qui rapporte des nouvelles et les envoyer par courriel aux gens sur la liste afin de les tenir au courant mais aussi afin qu'ils puissent parler d'eux à d'autres gens. Un courriel type de la Coalition (Annexe A) contient des liens à des vidéos, des photos et de l'information sur d'autres initiatives du mouvement.

La Coalition a également utilisé *Facebook* et était en train d'évaluer la possibilité de créer une page sur *MySpace*, deux sites interactifs qui permettent la communication entre groupes et individus ayant des intérêts communs¹⁵⁶. De plus, la Coalition a formé un réseau afin de faire de la publicité croisée. Nous notons que des liens vers le site de la CYCC (CCJC) existent maintenant sur des sites d'organisations comme *Global Exchange* et la *Sierra Youth Coalition*¹⁵⁷. Ben Powers explique ainsi la portée de ces initiatives et la visibilité acquise par la Coalition :

Our Website has 10 000, maybe 15 000 views and so you can see we reach out to a lot of people and whenever we have an event and we have the media out, we try to have someone filming and take a copy of it to post it onto our Website...or it's like a TV thing, we will try to take a video of ourselves on TV and post it online, so that people are seeing that it's just not us there, we are being covered by CBC and CTV and we are making our own name for ourselves¹⁵⁸.

La couverture des médias a eu un effet d'entraînement dont la Coalition a bénéficié. Lorsque CBC couvre un événement et le diffuse à l'échelle nationale, par exemple, les autres médias ont l'impression que ce sera une histoire à ne pas manquer. Ben Powers mentionnait le

¹⁵⁶ *Facebook*. <En ligne>. <http://www.facebook.com/> et *MySpace*. <En ligne>. <http://www.myspace.com/> (pages consultées le 5 mai 2007).

¹⁵⁷ *Global Exchange* est une organisation des droits de la personne vouée à la promotion de la justice sociale, économique et environnementale dans le monde. Ce site consacre une page à la CYCC sous la rubrique « War, Peace and Democracy: Freedom from Oil ». <En ligne>. http://www.globalexchange.org/war_peace_democracy/oil/cyccintro.html ; La *Sierra Youth Coalition* (SYC) est le volet jeunesse du *Club Sierra du Canada*. Son objectif est d'intégrer les pratiques de développement durable dans son travail, de trouver des solutions concrètes aux problèmes reliés à l'environnement et de les matérialiser. <En ligne>. http://www.syc-cjs.org/tiki-read_article.php?articleId=30&highlight=cycc (pages consultées le 5 mai 2007).

¹⁵⁸ Ben Powers, entrevue avec la CYCC.

pouvoir d'un tel renforcement positif, dans la mesure où cette couverture médiatique a eu pour effet de légitimer la Coalition auprès de ses membres et des membres d'autres groupes¹⁵⁹.

Internet, de par sa portée transnationale, permet également aux mouvements sociaux qui opèrent dans un contexte national de se rallier autour d'événements d'envergure internationale. Amanda Sussman nous entretient ici sur l'importance de bâtir une crédibilité pour les groupes de citoyens qui s'engagent dans une cause sociale ainsi que pour la construction et l'entretien d'une réputation enviable pour un pays comme le Canada :

For Canada, soft power, or the power of persuasion is extremely important. As a country of no more than thirty-one million people, Canada has to work hard to "punch above its weight" in international affairs. In many ways, we are successful. Although there are stronger and richer candidates, we are a member of the G7 and part of central discussions among the world's most powerful leaders. As a developed country without a colonial past, we have fostered a reputation as a humanitarian leader. This reputation is one of our most useful assets. The stronger our reputation and our credibility, the greater the impact we have around the globe [...] Of course, having an influence on international affairs requires more than a good reputation. But Canada's reliance on its reputation to play a larger role in the world is useful for advocates. Running a successful campaign here at home can mean tipping the balance in international discussions and having a global impact on the issues you care about [...] Whether you are working inside and outside the system, your credibility largely determines your influence¹⁶⁰.

Nous cherchions également à savoir si les membres de la Coalition se percevaient comme faisant partie d'un mouvement social à la fois local et global, de par la portée transfrontalière des changements climatiques, mais aussi de par leurs liens avec des réseaux et des institutions internationales. Mathieu Lepage essaie « de faire prendre conscience à la population des enjeux environnementaux » et selon lui, « la Coalition fait partie d'un

¹⁵⁹ *Id.*

¹⁶⁰ Amanda Sussman, *The Art of the Possible*, 44-45.

mouvement international, car l'environnement est un enjeu qui touche la planète »¹⁶¹. Trevor Haché, un autre militant, est d'abord hésitant à confirmer les liens de la Coalition avec un mouvement international de lutte contre les changements climatiques. Il voit les actions du groupe comme ancrées dans le local, mais admet que les connections internationales deviennent fortes autours des événements annuels comme la journée internationale d'action contre les changements climatiques :

I think we are connected internationally, but it's not something that we have necessarily (have personal connections with the international movement), but, for example, we heard that November 4, 2006 was the international day of action against climate change, so we organized here, in Toronto, in Montreal. There were mobilizations throughout the United-States and in London England there were tens of thousands of people on the streets...and in Australia...so we were part of that international movement but we did not necessarily have communication with these people before hand, but more coordination on a continental basis.

So you hear about something and then you become tapped into it, and definitely, it's clear that there is a global movement trying to create a society that is going to be more sustainable for future generations. That's quite obvious, I haven't had an opportunity to travel and meet people around the world doing it, but we're standing in solidarity with them¹⁶².

Le militant Marc Worthing considère pour sa part qu'il est tout à fait logique pour un mouvement social d'envergure internationale de circonscrire son champ d'action en fonction de la proximité géographique de ses membres. Pour ce qui est de la CCJC, il soutient que les niveaux d'action se retrouvent à de multiples échelles, mais que les conséquences des actions de chaque communauté se font ressentir à l'échelle globale. Il conclut qu'il est nécessaire d'agir globalement, mais que les résultats sont davantage attribuables aux changements effectués par les membres de la Coalition et les citoyens engagés dans les pratiques saines pour l'environnement par des gestes posés au quotidien. Pour le militant Ben Powers, un mouvement social se préoccupe de causes multiples, mais de façon plus générale, il incite les

¹⁶¹ *Id.*

¹⁶² Propos de Trevor Haché dans une entrevue avec la *Canadian Youth Coalition for Climate* réalisée à Ottawa par Caroline Robitaille (2007).

gens à s'engager et encourage la participation des jeunes. Le lien international semble être une source d'inspiration qui élargit les horizons de la Coalition et ouvre des possibilités nouvelles. Il raconte ici son expérience à la conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques qui avaient lieu à Nairobi en novembre 2006 et nous entretient sur l'importance d'établir des liens de solidarité à l'échelle internationale :

We were at the climate change talks with youth around the world and actually, the Canadian delegation was one of the first to help found the *African Youth Initiative on Climate Change* and the *Australian Youth Coalition* [who] have been taking a lot of inspiration and ideas from us. We have some people that are going to London now and hopefully they will be able to integrate us further with those kinds of things. I do see it growing and expanding and there are a lot of opportunities to make an effort to establish those links and talk with the people around the world and get them all involved and hear from their different perspectives and different opinions.

It's important to make all those connections, and that is something that really inspires me for example, when we hear about all of these initiatives that are taking place by people around the world. I think it's a really important element to consider inspiring people to keep going, to really know that people do care and they are doing the same kind of thing. It really makes them feel like they are part of a bigger and broader thing. It's not just a bunch of people in Ottawa: we have contemporaries in Africa, Australia and England right now and the US and all over the world and it's a very positive inspirational example¹⁶³.

Ensuite, nous avons demandé aux membres de la Coalition des jeunes pour le climat d'évaluer leur influence sur le développement de politiques au niveau municipal, fédéral et international. Ben Powers croit que le volet jeunesse du mouvement de lutte contre les changements climatiques a laissé une marque auprès des politiciens présents à la conférence sur les changements climatiques de Nairobi :

I just talked to some of our members that were present at the United Nations climate talks, and what they have heard back from the adults about the youth delegation that was there is that they were always inspired by the youth participation at these talks and were always amazed by the impact and the amount of effort we put into it. It has inspired other policy-making bodies and politicians that were there. These events are simple, but they have been

¹⁶³ Propos de Ben Powers dans une entrevue avec la *Canadian Youth Coalition for Climate* réalisée à Ottawa par Caroline Robitaille (2007).

the most effective at affecting the international regulation change. So it's a good example of how something simple like that can get people engaged¹⁶⁴.

Le dialogue sur les technologies, la société et l'avenir, qui se tenait à l'Université d'Ottawa le 20 mars 2007, présentait deux jeunes leaders canadiens qui s'interrogent sur la relation entre les technologies et l'engagement social. Leurs organisations respectives, *TakingITGlobal*¹⁶⁵ et *Free the Children* (Enfants Entraide)¹⁶⁶, proposent un nouveau modèle de participation utilisant les NTIC comme outil de gestion des connaissances et de ralliement des jeunes d'ici et d'ailleurs autour d'un projet éducatif communautaire. De telles initiatives en ligne permettent aux jeunes de prendre conscience du potentiel émancipatoire des NTIC et des enjeux humanitaires. La conférence soulevait une question importante : quel sens voulons-nous donner aux technologies dans l'avenir ?

Jennifer Corriero, présidente de *TakingITGlobal*, organisme à but non lucratif permettant aux jeunes d'échanger sur les enjeux communautaires, conférait aux technologies un pouvoir inscrit dans une « ère de participation » porteuse d'influence sur les enjeux reliés les uns aux autres¹⁶⁷. Le site Internet de *TakingITGlobal*, tout comme bien d'autres sites associés ou non à ce dernier comme *Global Youth Action Network*, le *Mouvement des jeunes pour la démocratie*, l'*Oxfam International Youth Partnership*, le *Glocal Forum* et l'*Environmental Youth Alliance*, pour ne nommer que quelques-uns, font appel à l'engagement des jeunes¹⁶⁸. De plus, la présence de d'hyperliens et de rubriques diverses démontre le

¹⁶⁴ *Id.*

¹⁶⁵ TakingITGlobal. <En ligne>. <http://www.takingitglobal.org/> (page consultée le 26 mars 2007)

¹⁶⁶ Enfants Entraide. <En ligne>. <http://www.enfantsentraide.org/index.php> (page consultée le 26 mars 2007)

¹⁶⁷ Jennifer Corriero parlait de l'accès, de l'habileté, de la pensée critique et du pouvoir qui font de la technologie un outil d'influence majeur. Présentation, *Dialogue sur les technologies, la société et l'avenir*, Université d'Ottawa, 20 mars 2007.

¹⁶⁸ Présentation, *Dialogue sur les technologies, la société et l'avenir*, Université d'Ottawa, 20 mars 2007. Parmi les organisations partenaires de TakingITGlobal figurent des noms connus comme : Global Youth Action

croisement entre les thèmes et les idées facilité par le dialogue et les échanges que procure ce médium interactif de communication et d'information qu'est Internet. La présidente de *TakingITGlobal* parlait des différents programmes et activités auxquels son organisation participe comme la récente association avec les organisations pour lutte contre le changement climatique, la création de cours sur le SIDA, la campagne du millénaire de l'Organisation des Nations Unies et le pendant éducatif de l'organisation, TIGed.org. Ces initiatives démontrent que les organisations en ligne ont souvent une multitude de volets qui reflètent un phénomène d'entrecroisement entre les enjeux, de l'anglais « cross-cutting issues »¹⁶⁹. Fait notoire, la Coalition des jeunes canadiens pour le climat fait partie du réseau de jeunes qui participent, s'informent et créent des liens avec d'autres jeunes à l'échelle internationale à travers *TakingITGlobal*¹⁷⁰. Internet devient alors un moyen pour les jeunes de se motiver, de s'inspirer et d'agir pour une cause ou un enjeu qui leur tiennent à cœur, au même titre les activités de solidarité internationales et que les rencontres des Nations Unies.

Nous concluons à ce stade-ci de l'entrevue, que, par ses activités à l'échelle internationale et par les liens qu'elle entretient avec les diplomates et les représentants d'ONG et d'autres coalitions en Australie et en Afrique, ainsi que par ses activités à l'échelle continentale, la Coalition canadienne des jeunes pour le climat est devenue une ambassadrice pour le Canada et un agent puissant de changement social à toutes les échelles. Nous verrons dans la

Network. <En ligne>. <http://www.youthlink.org/gyanv5/fr/>; Mouvement des jeunes pour la démocratie. En ligne. <http://ymd.youthlink.org/>; Oxfam International Youth Partnership. En ligne. <http://www.iyp.oxfam.org/>; Glocal Forum. <En ligne>. <http://www.glocalforum.org/> et Environmental Youth Alliance. <En ligne>. <http://www.eya.ca/> (pages consultées le 26 mars 2007).

¹⁶⁹ Jennifer Corriero, *Ibid.*

¹⁷⁰ CJCC a en effet son profil sur le site. « Ressources – Organisations - Canadian Youth Climate Coalition ». <En ligne>. <http://orgs.takingitglobal.org/28611> (page consultée le 29 mars 2008).

prochaine section sur la gouvernance environnementale comment ce pouvoir a le potentiel d'influencer la position du Canada dans le futur.

Par soucis pour l'opinion publique dans les sondages¹⁷¹, le gouvernement conservateur avait changé sa position au sujet du réchauffement planétaire en faisant de cet enjeu une priorité et en déposant au Parlement *La loi sur la qualité de l'air*, le 19 octobre 2006¹⁷². Trevor Haché commentait ici l'influence de la Coalition sur cette initiative :

In terms of the question as to whether or not we influence policy, I think we absolutely are. I mean that the Conservative government a few months ago came out with the *Clean Air Act*, a plan that was not going to reduce emissions before 2025 and by 2050; they were talking about a reduction of 40-60 % of green house gases. The environmental community rejected that so much, and not just the CYCC, but the large policy experts, the environmental groups like the *Sierra Club*, and the *Climate Action Network*, the David Suzuki Foundation who really have an expertise in policy. They trashed that legislation that was introduced, the *Clean Air Act*. Now it's being re-written and originally, the Conservatives were totally against the Kyoto targets, and were not trying to achieve them. Because of the public pressure and the CYCC, the government is going back to the drawing board and I think they will enact policy and I think it will be even closer to having Canada achieve the green house gas emission targets than they ever would have before. And I think this is something we played a role in, I am not going to take credit for it all, but we certainly played an important role¹⁷³.

L'influence ainsi exercée est une mesure de succès de la Coalition. La loi était une première victoire pour la Coalition, dont les initiatives de conscientisation avaient obtenu l'effet escompté : mobiliser l'opinion publique et forcer l'action du gouvernement conservateur dans le dossier des changements climatiques.

¹⁷¹ Amanda Sussman commente les sondages d'opinion publique dans son ouvrage *The Art of the Possible* : « If polling consistently shows that an issue is important to the public, the government will respond », page 82.

¹⁷² Environnement Canada, « La Loi canadienne sur la qualité de l'air est présentée aux Canadiens et Canadiennes », *Communiqué de presse*, Ottawa, le 19 octobre 2006. <En ligne>.

<http://www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=714D9AAE-1&news=0D48F0BD-3E9E-4ED1-89C5-B274863E1B6C> (page consultée le 23 mars 2008).

¹⁷³ Trevor Haché, entrevue avec la CYCC.

Internet a certes permis à la Coalition de coordonner ses activités en fonction du caractère pressant de l'enjeu des changements climatiques. Il n'en demeure pas moins que même si Internet permet aux militants de la CCJC de rejoindre le public cible en temps opportun, les changements de politique exigés par ses membres, eux, tardent à se manifester. Malgré toutes les stratégies adoptées, les mouvements sociaux qui proposent de solutionner un problème et des stratégies de communications radicales d'en bas se voient souvent confrontés à la vision d'en haut du gouvernement et des entreprises, et ce, à toutes les échelles. Nous qualifions de « radicales » les stratégies qui vont à la source du problème et demandant des changements drastiques des normes traditionnelles ou acceptées, notamment dans les campagnes de sensibilisation qui stressent la nature urgente de l'enjeu avec des slogans comme « Kyoto Now » dont le logo est reproduit ici¹⁷⁴.



En ce sens, Marc Worthing nous fait part de la tension entre la nature des mouvements sociaux et l'urgence de leurs demandes vis-à-vis la bureaucratie du gouvernement qui, elle, est plutôt lente et hésitante à formuler des politiques qui répondent à leurs attentes :

With regard to the question you asked about whether we affected policy, I think that relates to the age old challenge between government and policy makers with any social movement and that is that a social movement has a demand to "change now, policy now", where as the government is usually sceptical, bureaucratically slow, so there is always that tension between action now, which is usually necessary, especially with climate change. I mean every single day that we don't act on it through policy, the more problems we are going to have later, but of course the government is usually sceptical, so it's that age old conflict between the bureaucratic nature of

¹⁷⁴ Un message courriel type de cette campagne circulé auprès des gens inscrits sur la liste des mises à jour de la CYCC juste avant la conférence sur les changements climatiques qui se déroulaient à Bali, Inde, le 8 décembre 2007 se trouve à l'annexe B. La conseillère politique Amanda Sussman établit ici une distinction entre le radicalisme, en faveur d'un changement social drastique par rapport aux formes traditionnelles qui caractérise les campagnes de sensibilisation, et l'extrémisme, une idéologie politique favorisant une adhésion sans compromis à un ensemble particulier de doctrines et croyances. Sussman, *The Art of the Possible*, 7.

government and the fast demanding nature of a social movement. The challenge is still present¹⁷⁵.

Les politiques, nous rappelle Amanda Sussman, forment la société. En s'impliquant dans un mouvement social, les militants réalisent qu'il est possible d'avoir un impact sur les décisions qui affectent leur vie. Selon Amanda Sussman, pour avoir du succès, les groupes qui représentent les intérêts de citoyens doivent créer un équilibre entre les stratégies de confrontation et celles qui visent la collaboration. La première étape consiste à identifier ses alliés et ses adversaires et à développer des messages-clé consistants¹⁷⁶. En rencontrant avec des décideurs politiques et des bureaucrates qui développent les politiques du gouvernement, la CCJC peut améliorer ses chances d'avoir une influence à l'intérieur du système, tout en continuant d'exercer des pressions sur le gouvernement au pouvoir, soit deux stratégies « d'en bas ».

Marc Worthing commente la stratégie d'engagement à plusieurs niveaux des mouvements sociaux afin de compenser pour le manque d'attention des médias envers les manifestations et d'influencer les décideurs politiques :

I think it's important when talking about social movements to note that they are happening on many different levels and protesting is one of them. Certain trends follow a protest: how the media interprets it; more importantly how people and government interpret it. I have always felt that when you engage with a social movement, you engage on every level. This includes coalitions in which case you deal with policy, and on a practical and logistical level you deal with press conferences, you engage with the policy makers directly.

Mostly, the government is quite slow with those types of things and you deal with the media coverage, because you can't change the media, so we are not going to wait for that, so we have to find means around that. I would agree with you in saying that they don't do an extremely accurate job doing

¹⁷⁵ Propos de Marc Worthing en réaction à un commentaire de Mathieu Lepage à l'effet que les manifestations reçoivent peu d'attention de la part des médias. Entrevue avec la *Canadian Youth Coalition for Climate* (CYCC) réalisée à Ottawa par Caroline Robitaille (2007).

¹⁷⁶ Sussman, *The Art of Possible*, 42.

it, but there is still coverage and if you truly want to make social change, you have to engage on every different level of that social change, so that's only one facet of how to do it¹⁷⁷.

La Coalition des jeunes canadiens pour le climat a mis les parlementaires canadiens et les citoyens au centre de ses activités et de son plan d'action. L'initiative "Adopt an MP" sur son site Web permet aux jeunes membres de la Coalition d'adopter un ou plusieurs députés et de faire l'éducation d'un député sur les bonnes pratiques à mettre en place pour minimiser les dépenses énergétiques, ne serait-ce que de changer les ampoules dans leurs bureaux et de partager les astuces de conservation d'énergie avec leurs constituants. Jusqu'à notre dernière visite sur le site le 23 mars 2008, 79 députés, tous partis confondus, avaient été « adoptés »¹⁷⁸. En somme, la CCJC a choisi de protéger et de préserver l'environnement pour que les citoyens du monde puissent un jour profiter d'une certaine qualité de vie, représentant ainsi les préférences de leurs membres et d'une portion importante de la société canadienne. Ce plan requiert plus qu'une conscientisation des dirigeants politiques, des entreprises et des citoyens canadiens, puisque les effets de la dégradation de l'environnement ne sont pas circonscrits géographiquement.

Nous nous tournons maintenant vers une analyse de la gouvernance environnementale dans les affaires internationales à l'aide d'un concept qui nous aide à saisir la portée des réseaux de sensibilisation qui œuvrent dans le secteur environnemental : l'approche fluide. Nous allons ensuite discuter des résultats de deux sondages datant de 2007 et 2008 de même que des initiatives de citoyens canadiens, qui posent des gestes concrets et adoptent des modes

¹⁷⁷ Les commentaires de Marc Worthing sont émis en réaction au propos de Mathieu Lepage qui venait d'exprimer sa déception face à la couverture insuffisante des manifestations publiques des mouvements sociaux. Marc Worthing, entrevue avec la CYCC.

¹⁷⁸ CYCC, « Campaign : Adopt-an-MP ». <En ligne>. <http://www.ourclimate.ca/main/actioncentre.php?pageid=8> (page consultée le 23 mars 2008).

vie pour « sauver la planète ». Nous chercherons à connaître les conséquences de ces activités politiques pour le futur de la gouvernance environnementale.

3.4 Gouvernance environnementale

Selon l'approche de la politique écologique, Paul Wapner, professeur et directeur du programme de politique environnementale globale à l'école de service international de l'American University aux États-Unis, souligne que le défi des étudiants en relations internationales qui observent les activités de sensibilisation de groupes de militants pour l'environnement consiste à appréhender l'effet de leurs efforts ainsi que leur signification politique. En se penchant uniquement sur les politiques de l'État et en les utilisant comme critères pour évaluer la signification politique des ONG, ils manqueraient ainsi de noter les changements plus importants engendrés par les ONG au-delà du comportement de l'État. L'approche fluide permet d'adapter l'étude des mouvements à l'échelle nationale à l'échelle transnationale en évaluant la signification de ces mouvements et groupes sur l'ensemble de la société¹⁷⁹. Cette approche nous permet donc d'apprécier, quoiqu'imparfaits, les changements initiés par les militants qui se manifestent indépendamment des politiques de l'État, notamment par l'entremise de sondages. Nous avons analysé les résultats de deux sondages ci-dessous afin d'évaluer les changements de préférences des Canadiens à l'égard du dossier de l'environnement et des changements climatiques. Le premier, effectué en 2007, porte sur l'attitude des Québécois et des Canadiens envers l'environnement, et l'autre, paru en 2008, porte sur le point de vue des Canadiens sur le Canada, son rôle dans le monde et sur les enjeux globaux.

¹⁷⁹ Paul Wapner, « Politics Beyond the State: Environmental Activism and World Civic Politics », *World Politics* 47 (avril 1995), 322-323.

Le magazine québécois *L'Actualité* publiait les résultats d'un sondage CROP effectué en 2007 sur l'attitude des Québécois et des Canadiens envers l'environnement. On y lisait notamment qu'« aujourd'hui, ils (les Québécois) n'hésitaient pas à se mobiliser en faveur de l'environnement » et qu'en décembre 2005, « en marge de la Conférence de Montréal sur les changements climatiques, plus de 10,000 personnes avaient bravé un froid sibérien pour dénoncer l'apathie des gouvernements à l'égard du réchauffement de la planète »¹⁸⁰. En 2007, 55% des Québécois interrogés par ce sondage indiquaient qu'ils seraient prêts à payer 10% d'impôts de plus pour protéger l'environnement et empêcher la pollution, comparativement à 46% en 1992. Ce chiffre s'élève à 66% pour l'ensemble des autres provinces canadiennes. Selon André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, cette différence entre le Québec et les autres provinces canadienne est attribuable à la lourdeur du fardeau fiscal des Québécois ainsi qu'à leur préférence à ce que la facture soit assumée par les industries pollueuses¹⁸¹. En somme, il y a une volonté grandissante parmi la population d'adopter des comportements et des préférences en faveur d'une réglementation plus sévère pour protéger l'environnement, mais le changement de politique ne pourra s'effectuer que lorsque la volonté politique du gouvernement au pouvoir coïncidera avec leurs attentes et leurs revendications.

Une revue de l'actualité 2007 au sujet du plan vert du gouvernement Harper révèle que ce plan a été mal reçu par les militants pour l'environnement et que, selon les critiques

¹⁸⁰ Renée Lewandowski, « Beaux parleurs, petits faiseurs : les Québécois se disent écolos, mais ils rechignent davantage que les autres Canadiens à payer la note », *L'Actualité* (1^{er} mai 2007), 42.

¹⁸¹ Nous notons en ce sens l'observation à l'effet que les Québécois soient davantage sensibilisés au principe du pollueur-payeur et que dans les autres provinces, particulièrement en Alberta, « on a tout intérêt à refiler la facture à l'ensemble des contribuables canadiens : le gouvernement albertain vient d'autoriser les exploitants de sables bitumineux à augmenter leurs émissions, d'ici 2020, de 72% au-dessus du niveau de 1990 ». *Id.*

environnementaux, il a manqué la marque de Kyoto¹⁸². Les citoyens canadiens consultés dans ce sondage semblent avoir eu la même impression. Ils sont d'avis que le Gouvernement du Canada, sous la gouverne des Conservateurs, ait manqué une opportunité d'exercer son rôle de leader mondial dans le dossier de l'environnement. Lors d'un sondage effectué par la firme Environics dont les résultats furent publiés sur site Web *CBC.ca* le 4 février 2008, 29% des répondants estimaient que l'enjeu le plus important auquel le monde doit faire face était l'environnement, enjeu au premier rang également pour 23% des répondants qui jugeaient que le Canada, par son inaction, avait manqué une occasion importante de faire une contribution dans le monde.

Le sondage révélait également que près de la moitié des répondants faisaient davantage confiance aux ONG qu'au gouvernement pour faire une différence positive à l'échelle mondiale¹⁸³. Des institutions internationales comme la Banque mondiale ont d'ailleurs reconnu les avantages d'un processus de collaboration avec les *Organisations de la société civile* (OSC)¹⁸⁴, vu la montée de l'influence des OSC dans les relations internationales, aidée entre autre par le processus de mondialisation et les développements économiques et technologiques, tel qu'expliqué ici :

L'un des facteurs les plus déterminants dans la collaboration de la Banque avec les OSC a été l'élargissement de la taille, du champ d'action et des

¹⁸² Pour plus de détails sur la critique du plan, veuillez consulter « Canadian Government Goes from Failing to Plan from Planning to Fail the Kyoto Targets » sur le blogue *Thoughts on Climate Change, a Canadian Perspective*. <En ligne>. <http://climatechangedcdn.blogspot.com/2007/04/canadian-government-goes-from-failing.html> (page consultée le 10 mai 2007).

¹⁸³ CBC News, *Canada and the world: poll findings* (4 février 2008). <En ligne>. <http://www.cbc.ca/news/polls/canada-world/findings.html> (page consultée le 24 mars 2008).

¹⁸⁴ OSC englobe « les syndicats, les organisations à base communautaire, les mouvements sociaux, les institutions confessionnelles, les organisations de personnes handicapées, les organisations caritatives, les médias, les centres de recherche, les fondations, les associations étudiantes, les associations professionnelles et bien d'autres ». Banque Mondiale, *Renforcer la collaboration entre la Banque Mondiale et les organisations de la société civile : enjeux et options* (mars 2005), 22-23. <En ligne>. http://siteresources.worldbank.org/CSO/Resources/Issues_and_Options_French.pdf (page consultée le 4 avril 2007).

capacités des OSC de par le monde depuis le début des années 90, aidée en cela par le processus de mondialisation et le développement de la gouvernance démocratique, des télécommunications, les transformations du marché et l'intégration économique. Pour illustrer ce point par quelques chiffres, d'après les données recueillies, le nombre d'ONG internationales est passé de 6,000 en 1990 à 26,000 en 1999. Plus d'un million d'OSC ont été enregistrées seulement en Inde. Le nombre de fondations a presque triplé, passant de 22 088 en 1980 à 56 582 en 2000. Le dynamisme démontré récemment par ce secteur a été largement documenté [...] L'évolution de la collaboration entre la Banque et les OSC a été affectée par la croissance spectaculaire des OSC et par leur rôle grandissant dans les affaires internationales et mondiales¹⁸⁵.

Ensemble, ces données indiquent une opinion publique fortement en faveur d'une action du Gouvernement canadien pour la protection de l'environnement. En d'autres mots, si la tendance se maintient, le Canada continuerait à perdre de la crédibilité dans ce dossier sur la scène internationale, au profit du mouvement de lutte contre les changements climatiques. Des groupes environnementaux menés par David Suzuki et Al Gore continuent d'utiliser leur notoriété pour appuyer les efforts de la *Coalition canadienne des jeunes pour le climat*, *Greenpeace* et le *Club Sierra*, attirant l'attention de la population sur le sérieux du changement climatique, mais le travail ne fait que commencer. Ce travail se fera auprès des gens par une éducation sur les enjeux reliés à l'environnement, tout en continuant l'élargissement et la solidification du réseau sur le Web, ce qui augmente la visibilité de cette cause aux yeux du public par l'entremise des médias de masse. Ensemble, ces initiatives forment un pouvoir multiplicateur pour le Canada.

Quel sens veut-on donner à la gouvernance environnementale au Canada et dans le monde ?

Le 4 mai 2007, le *Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat* (GIEC)

¹⁸⁵ *Id.*

affirmait que la lutte contre les changements climatiques était possible¹⁸⁶. Les pays et organisations participants à la Convention-cadre sur les changements climatiques de l'ONU qui se déroulait à Bonn de mai 2007 ont prévenu la communauté internationale que les pays les plus pauvres seront les plus affectés si nous n'agissons pas maintenant¹⁸⁷. Ils ont ajouté que les pays industrialisés, principaux pollueurs mondiaux, devraient travailler plus fort pour réduire leurs émissions de gaz carboniques, concluant que ces pays ont la responsabilité d'aider les pays en voie de développement à s'adapter aux standards émergents d'émissions¹⁸⁸. Le prince Charles d'Angleterre, un environnementaliste de longue date, a lancé un appel de détresse aux entreprises afin de les inciter à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre¹⁸⁹.

Les environnementalistes ont affirmé que les Canadiens et les Canadiennes allaient devoir réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Au Canada, serions-nous prêts à modifier nos habitudes de vie volontairement pour sauver la planète? Les individus qui prennent des initiatives de leur propre gré, comme le médecin Thomas Laslovboda qui a décidé de faire une « grève » d'émission de gaz à effet de serre en vendant sa voiture, voyageant à vélo et

¹⁸⁶ Radio-Canada.ca, « Lutte possible contre les changements climatiques », *Maisonneuve en direct*, Première Chaîne de Radio-Canada, (4 mai 2007). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/radio/maisonneuve/04052007/86901.shtml> (page consultée le 9 mai 2007).

¹⁸⁷ La Convention regroupait 166 pays et organisations qui entretenaient des pourparlers du 7 au 21 mai 2007 afin de négocier les éléments-clé du Protocole de Kyoto. CBC News, « Diplomats start hammering climate accord », *CBC.ca* (8 mai 2007). <En ligne>. <http://www.cbc.ca/technology/story/2007/05/08/tech-climate.html> (page consultée le 8 mai 2007).

¹⁸⁸ CBC News, « Industrial Countries must combat harder to combat climate change: UN envoy », *CBC.ca* (9 mai 2007). <En ligne>. <http://www.cbc.ca/cp/science/070509/g050915A.html> (page consultée le 9 mai 2007).

¹⁸⁹ CBC News, « Prince Charles issues distress call on environment », *CBC.ca* (1^{er} mai 2007). <En ligne>. <http://www.cbc.ca/world/story/2007/05/01/charles-environment-emergency.html> (page consultée le 2 mai 2007).

refusant de prendre l'avion pour ses voyages outre-mer, se font plutôt rares dans notre société de consommation nord-américaine¹⁹⁰.

Les militants, les experts en environnement, les médias, les politiciens, le Prince Charles et l'ONU nous ont donnés tant de raisons pour agir. Quel message le Canada et les Canadiens veulent-ils donner au monde entier? Les développements des dossiers environnementaux dans les médias comme chez les ONG et réseaux de coalition qui luttent contre les changements climatiques indiquent des possibilités de recherche dans ce domaine. Ces recherches pourraient par exemple porter sur la façon dont les habitudes de vie des Canadiens et des Canadiennes pourraient changer en fonction de l'accroissement de la visibilité des enjeux planétaires.

En somme, nous observé que, selon la définition du mouvement social¹⁹¹ de l'approche de la mobilisation des ressources, le niveau de visibilité et la mobilisation de l'opinion publique sont autant d'indicateurs d'une société désormais en faveur de la transformation de la gouvernance environnementale. L'approche de la mobilisation des ressources a permis de conceptualiser le choix d'Internet comme ressource mobilisante auprès des membres des réseaux de défense des droits de la personne et de l'environnement et des citoyens de conscience qui appuient les mouvements sociaux comme la *Coalition canadienne des jeunes pour le climat*. S'appuyant sur les réseaux existants et les citoyens de conscience, c'est-à-dire, les politiciens, personnalités publiques et spécialistes donnant de la crédibilité à l'enjeu

¹⁹⁰ CBC News Sunday, « Healing the Planet, One Step at a Time », CBC Television (29 avril 2007). <En ligne>. http://www.cbc.ca/sunday/2007/04/042907_1.html (page consultée le 30 avril 2007).

¹⁹¹ Voir pages 36-37, ci-haut : « un ensemble d'opinions et de représentations en faveur de la transformation de certains éléments de la structure sociale ou des mécanismes de distributions des biens sociaux (avec ou sans transformation des valeurs dominantes de la société) ».

des changements climatiques, la CCJC a poursuivi les efforts de mobilisation pour rallier l'opinion publique, au Canada, comme à l'étranger. Si toutefois la Coalition des jeunes canadiens pour le climat n'a pas obtenu le résultat souhaité, c'est-à-dire l'engagement du Canada à adhérer aux cibles d'émissions de gaz à effet de serre du protocole de Kyoto, elle poursuit sa stratégie de mobilisation sur Internet et entretient des relations de solidarité avec les citoyens, les ONG, les politiciens et les médias. Les liens qu'elle forme ainsi, tant dans le monde virtuel que le monde réel, continuent d'inspirer, d'encourager et de motiver le mouvement à trouver de nouvelles façons de recadrer l'enjeu. Ce faisant, le mouvement augmente leur visibilité et leur crédibilité, deux facteurs qui témoignent de leur succès à plusieurs échelles : locale, nationale et internationale.

Dans le prochain chapitre, nous vérifions ainsi l'hypothèse selon laquelle Internet viendrait intensifier les tensions entre le marché et la poursuite des idéaux démocratiques de la sphère publique dans le secteur des médias. Nous présenterons une revue de la littérature du point de vue de l'économie politique international critique. Notre analyse se penchera en particulier sur la pertinence des services publics de radiodiffusion au sein de la société de l'information. Nous analyserons également les discours sur quelques enjeux de la démocratie et de la culture prononcés par des représentants de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et de CBC/Radio-Canada.

Chapitre 4

Internet et médias au XXI^e siècle

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la participation des citoyens entre graduellement dans les mœurs de la population nord-américaine qui choisit de se prévaloir des NTIC pour affirmer ses droits démocratiques. Au Canada en particulier, les médias s'efforcent de créer des espaces de discussion et de demeurer sensibles aux préoccupations des citoyens canadiens, immigrants et expatriés qui vivent à l'étrangers qui font confiance à l'information qu'ils trouvent sur les sites Web du radiodiffuseur public canadien : *CBC.ca*, *Radio-Canada.ca* et *RCI.ca*.

Le chapitre 4 analyse certains défis et certaines possibilités reliées à Internet au XXI^e siècle, avec une étude de cas spécifique sur CBC/Radio-Canada, le radiodiffuseur public canadien. Nous présentons d'abord une analyse critique du régime des médias globaux. Nous proposons ainsi d'explorer l'hypothèse selon laquelle Internet intensifierait les tensions entre le marché et la poursuite des idéaux démocratiques et culturels de la sphère publique dans le secteur des médias. Nous cherchons à savoir quels sont les dilemmes et les défis que pose la redéfinition du mandat de diffuseur public, redéfinition imposée par l'arrivée d'Internet.

4.1 Les médias globaux

Le régime des médias globaux est caractérisé par la circulation et le contrôle inégal de l'information en faveur des puissants conglomérats, le tout dirigé par un système de politiques néolibérales, qui, combiné aux avancées exponentielles des réseaux et de la

technologie numérique, forme un système des médias mené par les forces du marché à l'échelle globale¹⁹². Ce régime affiche également un déficit démocratique, un modèle occidental qui sert les intérêts des dirigeants plutôt que la liberté d'expression et la démocratie¹⁹³. Howard Tumber, spécialiste en sociologie des médias, commente ainsi l'émergence d'une crise du journalisme à deux volets : d'un côté, la concentration des médias augmente leur pression commerciale et de l'autre, le développement des nouvelles formes de communication électroniques. Ces deux tendances expliqueraient, selon lui, l'échec de l'industrie journalistique à générer des débats publics ou une participation des citoyens au développement du mouvement de journalisme public, creusant le fossé entre les citoyens et leur gouvernement¹⁹⁴.

Robert McChesney, spécialiste en communication politique, décrit lui aussi la façon dont le système des médias vient amoindrir les conditions nécessaires pour la gouvernance démocratique. Selon lui, un système médiatique qui sert les intérêts de Wall Street et Madison Avenue est incapable de servir, et d'ailleurs ne sert pas, les besoins de la majorité de la population¹⁹⁵. Dans son volume, McChesney maintient que les médias sont devenus une force anti-démocratique importante aux États-Unis et à travers le monde. Selon lui, il ne faut pas se leurrer sur le discours technocratique :

¹⁹² Robert A. Hackett et Yuezhi Zhao, « Media Globalization, Media Democratization: Challenges, Issues and Paradoxes » dans Robert A. Hackett et Yuezhi Zhao dir., *Democratizing Global Media, One World, Many Struggles* (Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, 2005), 4.

¹⁹³ Pour une discussion sur le déficit démocratique des médias globaux, voir : Balle, *Médias et sociétés*; Bennett, « Global Media and Politics »; Castells, *The Power of Identity*; Robert W. McChesney, *Rich Media, Poor Democracy: Communication Politics in Dubious Times* (New York: The New Press, 1999); Howard Tumber, « Democracy in the Information Age: the Role of the Fourth Estate in Cyberspace » dans Frank Webster dir., *Culture and Politics in the Information Age: A New Politics?* (New York: Routledge, 2001), 26; Amit M. Schejter, « Public Broadcasting, the Information Society, and the Internet: A Paradigm Shift » dans Michael P. McCauley, M.P., Eric E. Peterson, B. Lee Artz, and DeeDee Halleck dir., *Public Broadcasting and the Public Interest*, 162, 171.

¹⁹⁴ Tumber, « Democracy in the Information Age », 26.

¹⁹⁵ McChesney, *Rich Media, Poor Democracy*, xiii.

Behind the lustrous glow of new technologies and electronic jargon, the media system has become increasingly concentrated and conglomerated into a relative handful of corporate hands. This concentration accentuates the core tendencies of a profit-driven, advertising supported media system: hypercommercialism and denigration of journalism and public service. It is a poison pill for democracy¹⁹⁶.

John Street discute de l'utilisation moderne des outils de propagande dans les médias de masse dont les régimes libéraux se munissent afin de contrôler l'information¹⁹⁷. L'État exerce toujours une forme de contrôle sur ce que les journalistes écrivent ou diffusent, affirme-t-il¹⁹⁸. Parfois ce contrôle est évident, parfois il est plus subtil, mais, souligne l'auteur, toute forme de communication publique est sujette à une réglementation¹⁹⁹. Internet fait toutefois exception, du moins au Canada, mais d'autres pays, comme la Chine par exemple essaient de contrôler l'accès et la diffusion de l'information sur le Web²⁰⁰. Nous verrons dans la prochaine section que l'accès aux sites *CBC.ca*, *Radio-Canada.ca* et *BBC.co.uk* été bloqué par la Chine, ce qui a fait réagir le nouveau président de CBC/Radio-Canada, Hubert Lacroix.

Noam Chomsky, auteur de *Manufacturing Consent*, croit fermement que les nouvelles provenant des États-Unis et la presse internationale, par association, sont essentiellement de la propagande²⁰¹. Nous assistons à une homogénéisation du contenu des nouvelles internationales et la télévision globale serait devenue un acteur dominant dans les situations de crise internationales, remplaçant les décideurs politiques²⁰². Les gouvernements vont

¹⁹⁶ *Ibid.*, 3.

¹⁹⁷ John Street, « State Control and State Propaganda », *Mass Media, Politics and Democracy*, 101-123.

¹⁹⁸ *Ibid.*, 104.

¹⁹⁹ *Id.*

²⁰⁰ *Id.*

²⁰¹ *Ibid.*, 109.

²⁰² Cette théorie est connue sous le nom de « théorie du CNN », nommée après la chaîne de nouvelles continues américaine du même nom. Eytan Gilboa, « Global Communication and Foreign Policy », *Journal of Communication* (déc. 2002), 732.

choisir ce qu'ils veulent rapporter à l'aide des communiqués de presse issus de leurs bureaux de communications. Seule l'information qu'ils désirent faire connaître à leurs citoyens se retrouve dans les médias de masse. Ils omettent délibérément certains détails compromettants. Les gouvernements pratiquent aussi une stratégie de manipulation ou 'tactical leaking' consistant à diffuser les nouvelles favorables à leurs politiques dans l'objectif de détourner l'attention d'autres événements qui auraient une incidence fâcheuse pour le gouvernement au pouvoir²⁰³.

La surabondance d'information sur le Web est aussi une source de propagande, telle que nous l'avons vu dans l'analyse de Francis Balle et de Jacques Ellul dans le chapitre deux. Cette propagande se manifeste notamment par un rétrécissement des voix amené par la convergence médiatique et la commercialisation de l'espace public, tel que démontrés par un rapport du Sénat canadien qui soulève des inquiétudes concernant la concentration des médias²⁰⁴. L'idéologie néolibérale servirait ainsi l'intérêt des conglomérats médiatiques qui perpétuent ces symboles de consommation, ce qui appauvrit la sphère publique. Les médias nord-américains alimentent le mythe du pouvoir du consommateur sur Internet. Dans cette optique, Internet sert d'outil de propagande dans lequel « les sites les plus populaires sont

²⁰³ Un exemple récent de l'usage de cette tactique fut le battage médiatique sur l'existence d'armes de destruction massives en Irak. Manuel Castells, « Émergence des médias de masse individuels », *Le Monde Diplomatique* (août 2006), 16,17. <En ligne>. <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/CASTELLS/13744> (page consultée le 29 mars 2007). Street, « State Control and State Propaganda », 111.

²⁰⁴ Les journalistes s'inquiètent notamment de la concentration des médias au Canada et du manque de diversité d'opinions engendré par cette tendance et ils ne sont pas les seuls. Un bon nombre d'ouvrages font état du vide démocratique des institutions médiatiques et y apportent des solutions tangibles. Voir Comité permanent des transports et des communications, Sénat du Canada, *Rapport final sur les médias d'information canadiens*, (Juin 2006), volumes 1 et 2. <En ligne>. <http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/com-f/tran-f/rep-f/repfinjun06vol1-f.pdf> et <http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/com-f/tran-f/rep-f/repfinjun06vol2-f.pdf> (pages consultées le 24 août 2006).

associés aux groupes de médias les plus puissants »²⁰⁵. De plus, on note que « le contenu qu'ils offrent sur la Toile, s'il a augmenté en volume, en actualité et en sophistication technique, demeure largement une morgue à dépêches, sujets de seconde main et articles recyclés à partir des quotidiens du matin »²⁰⁶. Cette convergence des nouvelles sur Internet et la multiplication de sites et de blogues illégitimes sont inquiétants pour le futur de la communication en ligne²⁰⁷.

Au premier abord, on pourrait donc être portés à croire que ce contexte serait défavorable au maintien d'un service public de radiodiffusion. McChesney affirme que c'est en fait le contraire, c'est-à-dire que la pertinence du radiodiffuseur est accentuée par cette situation, et que ce discours est plus symptomatique de la prépondérance des valeurs néolibérales que de la perte de terrain des services publics :

In my view, the mainstream discourse on public broadcasting is historically inaccurate. Although there is an element of truth in the "scarcity" rationale, the rise of public broadcasting systems across the world also reflected, on more than one occasion, protracted political fights over how best to organize media in a democratic society. In this context, I believe, the rationale for public broadcasting not only remains but one can argue it has grown. Indeed, the collapse of public broadcasting in the 1990s has less to do with technological change than it does with the worldwide neoliberal adoption of the market and its commercial values as the superior regulator of the media – and of all else. In this sense, the attack on public service broadcasting is part and parcel of the current attack on all noncommercial public service institutions and values²⁰⁸.

Le système de radiodiffusion publique, loin d'être en déclin, serait ainsi plutôt la victime d'une attaque des institutions publiques par les promoteurs du régime néolibéral. Dans les paragraphes qui suivent, nous effectuerons un retour dans l'histoire afin de voir comment la

²⁰⁵ Eric Klinenberg, « Ce rêve envolé d'une information égalitaire : les bénéficiaires inattendus du Miracle Internet ».

²⁰⁶ *Id.*

²⁰⁷ Des compagnies comme Wal-Mart ont notamment réussi à diffuser des messages promotionnels sur leur rôle dans les secours des victimes de l'ouragan Katrina en s'infiltrant dans un site blogue politique. *Id.*

²⁰⁸ McChesney, « Public Broadcasting: Past, Present...And Future », *Rich Media, Poor Democracy*, 227.

lutte pour la radiodiffusion publique repose sur les mêmes fondements, encore aujourd'hui. L'analyse suivante porte sur la lutte historique pour le service de radiodiffusion publique au Canada et aux États-Unis²⁰⁹. Cette lutte est emblématique de la nostalgie exprimée par les pionniers de la radiodiffusion publique.

Ira Basen²¹⁰, autrefois producteur principal des émissions *Sunday Morning et Quirks and Quarks* du réseau CBC, et spécialiste de la question des médias, dresse un portrait historique de CBC/Radio-Canada en faisant une comparaison entre 1936 et aujourd'hui. La remarque suivante de Leonard Brockington, le premier président de CBC/Radio-Canada au sujet de l'élaboration d'une stratégie de renforcement du système de radiodiffusion public canadien serait tout à fait à propos si elle était prononcée maintenant :

We believe we should be false to our trust as custodians of part of the public domain, if we did not resist...any attempt to place free air under the domination of the power of wealth. Either all of us have a right to speak over the air, or none of us has any right to speak over the air²¹¹.

Les attentes sont toujours les mêmes : CBC/Radio-Canada se doit d'être un instrument de ralliement de promotion du nationalisme canadien. Cette attente qui était peu réaliste en 1930, alors que 80% de l'auditoire canadien écoutait des émissions provenant des États-Unis, ne l'est pas plus de nos jours, tel qu'énoncé dans le rapport *Notre Souveraineté culturelle: le deuxième siècle de la radiodiffusion canadienne* :

[...] plus de 80 % des Canadiens peuvent recevoir des signaux hertziens des États-Unis. Autrement dit, contrairement à ses pendants étrangers, le radiodiffuseur public national du Canada a dû dès le départ soutenir la

²⁰⁹ Voir section intitulée « The Historical Struggle for Public Service Broadcasting » dans McCauley et al., *Public Broadcasting and the Public Interest*, 228-240.

²¹⁰ Ira Basen est également l'auteur d'une chronique en ligne sur le site CBC.ca qui s'intitule *Media Watch*. Ira Basen, *Media Watch*. <En ligne>. http://www.cbc.ca/news/viewpoint/vp_basen/ (page consultée le 8 juillet 2007).

²¹¹ Ira Basen, « The CBC and the Public Interest – Maintaining the Mission in an Era of Media Concentration » dans McCauley et al. dir., *Public Broadcasting and the Public Interest* (New York: M.E. Sharpe, 2003), 148.

concurrence du meilleur producteur de divertissement populaire du monde occidental²¹².

L'Anthropologiste Claude Lévi-Strauss illustre par ailleurs la nécessité d'une résistance à l'homogénéisation des cultures, une autre facette de la communication qui fait appel à la souveraineté culturelle de l'État :

Chaque culture se développe grâce à ses échanges avec d'autres cultures. Mais il faut que chacune y mette une certaine résistance. Sinon, très vite, elle n'aurait plus rien qui lui appartienne en propre à échanger. L'absence et l'excès de communication ont l'un et l'autre leur danger²¹³.

Les enjeux de la concentration des médias et de la différenciation avec nos voisins du sud sont toujours aussi présents dans une ère de convergence accentuée par le niveau de concentration des médias au Canada qui est sans parallèle dans le monde occidental. En 2003, quatre entreprises étaient propriétaires des 104 journaux quotidiens du pays²¹⁴. Le résultat : jamais dans l'histoire récente a-t-il existé un assortiment si mince de voix et un champ aussi restreint d'opinions²¹⁵. Cet argument vient rejoindre celui du rétrécissement de la sphère publique et du vide démocratique inhérents à la mondialisation et à l'avènement des NTIC mis en avant par plusieurs auteurs jusqu'ici.

D'autres auteurs qui témoignent de l'importance de Radio-Canada ou qui critiquent son existence dans le contexte actuel de l'ère de l'information viendront alimenter la discussion de ce chapitre. Nous soulignons au passage que les auteurs se retrouvent notamment dans deux camps distincts. D'abord, certains auteurs croient en la « logique de rareté » ('scarcity'

²¹² Comité permanent du patrimoine canadien, Parlement du Canada, *Notre Souveraineté culturelle : le deuxième siècle de la radiodiffusion canadienne* (juin 2003). <En ligne>. <http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/372/heri/reports/rp1032284/herirp02/herirp02-f.pdf> (page consultée le 8 juillet 2007).

²¹³ Claude Lévi-Strauss cité dans Balle, *Médias et sociétés*, 472.

²¹⁴ Basen, « The CBC and the Public Interest », 154.

²¹⁵ *Id.*

en anglais), c'est-à-dire que le radiodiffuseur public se doit d'offrir des voix sur la sphère publique et d'élargir l'éventail d'opinions. De l'autre côté se situent ceux qui suggèrent que l'internet a rendu le radiodiffuseur public inutile et que la logique de rareté de ses défenseurs est dépassée:

In the Information Age – where digital technology and Internet have pushed free market pluralism to the point of cluttered anarchy – the scarcity rationale is no longer regarded as legitimate. The only conceivable counter-claim is a crypto-Marxist conspiracy theory, according to which Time-Warner, Disney, MTV and Hollywood are pursuing a mono-culture strategy of merciless, global domination, including the World Wide Web²¹⁶.

En somme, le contexte actuel de la mondialisation et de l'évolution rapide des technologies de l'information et des communications posent un défi réel à CBC/Radio-Canada. Selon Ira Basen, les critiques de CBC/Radio-Canada ne se rendent pas compte de l'impact des forces du marché sur le journalisme²¹⁷. Le radiodiffuseur public évolue dans une perspective globale qui comporte deux forces majeures : la dissémination globale des médias commerciaux et les changements technologiques associés à la « révolution numérique ». La survie serait-elle devenue un objectif plus important que la démocratisation pour le diffuseur public qui pénètre le cyberspace ? C'est cette question pertinente que formulent les auteurs d'un ouvrage sur la radiodiffusion et l'intérêt public en Amérique du Nord²¹⁸.

Nous proposons maintenant de découvrir quelques indices de réponse à cette question en analysant le discours de CBC/Radio-Canada face aux NTIC et à la mondialisation. C'est ici que la sphère publique d'Habermas ajoute une question au débat sur la pertinence de la radiodiffusion publique: est-ce que les idéaux d'Habermas peuvent coexister avec des médias

²¹⁶ Matthew Fraser cité dans *Id.*

²¹⁷ Basen, « The CBC and the Public Interest », 156.

²¹⁸ McCauley, « Introduction to Part 3: Global Perspectives », *Public Broadcasting and the Public Interest*, 141.

commerciaux destinés à des consommateurs plutôt que des citoyens²¹⁹? La réponse que nous proposons dans cette thèse ne fait bien sûr pas le tour de la question; elle note quelques indices qui permettent de comprendre l'impact d'Internet et de la mondialisation des marchés dans les médias. Nous notons que le système de radiodiffusion publique canadien est célébré pour son incarnation de la sphère publique d'Habermas, offrant une alternative plus démocratique que le système des médias du secteur privé²²⁰. La coexistence des cultures repose sur l'existence d'une sphère publique. Selon John Street, le rôle du radiodiffuseur public est de réglementer l'accès (quelles émissions, quels points de vue), non en terme de pouvoir commercial ou politique, mais bien en fonction de pluralisme et de diversité²²¹. Dans la prochaine section, nous analyserons des discours et présentations de la CBC/Radio-Canada afin de tracer un portrait de ses orientations stratégiques en ce qui a trait à la coexistence des cultures, au pluralisme et à la diversité essentiels à la démocratisation de la sphère publique²²².

²¹⁹ John Street, « Introduction », *Mass Media, Politics and Democracy*, 9.

²²⁰ Robert A. Hackett et Yuezhi Zhao, « Foreword », *Democratizing Global Media, One World, Many Struggles*, 4.

²²¹ John Street, « The Political Economy of Mass Media », *Mass Media, Politics and Democracy*, 177.

²²² Ces discours et rapports sont les suivants : Perrin Beatty, « Faire face à la convergence : Changements sociaux et culturels à l'ère de la technologie numérique », Allocution prononcée à l'Université Western Ontario London (Ontario), *Discours et interviews*, CBC/Radio-Canada. (20 mars 1998). <En ligne>. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/19990513.shtml>; L'honorable Perrin Beatty, Président-directeur général, Société Radio-Canada et Guylaine Saucier, Présidente du Conseil d'administration, Société Radio-Canada, présentation devant le Comité permanent sénatorial des transports et des communications, *Discours et interviews*, CBC/Radio-Canada (13 mai 1999). <En ligne>. <http://cbc.radio-canada.ca/discours/19990513.shtml>; Perrin Beatty, « Les nouveaux médias : une nouvelle société Radio-Canada », discours prononcé devant la Metropolitan Halifax Chamber of Commerce, *Discours et interviews*, CBC/Radio-Canada (17 décembre 1998). <En ligne>. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/19981217.shtml>; Sylvain Lafrance, « Le rôle des médias dans la dynamique de la diversité culturelle », discours de Sylvain Lafrance, vice-président de la Radio de Radio-Canada, conférencier invité au *Radio Development Forum 2004 - The Conference of Global Chinese Language Broadcasting Cooperation*, China National Radio, Pékin, *Discours et interviews*, CBC/Radio-Canada (25 octobre 2004). <En ligne>. <http://cbc.radio-canada.ca/discours/20041025.shtml>; CBC/Radio-Canada, « CBC/Radio-Canada sur la scène internationale », *Rapport Annuel 2005-2006*, 36-41. <En ligne>. <http://www.cbc.radio-canada.ca/rapportsannuels/2005-2006/pdf/international-f.pdf>; Sylvain Lafrance, « S'adapter ou disparaître : le rôle du radiodiffuseur public au XXI^{ème} siècle », *Discours et interviews*, CBC/Radio-Canada (Montréal, le 25 novembre 2006). <En ligne>. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/20061130.shtml> (page consultée le 31 janvier 2007); Sylvain Lafrance, « Un diffuseur public plus pertinent que jamais face aux enjeux du XXI^e siècle » (pages consultées le 1^{er} mai 2007).

4.2 Radiodiffusion publique: évolution du discours de CBC/Radio-Canada

Le radiodiffuseur public canadien, CBC/Radio-Canada, de par ses services d'information disponibles dans le monde entier sur ondes courtes, satellite ou Internet, s'inscrit dans ce mouvement d'appropriation des NTIC pour la démocratisation de la sphère publique. En 2006, Sylvain Lafrance, vice-président des Services français à Radio-Canada, soulignait les deux tendances, celle de laisser le marché dicter les politiques et celle qui nécessite une intervention du gouvernement afin de réglementer l'industrie et de façonner un modèle de gouvernance axé sur la culture et la démocratie :

La convergence des grandes entreprises est quelque chose qui a du sens, à mon avis, mais en autant que c'est balisé, réglementé. Ce qui m'inquiéterait – et je suis certain que ça n'arrivera jamais – ce sont les gens qui voudraient faire de la convergence avec une absence totale de réglementation.

Là, à mon avis, on ferait face à un grave problème parce que la démocratie et la culture sont trop importantes pour être laissées aux lois du marché. On ne peut pas être totalement laissés aux lois du marché. Je suis convaincu qu'il doit exister, dans le monde des médias, au nom de la démocratie et de la culture, une certaine forme de réglementation parce que diffuser de la radio et de la télévision au Canada est un privilège qui vient avec un certain nombre de responsabilités et je pense que c'est quelque chose qu'il faut accepter²²³.

Toutes les émissions de radio et certaines émissions de télévision sur les sites principaux de la société d'État, soit *CBC.ca* et *Radio-Canada.ca* sont téléchargeables et le format interactif des pages Web des émissions d'information et d'actualité permettent aux gens de participer aux débats de l'heure comme les changements climatiques et la guerre en Afghanistan. Comme nous avons pu l'observer dans les chapitres précédents, les sites Web de CBC et de Radio-Canada deviennent le prolongement virtuel de l'actualité et de la culture ici et ailleurs. Ces sites promeuvent l'émergence d'une culture citoyenne axée sur la démocratie participative. C'est à ce chapitre qu'en 2006, Sylvain Lafrance, devenu Vice-président

²²³ Sylvain Lafrance, « S'adapter ou disparaître : le rôle du radiodiffuseur public au XXI^e siècle ».

principal des services français, soulignait la pertinence du radiodiffuseur face aux enjeux du XXI^e siècle. Selon lui, la technologie et l'économie seraient assujetties aux véritables enjeux de démocratie et de culture :

Les enjeux du XXI^e siècle ne sont ni technologiques, ni économiques, ce sont des enjeux de démocratie et de culture. Que ce soit pour des questions d'identité culturelle, de fragmentation, de cohésion sociale ou de cohabitation culturelle, il y a des phénomènes qui influencent la façon dont le citoyen vit la démocratie et la culture qui doivent nous faire réfléchir sur notre rôle comme diffuseur public au sein de la société²²⁴.

Nous proposons d'analyser le discours de CBC/Radio-Canada de 1998 à nos jours, en commençant avec celui de Perrin Betty, qui fut président de la société d'État de 1995 à 1999. Pendant son mandat, il entrevoyait déjà l'utilisation de l'ordinateur personnel pour visionner des émissions de télévision, et parlait des effets de la mondialisation et de la position unique de CBC/Radio-Canada face aux nouvelles technologies²²⁵. Voici quelques extraits de ses discours qui témoignent d'un optimisme inébranlable face aux défis posés par les NTIC dans un premier temps et face aux effets de la mondialisation, dans un deuxième :

La prolifération des sources d'information et des choix offerts aux divers publics (téléspectateurs, auditeurs et internautes), laisse entrevoir une époque où le mandat et le rôle de Radio-Canada revêtiront une importance accrue. Quelque soit la forme qu'elle adoptera, Radio-Canada jouera un rôle rassembleur et innovateur : elle sera pour les Canadiens, par ses valeurs et son mandat, une source de contenu qui leur permettra de comprendre le monde où ils évoluent²²⁶.

Les pressions exercées par la mondialisation sur tous les tableaux — économique, technologique et culturel — et l'ampleur même du mouvement mettent à rude épreuve les mécanismes dont nous nous sommes dotés pour préserver notre souveraineté culturelle²²⁷.

²²⁴ Sylvain Lafrance, « Un diffuseur public plus pertinent que jamais face aux enjeux du XXI^e siècle ».

²²⁵ Cet extrait en témoigne : « Le problème deviendra encore plus aigu lorsque les spectateurs pourront accéder à une base de données située à New York et transférer, en quelques secondes seulement, des épisodes de comédies hebdomadaires dans leur ordinateur personnel ». Perrin Beatty, « Faire face à la convergence ».

²²⁶ *Id.*

²²⁷ Perrin Beatty et Guylaine Saucier, présentation devant le Comité permanent sénatorial des transports et des communications.

Nous notons ainsi que les conditions reliées à la mondialisation et la multiplication des voix dans la sphère publique présentaient un défi réel pour le radiodiffuseur, tout en créant des circonstances favorables à l'exploitation du Web pour renseigner le public sur ses activités et encourager la contribution du public :

Les nouveaux médias ne représentent pas une activité secondaire. Nous considérons qu'il s'agit d'une fonction de base, d'une fonction nécessaire pour le diffuseur public du Canada. C'est pour cela que nous avons également créé un nouveau poste de directeur exécutif des nouveaux médias. Et nous n'avons pas peur de parler de nous. Les Canadiens ont le droit et le devoir de savoir ce qui se passe derrière les caméras et les micros. On peut trouver également sur nos sites le Rapport annuel complet, des soumissions au CRTC, des communiqués de presse, des discours, et un forum de discussion²²⁸.

Sylvain Lafrance, directeur des services de radio française de Radio-Canada à l'époque, prononçait un discours sur la diversité culturelle en 2004. Son message nous rappelle ici l'importance du radiodiffuseur public qui facilite le dialogue et les échanges entre citoyens à l'ère de la mondialisation :

L'un des grands défis de la mondialisation pour le citoyen, c'est d'apprendre à cohabiter avec une multitude de valeurs différentes des siennes. C'est aussi de faire entendre les siennes. La meilleure façon de favoriser ces échanges, pour les radios publiques, c'est de forger toujours plus d'alliances et de partenariats qui permettront aux citoyens de communiquer, d'échanger, de comprendre le monde et de participer à sa cohésion. Nos radios publiques peuvent constituer cette porte ouverte sur le monde. La radio se doit d'être un incroyable outil de défense des identités et des cultures spécifiques, ainsi qu'une arme redoutable contre la domination culturelle²²⁹.

Nous observons que M. Lafrance se sert des enjeux de la diversité culturelle et de l'ouverture sur le monde pour illustrer l'importance des radios publiques. En ce sens, le Rapport annuel 2005-2006 de la Société démontre l'importance du volet international de sa stratégie qui compare le radiodiffuseur à une « vitrine sur le monde ». La multitude de plateformes et la portée des émissions de Radio Canada International (RCI), le service de radio international

²²⁸ Perrin Beatty, « Les nouveaux médias : une nouvelle société Radio-Canada ».

²²⁹ Sylvain Lafrance, « Le rôle des médias dans la dynamique de la diversité culturelle ».

de Radio-Canada, qui « diffuse dans neuf langues sur Internet, sur ondes courtes en mode numérique et en mode analogique, par satellite et par l'entremise de 400 stations partenaires partout dans le monde »²³⁰ demeure à ce jour l'emblème de l'excellence journalistique et de l'adaptation au progrès technologique. *RCI.ca* est devenue une ressource importante pour les immigrants canadiens, en leur donnant la possibilité d'apprendre les langues officielles du Canada en ligne. De plus, les immigrants, les Canadiens, et les étrangers peuvent écouter les émissions et visionner les cyberséries qui relatent les expériences de vie, les préoccupations et les valeurs du Canada, créant ainsi une sphère publique multiculturelle qui transcende le temps et l'espace.

Nous notons que ses observations sur la proximité conférée par les nouvelles technologies viennent rejoindre les concepts de l'espace public et de la participation étudiés dans le chapitre deux. Sylvain Lafrance explique ici comment la reterritorialisation de l'espace politique permet d'expérimenter et de rééquilibrer, voir recalibrer la façon dont les médias traitent l'actualité en redéfinissant la notion de « localité »²³¹ :

Mais aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies, on peut vivre toutes sortes de proximités : on peut être proche de quelqu'un par sa religion, par son option politique, par son orientation sexuelle ou par une passion partagée pour tel type de voiture ou de bateau, par exemple. On peut être proche de quelqu'un pour des milliers de raisons et il nous est désormais possible de lui parler en moins de 15 minutes par divers réseaux comme la téléphonie cellulaire et toutes ses options de messageries, ou par le web, pour ne nommer que ceux-là. La notion de proximité s'en trouve donc totalement transformée. Cela a un impact majeur sur l'équilibre traditionnel entre le régional, le national et l'international. Cela ne veut pas dire qu'il n'y

²³⁰ CBC/Radio-Canada, « CBC/Radio-Canada sur la scène internationale », 36-41.

²³¹ Sylvain Lafrance emploie l'expression 'localism' en anglais dans cet extrait: « Il y a d'autres fragmentations plus sociales. Par exemple, je pense à un des événements les plus importants qui a frappé le monde de la radio. C'est l'éclatement de la notion de proximité. Dans le monde de la radio, quand on va dans des congrès partout aux États-Unis, on nous dit qu'il y a trois choses importantes en radio : « localism, localism, localism. » Vous excuserez l'anglicisme, mais cela démontre l'importance que l'on accorde à la proximité géographique en radio. Parce qu'on habite le même territoire - une ville, un village, une région - on a des intérêts communs », *Id.*

a pas de place pour les stations régionales, mais c'est aujourd'hui un des positionnements possibles²³².

Un repositionnement stratégique de la radiodiffusion pour l'expression démocratique et culturelle s'effectue par l'entremise de la reconfiguration du temps et de l'espace, devenue possible grâce aux NTIC. Ce repositionnement permet à CBC/Radio-Canada de jouer un rôle de catalyseur des valeurs culturelles et de cohésion sociale et de se présenter comme un média rassembleur dans l'espace public du XXI^e siècle. CBC/Radio-Canada pourra ainsi relever les défis posés à sa crédibilité et à son caractère rassembleur, soutient Sylvain Lafrance :

Quels défis devons-nous relever pour créer ces places publiques? D'abord, il y a un défi majeur de crédibilité. Face à la multiplication des sources d'information que j'évoquais tout à l'heure et devant la masse toujours grandissante d'émissions de radio et de télévision, d'images, de musique et de textes à laquelle le citoyen est exposé à tous les jours, le diffuseur public doit véhiculer une marque forte porteuse de valeurs propres au service public. Des valeurs qui inspirent la confiance du citoyen, un « îlot de crédibilité » dans une mer de contenu.

Un autre défi est celui du caractère rassembleur du diffuseur public. Malgré une possibilité accrue pour le citoyen d'avoir accès à des contenus soi-disant personnalisés et s'inscrivant dans une tendance réelle qui l'individualise davantage au sein de la société, il y aura toujours un besoin bien humain des citoyens de vivre des expériences rassembleuses. Après tout, il n'y a pas de service public sans public!

Un troisième défi se situe dans la capacité, pour un diffuseur public, de se détacher du court terme pour se concentrer vers l'essentiel. Loin des enjeux économiques qui préoccupent constamment les entreprises privées, le diffuseur public peut se permettre d'expérimenter et d'investir dans des initiatives novatrices et porteuses de sens pour l'avenir. Le diffuseur public travaille en fonction de l'offre, en fonction des besoins du citoyen²³³.

Nous désirons ici noter les réalisations du site *Radio-Canada.ca/nouvelles* tel qu'analysé par Pierre Bélanger. Depuis 1995, *Radio-Canada.ca* s'est bâti une solide réputation au Canada et à l'étranger, étant l'un des sites les plus crédibles et innovateurs de contenu de langue

²³² *Id.* « Un diffuseur public plus pertinent que jamais face aux enjeux du XXI^e siècle ».

²³³ Sylvain Lafrance, « Un diffuseur public plus pertinent que jamais face aux enjeux du XXI^e siècle ».

française sur le Web²³⁴. La « convergence coopérative », c'est-à-dire la collaboration volontaire entre les journalistes qui travaillent à la fois à la radio, la télévision et sur Internet permet d'ailleurs de réaliser des économies d'échelle. La présence de journalistes bilingues dans les régions chaudes permet d'apporter une perspective canadienne sur les nouvelles internationales sur *Radio-Canada.ca*, ce qui constitue un avantage tangible pour la société d'État. Grâce à ses salles de nouvelles indépendantes, la convergence du radiodiffuseur public canadien est une force qui le distingue sur le Web. En effet, il est intéressant de noter que la convergence observée chez les radiodiffuseurs privés est leur principale faiblesse²³⁵. La crédibilité de CBC/Radio-Canada est d'autant plus rehaussée par l'utilisation tempérée d'une centaine d'hyperliens, tout au plus, ce qui permet de s'assurer que les sites auxquels les nouvelles sur *Radio-Canada.ca* conduisent sont de sources fiables. Pierre Bélanger a d'ailleurs noté une stratégie importante qui augmente la visibilité de la programmation du radiodiffuseur public canadien sur son site de nouvelles en ligne, soit la publicité croisée pour les émissions et reportages qui y sont reliés, dont plusieurs peuvent être écoutés ou visionnés en ligne²³⁶.

Lors d'une conférence sur l'utilisation d'Internet au sein du Gouvernement canadien et ailleurs dans le monde, Ian Wilson des Archives du Canada maintenait qu'Internet devrait encourager les citoyens du monde entier à participer à la gestion des connaissances²³⁷. En ce sens, les archives de Radio-Canada, avec son engin de recherche qui permet de trouver toutes

²³⁴ Pierre Bélanger, « Online News at Canada's National Broadcaster: An Emerging Convergence », *Canadian Journal of Communication* 30 (2005), 411-412.

²³⁵ *Ibid.*, 415.

²³⁶ *Ibid.*, 421-422.

²³⁷ Ian Wilson, Libraire et archiviste, Archives du Canada, « Knowledge Management and Security: Finding a Balance », discours prononcé à la conférence *Digital State at the Leading Edge* organisée par l'*Institute of Public Administration of Canada* (IPAC), Ottawa (22 février 2007).

les histoires, reportages et émissions sur un sujet donné, ainsi que les capsules sur le patrimoine canadien, font des sites de *Radio-Canada.ca* et *CBC.ca* des répertoires importants d'une valeur historique inestimable. Selon Pierre Bélanger, ces archives constituent l'un des meilleurs exemples de l'utilisation d'internet permettant au radiodiffuseur public canadien d'aller au-delà de son mandat en projetant une image de marque ici et à l'étranger²³⁸.

La présence en ligne de CBC/Radio-Canada lui confère un pouvoir d'influence dans la sphère publique. La liberté d'improviser et sa flexibilité lui permettent de se démarquer dans un univers de contenu commercial et homogène. Pour le Canada, un radiodiffuseur public fort est un atout considérable qu'il se doit de mettre à profit; « un avantage pour le Canada », estime Sylvain Lafrance :

Un avantage pour le Canada

Tout cela est particulièrement vrai pour un pays comme le nôtre. En effet, la réalité géographique et sociodémographique du Canada pose certains défis en termes de cohésion sociale et d'identité culturelle.

Avec son immense territoire, sa population concentrée près de la frontière américaine, sa composition démographique fortement marquée par une immigration toujours plus importante et ses deux langues officielles, le Canada a un avantage certain à tirer d'un diffuseur public porteur d'une culture et d'un ensemble de valeurs communes.

D'autres éléments bien connus, mais peut-être un peu oubliés, plaident en faveur du service public. Par exemple, on sait depuis longtemps que couvrir un territoire grand comme le nôtre demande une infrastructure lourde et coûteuse. Seul un diffuseur public comme CBC/Radio-Canada peut assurer cette mission cruciale d'être présent partout sur le territoire. Cela nous donne une capacité unique de parler d'une même voix, d'une voix canadienne, à l'ensemble des citoyens.

On connaît également la réalité économique de l'industrie de la radiodiffusion, qui fait en sorte que la production de programmation canadienne est plus coûteuse et moins rentable que la diffusion d'émissions en provenance d'un voisin imposant et prolifique qui, de surcroît, partage la même langue qu'une vaste majorité de Canadiens.

²³⁸ Bélanger, « Online News at Canada's National Broadcaster: An Emerging Convergence », 423.

Bien que les francophones, en comparaison, n'ont pas à faire face exactement à la même concurrence - pas à 100 % du moins, ils doivent quand même relever le défi de préserver un espace culturel qui leur est propre.

Pour toutes ces raisons, les Canadiens ont décidé, il y a 70 ans, de se doter d'un diffuseur public. Aujourd'hui plus que jamais, le Canada a tout à gagner d'un média de service public comme CBC/Radio-Canada qui agit comme vecteur de l'identité culturelle et de la cohésion sociale²³⁹.

Cet avantage sert non seulement le Canada dans le contexte de son mandat de diffuseur public national canadien, mais il lui donne un avantage dans son positionnement stratégique à l'échelle internationale. Les services d'intérêt public comme les chaînes de radio communautaires et les services de radiodiffusion publics nationaux représentent une force appréciable non seulement dans le contexte des médias d'information, mais aussi dans la diffusion de culture. Cette force sert de contrepoids à la mondialisation, pour reprendre les paroles de Sylvain Lafrance, qui explique ici le paradoxe de la résistance à la mondialisation d'une part, et de l'affirmation de la culture d'autre part :

L'avènement de la mondialisation a créé un paradoxe puisqu'on constate, depuis quelques années, une montée des revendications identitaires, où des individus, des communautés et des pays manifestent leur crainte de voir leurs cultures locales balayées. La diversité culturelle se veut donc un contrepoids à la mondialisation. D'ailleurs, elle touche toutes les sphères de l'activité internationale : économique, politique ou sociale. C'est ainsi que l'UNESCO a élaboré un projet de convention internationale, actuellement débattu à Paris, visant à protéger " la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques ", une démarche à laquelle le Canada est étroitement associé. De même, le dernier rapport sur le développement humain publié annuellement par le PNUD (le programme des nations-unies pour le développement) s'est intéressé pour la première fois à la question de la " liberté culturelle dans un monde diversifié"²⁴⁰.

Quelle est l'importance des NTIC dans la démocratisation de la sphère publique à l'échelle internationale ? Une analyse des engagements d'ONG et du Conseil de l'Europe répond à cette question. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture

²³⁹ Sylvain Lafrance, « Un diffuseur public plus pertinent que jamais face aux enjeux du XXI^e siècle ».

²⁴⁰ Sylvain Lafrance, « Le rôle des médias dans la dynamique de la diversité culturelle ».

(UNESCO) a publié en 2005 un guide sur les bonnes pratiques de radio télédiffusion dans lequel elle reconnaissait le phénomène de l'érosion de la sphère publique et la nécessité d'agir afin de préserver cet espace démocratique :

Nous sommes de plus en plus conscients, à travers le monde, d'être confrontés à une érosion progressive du domaine public. La programmation offerte par les diffuseurs commerciaux est dictée par un objectif et une ambition unique : maximiser les revenus, notamment publicitaires, en ciblant le public le plus large possible à travers des contenus sensationnalistes, populaires et attractifs sans aucune considération pour l'intérêt public. Cette situation a soulevé une inquiétude à l'échelle de la planète : si quelque chose n'est pas fait de façon urgente pour endiguer ce déclin progressif de la qualité de la diffusion, la qualité de la démocratie, de l'éducation et de la capacité du citoyen à exercer ses droits seront menacés²⁴¹.

En janvier 2007, le Conseil de l'Europe a émis des recommandations qui soulignent l'important des NTIC pour assurer la qualité des services d'intérêt public et contribuer à la démocratisation de la sphère publique. Voici trois extraits des recommandations reproduites à l'annexe C de la thèse :

[...] d'inclure, s'ils ne l'ont pas déjà fait, des dispositions définissant la mission des médias de service public dans leur législation ou leur réglementation, notamment en ce qui concerne les nouveaux services de communication, ce qui permettrait ainsi à ces médias d'utiliser pleinement leur potentiel et, en particulier, de promouvoir une plus grande participation démocratique, sociale et culturelle grâce, entre autres, à de nouvelles technologies interactives [...]

b. Un facteur de cohésion sociale et d'intégration de tous les individus, groupes et communautés

7. Il conviendrait d'adapter les médias de service public au nouvel environnement numérique afin qu'ils soient en mesure d'accomplir leur mission qui consiste à promouvoir la cohésion sociale aux niveaux local, régional, national et international, et de stimuler le sens de la coresponsabilité du public quant à la réalisation de cet objectif.

e. Un moyen de contribuer activement à la création et à la production audiovisuelles et à une meilleure appréciation et diffusion de la diversité du patrimoine culturel national et européen

²⁴¹ UNESCO, *La radiotélévision de service public : une sélection de bonnes pratiques*, (2005) 19. <En ligne>. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001415/141584f.pdf> (page consultée le 12 juillet 2007).

19. Les médias de service public devraient jouer un rôle particulier en matière de promotion de la diversité et des identités culturelles, y compris à travers de nouveaux services de communication et de nouvelles plates-formes²⁴².

En 2007, le *Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes* (CRTC), l'organisme de réglementation de la radio télédiffusion au Canada, invitait les radiodiffuseurs canadiens à soumettre leurs observations au sujet de la diversité des voix, notamment avec l'usage des nouveaux médias²⁴³. Nous notons que CBC/Radio-Canada dans cette instance publique, comme dans le cadre de l'examen de la politique télévisuelle et l'examen de l'environnement futur de la radiodiffusion, a présenté des mémoires qui confirment son positionnement stratégique international ancré dans l'utilisation des nouveaux médias. En effet, la société d'État appuyait sa stratégie sur des recherches concernant le financement et le mandat d'autres radiodiffuseurs publics (Royaume-Uni, Australie, France, Allemagne) et révélait ses plans futurs d'utiliser les plateformes des nouveaux médias afin de demeurer pertinent aux yeux des canadiens²⁴⁴. Il sera intéressant de

²⁴² Conseil de l'Europe, Recommandation CM/Rec(2007)3 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la mission des médias de service public dans la société de l'information (*adoptée par le Comité des Ministres le 31 janvier 2007, lors de la 985e réunion des Délégués des Ministres*). <En ligne>. [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Rec\(2007\)3&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorIntern et=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Rec(2007)3&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorIntern et=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75) (page consulté le 12 juillet 2007).

²⁴³ Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, « Audience sur la diversité des voix », Avis public de radiodiffusion CRTC 2007-5 (13 avril 2007). <En ligne>. <http://www.crtc.gc.ca/archive/FRN/Hearings/2007/n2007-5.htm> (page consultée le 12 juillet 2007).

²⁴⁴ Pour obtenir de plus amples informations sur les orientations stratégiques de CBC/Radio-Canada ses mémoires soumis au CRTC sont publiés sur son site institutionnel. <En ligne> <http://www.cbc.radio-canada.ca/presentations/index.shtml>. CBC/Radio-Canada, « Avis public de radiodiffusion 2006-72 : Appel aux observations sur une demande de la gouverneure en conseil, en vertu de l'article 15 de la loi sur la radiodiffusion, de faire un rapport sur le milieu où le système canadien de radiodiffusion est appelé à évoluer – Observations de CBC/Radio-Canada », *Principaux mémoires institutionnels et réglementaires*, CBC/Radio-Canada.ca (1^{er} septembre 2006). <En ligne>. <http://www.cbc.radio-canada.ca/presentations/2006.shtml> ; CBC/Radio-Canada, « Avis public d'audience en radiodiffusion 2006-5 - Un nouveau cadre réglementaire pour la télévision canadienne - Observations de CBC/Radio-Canada », *Principaux mémoires institutionnels et réglementaires*, CBC/Radio-Canada.ca (27 septembre 2006). <En ligne>. <http://www.cbc.radio-canada.ca/presentations/2006.shtml>; CBC/Radio-Canada, « Avis d'audience publique en radiodiffusion CRTC 2007-5, Appel aux observations, Audience sur la diversité des voix - Observations de CBC/Radio-Canada »,

suivre les développements découlant de l'instance publique sur les nouveaux médias afin de connaître l'influence qu'auront les NTIC dans l'élaboration de politiques économiques, culturelles et sociales dans le secteur de la radiodiffusion ainsi que leur incidence sur la société canadienne.

La possibilité d'une intervention du gouvernement canadien dans un champ d'activité qui est jusqu'à présent gouverné par les lois du marché et dominé par une institution américaine préoccupe certains, alors que d'autres se soucient de son contenu culturel trop uniforme. Pour conclure cette section du chapitre 4, nous avons choisi de discuter, dans un premier temps, du rapport sur la revue du mandat de CBC/Radio-Canada et de la promotion du contenu canadien ici et à l'étranger et des partenariats axés sur le transfert de savoir et les connaissances en matière technologique, dans un deuxième. Nous allons ensuite présenter un bref exposé de certains enjeux futurs tels que la fracture numérique et la situation particulière de la Chine.

4.3 Les enjeux de la communication au XXI^e siècle

Dans son rapport sur la revue du mandat de CBC/Radio-Canada publié en 2008, le Comité Permanent du Patrimoine Canadien a notamment étudié la question des nouveaux médias et celle du volet international de la société d'État. Le rapport indiquait notamment que les activités sur Internet étaient « maintenant parties prenantes de la création d'une image de marque globale adaptée à l'auditoire, en particulier l'auditoire jeunesse. La nécessité pour CBC/Radio-Canada d'adopter cette nouvelle norme de diffusion de contenu est revenue sur le tapis tout au long de l'étude »²⁴⁵. Le comité a également noté qu'à l'échelle internationale, « les objectifs principaux des services publics de radiodiffusion ne sont pas seulement libre de toute plateforme, mais requièrent de la part des diffuseurs publics qu'ils soient les premiers à expérimenter les nouvelles plateformes et les nouveaux modes de diffusion »²⁴⁶. Un témoin estimait qu'Internet permettait de faire connaître les émissions canadiennes au Canada et à l'étranger et ainsi « de concurrencer ce qui se fait dans un environnement de médias internationaux »²⁴⁷. L'extrait suivant du rapport résume l'essence de notre analyse du discours du radiodiffuseur public canadien jusqu'à présent :

Les plateformes de médias numériques permettent donc à CBC/Radio-Canada d'utiliser et d'augmenter le contenu horizontalement, dans tout le Canada et dans le monde, et verticalement, pour toutes les générations. Ainsi, les initiatives de nouveaux médias de la société d'État comportent des avantages tant sur le plan des efficiences économiques que sur celui de la cohérence sociale²⁴⁸.

Le rapport soulignait également le rôle particulier de Radio-Canada International (RCI), qui a pour mandat de « faire connaître les valeurs canadiennes et les activités sociales, économiques et culturelles du Canada vers des cibles géographiques déterminées en

²⁴⁵ Chambre des Communes, « CBC/Radio-Canada : définir la spécificité dans un paysage médiatique en évolution », *Rapport du Comité Permanent du Patrimoine Canadien*, février 2008, 47.

²⁴⁶ Mémoire de Philip Savage, *Ibid.*, 66.

²⁴⁷ *Ibid.*, 65.

²⁴⁸ *Ibid.*, 57.

consultation avec le gouvernement du Canada »²⁴⁹. Dans son essai sur la diplomatie publique, Evan Potter concluait que le rôle de Radio Canada International devrait être réévalué en fonction des objectifs de politique étrangère du Canada et des stratégies de diplomatie publique propres à chaque pays. Il ajoute, rejoignant ainsi l'argument de Pierre Bélanger mentionné plus tôt, que la convergence du radiodiffuseur public sur toutes les plateformes de diffusion, soit la radio, la télévision et Internet rendent ces stratégies de diplomatie publique plus atteignables²⁵⁰.

Internet n'est pas réglementé au Canada²⁵¹. Le CRTC n'est pas intervenu dans ce dossier jusqu'à présent, laissant Internet s'autoréguler par les lois du marché. Des incertitudes planent toujours quant à la télévision mobile en ligne qui est toujours exemptée du cadre réglementaire du CRTC²⁵². Vu l'ampleur des communications globales facilitées par l'émergence des NTIC, l'homogénéisation grandissante des contenus, la concentration des médias au Canada et dans le monde, les craintes face à ces tendances et la façon dont la mondialisation menace les identités culturelles²⁵³, nous avançons que le CRTC et le Ministère du Patrimoine canadien pourraient jouer un rôle vital dans la promotion de contenu

²⁴⁹ *RCI.ca*, « Qui nous sommes ». <En ligne>. <http://www.radiocanadainternational.ca/rci/fr/qui.shtml> (page consultée le 1^{er} avril 2008).

²⁵⁰ Potter, « Canada and the New Public Diplomacy », 63.

²⁵¹ Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, « Ordonnance d'exemption relative aux entreprises de radiodiffusion des nouveaux médias », Avis public du CRTC 1999-97 (17 décembre 1999). En <En ligne>. <http://www.crtc.gc.ca/archiv/fr/Notices/1999/PB99-197.htm> (page consultée le 12 juillet 2007).

²⁵² Ceci est une erreur de la part du Conseil, estime l'anthropologue sociale Nadine Belzile, car le contenu devient de plus en plus homogène et unilingue anglais. Selon elle, le CRTC se doit de réglementer de façon sociale, entre autres afin de préserver l'équilibre linguistique au Canada et de pousser les entreprises qui distribuent ce service à rendre Internet à haute vitesse accessible dans les régions rurales du Canada. Entrevue avec Nadine Belzile réalisée par Caroline Robitaille (2007). Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, « Le CRTC exempte de la réglementation les services de télédiffusion mobile en direct », *Communiqué*, Ottawa (12 avril 2006). <En ligne>. <http://www.crtc.gc.ca/fr/news/releases/2006/r060412.htm> (page consultée le 8 juillet 2007).

²⁵³ Street, « Dream Worlds: Globalization and the Webs of Power », 174.

canadien en ligne²⁵⁴. Cette réglementation positive procurerait un net avantage à CBC/Radio-Canada et lui permettrait de sécuriser des ressources additionnelles afin de poursuivre ses activités de programmation et d'information sur le Web. Il est en effet étonnant de constater, à quel point les produits culturels canadiens ne sont pas visibles sur le Web, note Evan Potter :

[...] despite the fact that Canada is the world's second largest producer of children's television programming, a leading producer of computer software, and has among the highest per capita producers and users of information on the internet (especially in the French language), such activity remains largely invisible to the rest of the world²⁵⁵.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres deux et trois avec les propos d'Amanda Sussman et d'Evan Potter, le Canada est dans une position unique en ce qui a trait à son influence qui est axée sur une forme de pouvoir « soft power » conférée notamment par son statut et sa réputation enviable dans le domaine de la coopération internationale et de l'intervention humanitaire²⁵⁶. Les questions de sécurité préoccupent les politiciens depuis toujours mais plus particulièrement depuis le 11 septembre 2001. On affirme que « tout à changé » depuis²⁵⁷. Pour Tony Campbell, spécialiste en questions de sécurité, il est évident que nous sommes dans une 'révolution de la sécurité' avec des menaces telles que les désastres environnementaux, les risques d'attaques aux armes biologiques, et le terrorisme²⁵⁸. Dans ce

²⁵⁴ Dans son rapport présenté conformément à l'article 15 de la Loi, le CRTC affirmait qu'il « est possible que des mesures incitatives obtiennent finalement plus de succès dans ce nouveau système de radiodiffusion ouvert ». CRTC, *L'environnement futur du système canadien de radiodiffusion*, 14 décembre 2006, paragraphe 398.

²⁵⁵ Potter, « Canada and the new Public Diplomacy », 59.

²⁵⁶ La pierre angulaire de la politique étrangère et du soft power lorsque Lloyd Axworthy était Ministre canadien des Affaires étrangères était la sécurité humaine et la responsabilité de protéger. La campagne pour les mines antipersonnelles illustre le succès du Canada en relations internationales. Cette initiative avait pour fondements le devoir de la communauté internationale d'intervenir dans les affaires d'un pays souverain pour protéger sa population.

²⁵⁷ Murray Dobbin, « The Anti-Globalization Movement After September 11 », (26 octobre 2001). <En ligne>. http://www.canadians.org/trade/documents/anti-globalization_Dobbin_01.pdf (page consultée le 23 mars 2007).

²⁵⁸ Tony Campbell est le président de Campbell Intel Services, un service de renseignement privé. Il prononçait un discours à la session 3, « Knowledge Management and Security: Finding a Balance » discours prononcé à la

contexte, la neutralité du Canada, un pays non colonisateur, en font un partenaire recherché dans les projets de coopération internationale²⁵⁹. Evan Potter, propose entre autre que le Canada se serve de la radiodiffusion internationale comme instrument de politique étrangère²⁶⁰.

Dans la nouvelle économie, les connaissances deviennent une source de pouvoir. L'Institut canadien de formation en radiodiffusion publique représente une force importante pour véhiculer les valeurs canadiennes. L'expertise et le savoir-faire qui forment la réputation enviable de CBC/Radio-Canada sont justement mis à profit par l'entremise de l'Institut canadien de formation en radiodiffusion publique qui transmet ses connaissances aux journalistes à l'étranger. L'Institut utilise son expertise, notamment en numérisation des contenus, pour former des journalistes dans les démocraties émergentes sur les techniques des nouveaux médias, toujours avec la mission de « contribuer au renforcement de la liberté des médias dans le monde »²⁶¹. Au colloque *Médias pour la démocratie* qui se tenait à la maison Radio-Canada à Montréal, le 23 avril 2007, Sylvain Lafrance, a d'ailleurs tenu à souligner le rôle du radiodiffuseur public comme « vecteur important et indispensable à la vie démocratique et culturelle » dans le contexte de mondialisation « où l'information

conférence *Digital State at the Leading Edge* organisée par l'*Institute of Public Administration of Canada* (IPAC).

²⁵⁹ Entrevue avec Marie-Diane Faucher, Directrice des relations internationales à Radio-Canada, réalisée par Caroline Robitaille (2006).

²⁶⁰ Potter, « Canada and the New Public Diplomacy », *Ibid.*, 46.

²⁶¹ « L'Institut canadien de formation en radiodiffusion publique a pour mission de partager l'expertise de CBC/Radio-Canada avec les radios et télévisions des pays en transition et des démocraties émergentes afin de contribuer au renforcement de la liberté des médias dans le monde ». *Institut canadien de formation en radiodiffusion publique*. « Mission de l'institut ». <En ligne>. <http://institut.cbc.radio-canada.ca/fr/sommesnous/mission.asp>. La numérisation fait partie des formations offertes par l'Institut. Institut canadien de formation en radiodiffusion publique. « Domaines d'expertise : la numérisation ». <http://institut.cbc.radio-canada.ca/fr/domaines/numerisation.asp>. Pour en savoir plus, veuillez visiter le site de l'Institut. « Institut canadien de formation en radiodiffusion publique ». <En ligne>. <http://institut.cbc.radio-canada.ca/fr/index.asp> (pages consultées le 29 mars 2008).

internationale a pris beaucoup d'importance »²⁶². Il ajoutait que Radio-Canada jouait un rôle crucial pour favoriser la cohabitation culturelle qui caractérise la société du 21^e siècle et rappelait la contribution l'Institut à cet égard.

L'Institut s'occupe présentement de projets de formation dans les démocraties émergentes des régions de l'Afrique, des Amériques et de l'Europe de l'Est²⁶³. Nous notons entre autre que l'Institut a formé un partenariat avec le réseau TV5 qui diffuse l'émission « 5 sur 5 monde » dans 165 pays. Cette émission est basée sur un concept unique de participation citoyenne, tel que décrit sur le site Web de l'Institut :

L'institut soutient la production de ces reportages d'affaires publiques et le déploiement de cette formule d'émission où l'on tente de répondre aux questions d'actualité posées directement par les téléspectateurs. Les interrogations des citoyens permettent d'aborder des sujet – d'ordre politique, économique, social, culturel, scientifique ou autre – qui portent toujours sur une réalité locale tout en soulevant des enjeux régionaux, voir internationaux.

L'engouement suscité par l'émission 5 sur 5 relève surtout de la qualité des reportages et de l'originalité de son concept qui est basé sur l'**implication directe des citoyens**, une formule encore largement inexploitée sur la scène télévisuelle²⁶⁴.

Toutefois, la fracture numérique s'accroît au fur et à mesure que les nouvelles technologies de l'information et des communications sont introduites sur le marché. La question qui se pose ici est : peut-on parler véritablement des technologies qui « renforcent le pouvoir » (empowering), alors qu'ultimement, cette notion ne reflète qu'une portion minime de la population mondiale ? Selon des estimations faites à la fin 2004, le monde comptait 840

²⁶² Radio-Canada.ca, « Vues d'Afrique : Médias pour la démocratie », *Nouvelles* (23 avril 2007). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2007/04/23/001-medias-afrique-colloque.shtml> (page consultée le 29 mars 2008).

²⁶³ La liste complète des projets en cours ou en développement se retrouve sur son site Web. Institut canadien de formation en radiodiffusion publique. « Formation par région ». <En ligne>. <http://institut.cbc.radio-canada.ca/fr/formation/liste.asp>

²⁶⁴ Un vidéo de l'émission « 5 sur 5 monde » tourné au Niger est disponible sur le site de l'Institut. « Vidéo : 5 sur 5 monde ». <En ligne>. <http://institut.cbc.radio-canada.ca/fr/video/index.asp> (page consultée le 29 mars 2008).

millions d'utilisateurs de l'Internet, soit un peu plus de 13% du total de la population mondiale. Les taux de pénétration les plus élevés s'observaient en Europe et dans la région des Amériques, où plus d'un tiers des habitants étaient connectés. En Afrique, on ne comptait que 0.1% d'utilisateurs ayant accès au réseau internet à haute vitesse. Ces données nous permettent de conclure que la sphère d'influence des NTIC, vu leur dépendance vis-à-vis de l'internet, se limite assez étroitement au monde développé²⁶⁵. Ceci demeure un problème réel pour les activités de formation de journalistes à l'étranger, puisque l'infrastructure et la technologie des pays en voie de développement ne permettent pas toujours de transférer de connaissances, notamment en ce qui a trait aux nouveaux médias²⁶⁶.

Craig Kielburger, fondateur de l'organisation *Free the Children*, dont l'objectif est d'aider les jeunes dans les pays en voie de développement par des projets éducatifs présentait son interprétation de la situation au tiers-monde à la conférence *Dialogue sur les technologies, la société et l'avenir*. Pour Kielburger, les nouvelles technologies ne veulent toutefois rien dire si les besoins fondamentaux des citoyens, comme l'éducation, la santé et les services sociaux, ne sont pas comblés. Au tiers-monde, la survie est l'impératif immédiat des gens qui sont victimes de guerre civile, de famine ou du virus du SIDA. Kielburger souhaite que les technologies deviennent un instrument de compassion à l'échelle globale²⁶⁷. Un projet de télémédecine va dans cette direction : il s'agit d'une banque informatisée de données qui permet de conserver de l'information médicale et dont l'objectif est de former des infirmiers

²⁶⁵ Union internationale des télécommunications, Rapport sur le développement des télécommunications/TIC dans le monde 2006 : *Mesurer l'incidence des TIC sur le développement économique et social* – Résumé 5,6. <En ligne>. http://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/ind/D-IND-WTDR-2006-SUM-PDF-F.pdf (page consultée le 28 mars 2007).

²⁶⁶ Entrevue avec Marie-Diane Faucher, Directrice des relations internationales à Radio-Canada, réalisée par Caroline Robitaille (2006).

²⁶⁷ Craig Kielburger. Présentation, *Dialogue sur les technologies, la société et l'avenir*, Université d'Ottawa, 20 mars 2007.

et infirmières dans les régions rurales de la Zambie. Cette information est transmise de vive voix par téléphone cellulaire et contribue à améliorer ou sauver la vie de gens qui habitent dans ces régions²⁶⁸.

L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme garantit le droit à la liberté d'expression²⁶⁹. Nous avons observé dans le chapitre deux qu'Internet pouvait être un outil de contrôle et de surveillance, notamment en Chine, un pays autoritaire. Depuis 1990, le Ministère chinois de l'industrie de l'information et le Ministère de la sécurité contrôlent l'accès à tous les sites Internet par l'entremise de divers moyens techniques et de logiciels permettant de filtrer et réglementer, ainsi que par la coercition²⁷⁰. CBC/Radio-Canada s'engage à promouvoir la démocratie et la liberté de presse, mais ses reportages sur des sujets sensibles comme la démocratie et les droits de la personne ont fait réagir les autorités chinoises, qui ont bloqué l'accès au site *Radio-Canada.ca* et *CBC.ca* pour la première fois en 2007²⁷¹. Confronté à la persistance des autorités chinoises, qui, même à la suite des efforts déployés par le ministre des affaires étrangères et le Premier ministre du Canada, n'avait toujours pas cédé, le président de CBC/Radio-Canada, Hubert Lacroix, a entrepris une

²⁶⁸ International Telecommunications Union, « Telemedicine in Zambia ». <En ligne>.

http://www.itu.int/itunews/manager/_page.print (page consultée le 28 mars 2007).

²⁶⁹ « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». UNESCO, Article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme. <En ligne>. http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=5287&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (page consulté le 19 juin 2007).

²⁷⁰ Le ministère a le monopole sur le marché des ports d'accès au serveur principal de la Chine, ChinaNET et exerce un contrôle très strict sur l'enregistrement de sites Web et les communications Internet à l'intérieur et de l'extérieur du pays. Chadwick, *Internet Politics*, 281.

²⁷¹ Le site *CBC.ca* était bloqué depuis janvier 2008 et *Radio-Canada.ca* depuis le 15 août 2007, « juste après l'arrestation de trois activistes canadiens en Chine qui avaient accroché sur la Grande Muraille une banderole réclamant la libération du Tibet. Les archives web de Radio-Canada contiennent aussi beaucoup d'informations et de vidéos des événements de la place Tiananmen, ou encore des entrevues avec le dalaï-lama tibétain ». Radio-Canada.ca, « Internet censuré en Chine : Radio-Canada veut des explications », *Nouvelles* (4 avril 2008). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/04/04/001-Lacroix-Chine.shtml> (page consultée le 9 avril 2008).

démarche de diplomatie publique. Dans une lettre datée du 4 avril 2008 adressée à l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Canada, il rappelait l'importance de préserver de bonnes relations avec le CBC/Radio-Canada, un partenaire des jeux olympiques qui se dérouleront à Beijing en 2008 :

L'année 2008 est une date importante pour l'image et la réputation de la Chine en tant que chef de file de la communauté internationale. Tous les regards sont tournés vers la Chine alors qu'elle se prépare à accueillir le monde pour les Jeux olympiques d'été. CBC/Radio-Canada est fière d'être un des partenaires qui présenteront les cérémonies et les grands moments d'émotion des Jeux olympiques. Cet événement se déroulera avec comme toile de fond les immenses progrès sociaux et économiques que la Chine fait pour s'affirmer comme leader moderne et engagé à l'échelle internationale²⁷².

Nous avons également observé dans le chapitre deux que la liberté des militants sur le Web n'est pas complète et que certains militants sont surveillés, dénoncés et punis. Le concept de « mafias intelligentes » explique l'utilisation des technologies mobiles dans les stratégies de mobilisation en ligne utilisées pour coordonner et décentraliser le militantisme pour la démocratie et la justice sociale²⁷³. Dans une volte-face, des militants chinois ont récemment utilisé la messagerie texte ('text messaging' en anglais) afin de contourner la politique de censure du gouvernement chinois. Le cellulaire aurait en effet permis de mobiliser rapidement des milliers de Chinois de la ville portuaire de Xiamen qui s'opposaient à « l'installation d'une usine chimique dans leur communauté », rapportait Michel Cormier, correspondant à l'étranger pour Radio-Canada, en juin 2007, expliquant ici la particularité de ces stratégies qui démontrent le pouvoir des technologies mobiles qui permet de déjouer les stratégies des autorités pour affirmer ses droits démocratiques :

²⁷² Hubert Lacroix, Président de CBC/Radio-Canada, *Lettre à l'ambassadeur chinois au Canada* (4 avril 2008). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/04/04/002-Lettre-Lacroix.shtml> (page consultée le 13 avril 2008).

²⁷³ Pour une discussion sur les « smart mobs », voir Chadwick, *Internet Politics*, 128-129.

Ce qu'il y a de singulier dans cette vague de protestation, c'est qu'elle a eu pour origine un message texte anonyme envoyé à des milliers de numéros de téléphone cellulaire et que ce sont des gens de classe moyenne, pas les paysans habituels, qui sont descendus dans la rue. La Chine vient de franchir un nouveau seuil de désobéissance civile dont on ne sait pas encore ce qu'il représente²⁷⁴.

Toujours dans le même carnet, Cormier rapporte qu'un autre groupe aurait lancé « une campagne sur Internet pour dénoncer le fait que leurs enfants étaient détenus dans des conditions d'esclavage dans des briqueteries du Hunan et du Shanxi », poursuit Cormier qui commente le succès de leur stratégie : « leur campagne a eu un tel retentissement que les autorités sont intervenues pour faire libérer des milliers de Chinois réduits aux travaux forcés, souvent avec la complicité de la police et de fonctionnaires corrompus »²⁷⁵.

Un concours de circonstances favorable a fait en sorte qu'à peine quelques jours après l'envoi de la lettre du président de CBC/Radio-Canada, la Chine avait libéré l'accès aux sites Web de *CBC.ca* et *Radio-Canada.ca*. En effet, la lettre soulignait deux arguments importants, soit la promesse du Premier ministre Wen Jiabao en avril 2007 d'assurer la liberté de presse des journalistes étrangers dans l'esprit des jeux olympiques et l'accès site Web de la BBC, qui avait été restreint et récemment libéré²⁷⁶. Il sera intéressant de voir d'observer si la conjoncture politique favorable à la liberté de presse entourant les jeux olympiques de Béjin, ainsi que les pressions exercées par la communauté internationale et les militants pour la démocratie et le respect des droits de la personne continueront, même après les jeux.

²⁷⁴ Michel Cormier, Radio-Canada.ca, « La puissance du téléphone », *Carnets : Asie* (26 juin 2007). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Carnets/plusRecent/2065.asp> (page consulté le 20 juillet 2007).

²⁷⁵ *Id.*

²⁷⁶ Hubert Lacroix, *Lettre à l'ambassadeur chinois au Canada*.

En conclusion, nous avons exploré dans ce chapitre comment Internet avait permis aux citoyens de se réapproprier l'espace public. Ensemble, les citoyens, les organisations internationales et le radiodiffuseur public canadien, CBC/Radio-Canada sont intervenus, chacun à leur façon, soulignant ainsi que la gouvernance, la démocratie et la culture sont des enjeux trop importants pour les laisser aux lois du marché. Ils continuent à jouer un rôle crucial à la recherche d'un équilibre entre le processus de mondialisation, la démocratie et la culture. Internet a changé les règles du jeu en mettant le contrôle et le pouvoir entre les mains d'une pluralité d'acteurs. À la lumière des initiatives dont il a été question dans ce chapitre, nous suggérons que la participation des citoyens et la radiodiffusion publique servent de contrepoids à la mondialisation d'en haut. Internet a en effet le potentiel d'être un outil de partage des connaissances, de diffusion de la culture, et d'engagement. Toutefois, les inégalités inhérentes à ce moyen de communication, la surveillance, la censure et la propagande persistent.

Conclusion

La conclusion présente une analyse sommaire des résultats obtenus dans la thèse selon les approches et les concepts utilisés et indique quelques avenues de recherche complémentaires. Dans l'ensemble de la thèse, l'approche interdisciplinaire a permis d'explorer des liens théoriques entre les relations internationales et l'étude de l'internet selon le point de vue de la sociologie politique de la communication. Nous sommes d'avis que l'interdisciplinarité de l'étude d'Internet et de la politique contribue à une meilleure compréhension du monde qui nous entoure. Les conférences auxquelles nous avons pris part indiquent que des possibilités de recherche enjoignent les disciplines des sciences sociales, des sciences humaines et même des sciences appliquées. Nous notons également que des organisations des secteurs public et privé collaborent pour l'avancement de ces recherches.

L'arrivée d'Internet a-t-elle contribué à dépouiller l'État et ses agences de leur prépondérance d'une part en matière d'information et d'autre part en matière d'identification des enjeux de société, dans les deux cas au profit d'une pluralité d'acteurs non étatiques ? Nous pouvons affirmer que le pouvoir de communication des enjeux sociaux et la résistance à l'homogénéisation des cultures par l'entremise d'Internet, n'est plus le domaine exclusif de l'État. Plusieurs acteurs non étatiques unissent leurs forces et mettent leurs ressources en commun afin d'atteindre leurs objectifs. Les mouvements sociaux sollicitent l'intervention de leur gouvernement et rallient les ONG et citoyens, où qu'ils soient, pour faire bouger les choses. Ils comblent le manque laissé par l'inaction des gouvernements dans la lutte contre les changements climatiques. CBC/Radio-Canada réaffirme sa présence aux yeux d'un public local de même qu'international. Sa position stratégique, dans un monde hyper

médiatisé et saturé de produits culturels américains, sert ainsi de contrepoids à la mondialisation des marchés.

Nous avons aussi pu observer un vide de démocratie et de pouvoir résultant de l'ère postindustrielle. Internet accentue les tensions entre les forces associées au processus de mondialisation des marchés et les droits démocratiques des citoyens. Néanmoins, la communication et la diffusion d'information sur Internet a contribué à légitimer les enjeux planétaires du 21^e siècle tout en facilitant l'émergence d'un nouveau mode de politique. En effet, nous avons constaté le succès des mouvements sociaux par leur niveau de visibilité, leur crédibilité et la légitimité des enjeux sociaux et démocratiques. Les mouvements sociaux ont ainsi comblé le vide laissé par l'incapacité grandissante des États à résoudre les problèmes d'envergure globale comme les violations des droits de la personne et le réchauffement de la planète.

Dans un contexte de surabondance d'information sur Internet, le défi pour les médias, comme pour les militants demeure celui de la crédibilité et la démocratisation axée sur la participation des citoyens dans les débats d'intérêt public. L'ordre du jour serait dominé par une poignée d'élites du monde des affaires ou de milieux politiques influents qui orchestrent des campagnes de relations publiques pour détourner le regard des foules de ce qui se passe vraiment. La dissémination d'information fiable et les possibilités offertes par les espaces de discussions sur Internet sont des atouts considérables pour faire connaître les faits et partager les points de vue. Ensemble, les initiatives de participation et d'inclusion sur Internet ravivent la sphère publique et renforcent du même coup la position du Canada dans le monde.

Les mouvements sociaux se voient de plus confrontés à de nouveaux obstacles reliés à la prépondérance des enjeux de la sécurité depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur le sol américain. Notre analyse de la nature politique d'Internet et de son rôle de mobilisation de l'opinion publique a démontré que la lutte pour la justice sociale et environnementale prenait place à plusieurs échelles opérationnelles. La relation entre les gouvernements, les mouvements sociaux, les ONG et les médias d'information évoluent dans un espace politique contesté : Internet. Dans ce contexte, nous avons noté une tendance contraire à l'émancipation des militants en ligne, lorsqu'ils sont surveillés par les gouvernements et les entreprises privées. Les gouvernements et les entreprises sur Internet deviennent ainsi complices dans leur chasse aux dissidents du 21^e siècle.

Nous nous sommes également penchés sur la décentralisation du pouvoir amené par le réseau Internet et le militantisme transnational. Les militants de l'environnement poursuivent la construction d'un bloc virtuel qui surveille, critique et se bat contre le pouvoir des entreprises et des gouvernements. Nous avons analysé comment le pouvoir du message est augmenté par Internet qui permet à un nombre croissant d'acteurs de bénéficier de la force du réseau Internet pour faire avancer une cause. Ce faisant, les réseaux de militants contournent l'État afin de marquer des points auprès du public. L'information en ligne se déverse alors dans les médias de masse à une telle vitesse que les gouvernements ont peine à suivre.

Notre étude de cas sur les mouvements de lutte contre les changements climatiques a permis de jauger la popularité croissante de cet enjeu, reflétée par sa visibilité grandissante dans les médias. Nous avons également observé à ce sujet la mobilisation sur Internet de l'action collective des mouvements sociaux. Les activités des mouvements se déploient

simultanément à plusieurs échelles : la solidarité des militants est forte à l'international à certains moments, tandis que la construction d'une légitimité politique se poursuit simultanément au quotidien à l'échelle locale. Les NTIC facilitent cet échange entre les deux sphères et donne un pouvoir accru aux mouvements sociaux qui peuvent s'adapter aux circonstances et se mobiliser rapidement. A long terme, cette activité politique a le potentiel de sensibiliser le public et d'influencer la prise de décision politique. L'objectif des mouvements est alors de trouver des tactiques ayant le plus d'impact, et ainsi de se servir du pouvoir du message, tant virtuel que réel, pour obtenir gain de cause.

Nous retenons que l'opinion publique, l'image et la projection des valeurs du Canada et des Canadiens sont devenus des éléments clé de réussite dans un environnement axé sur les communications internationales. La mauvaise gestion du dossier des changements climatiques par le Gouvernement conservateur n'a fait que raviver l'ardeur des militants. Les jeunes sont le centre nerveux de cette mouvance. Ils ne s'en tiennent pas qu'au Canada pour diffuser leur message. Leur implication dans les rencontres des Nations Unies leur donne un pouvoir de levier important pour faire bouger les choses au Canada. Leur message fait appel à la responsabilisation des citoyens, des gouvernements, des entreprises et des institutions culturelles et médiatiques. Ensemble, ces initiatives agissent comme un agent de rehaussement du profil du Canada à l'étranger.

L'approche de la mobilisation des ressources et l'approche fluide en relations internationales qui consistent à observer les changements de préférences ont démontré qu'un nombre importants de Canadiens estimaient que l'environnement était une priorité pour le Canada. Cet appui témoigne du changement des préférences pour la protection de l'environnement.

Nous avons constaté que les activités de groupes de pression, mouvements sociaux et d'ONG étaient reliées entre elle par des hyperliens dans le cyberspace. Grâce aux moyens de communication et transmission d'information comme Internet, ces réseaux exercent une influence grandissante sur l'opinion publique qui sert de levier afin de pousser les gouvernements et les entreprises à agir. Ce savoir et ces activités en faveur du changement social sont des indicateurs de succès pour le mouvement de lutte contre le réchauffement planétaire.

Notre étude des médias et d'Internet a fait ressortir l'importance de la radiodiffusion publique dans le contexte de la convergence des médias globaux. Le radiodiffuseur public canadien évolue dans une culture dominée par des conglomérats de médias puissants, ce qui est d'autant plus vrai que le pays voisin est le plus grand exportateur de culture populaire au monde. Dans l'univers des médias américains dominé par la culture de consommation et l'univers infini des canaux de télévision offerts par satellite, le danger est de laisser s'affaiblir notre système de valeurs sociales, et de se laisser subjugué par un système médiatique global qui ne reflète pas l'agenda politique, social ou culturel de notre pays, ville ou communauté.

Devant le constat de l'érosion de la sphère publique, des institutions internationales culturelles ont réagi vivement. Nous avons démontré la pertinence d'Internet dans la stratégie internationale de CBC/Radio-Canada. Il lui permet de servir l'intérêt public à un niveau jamais atteint auparavant, notamment depuis l'avènement des technologies interactives de la vague 2.0 comme les blogues à même leur site Web. Ces technologies permettent aux citoyens de créer la nouvelle, de partager leurs idées et d'exprimer leur point de vue. Ce

faisant, ils exercent un droit démocratique fondamental : celui de s'exprimer librement. Le blocage des sites Internet *CBC.ca* et *Radio-Canada.ca* par les autorités chinoises a toutefois démontré les capacités de surveillance et de contrôle d'Internet. De plus, la propagande et la fracture numérique s'accroissent au fil de l'évolution des technologies.

Le Canada possède un avantage en diplomatie publique avec un radiodiffuseur qui s'engage de plus en plus dans des activités de rayonnement et de développement international. CBC/Radio-Canada a développé une image prestigieuse avec l'intégration réussie de ses services de télévision, de radio et d'Internet sous une seule bannière, une stratégie astucieuse pour la diffusion de la culture canadienne à l'étranger. La société d'État a misé sur Internet, son engagement envers les Canadiens et le dossier de la diversité culturelle pour reconnaître publiquement les véritables enjeux du XXI^e siècle : la démocratie et la culture. Il sera intéressant de suivre l'évolution de la stratégie internationale de Radio-Canada dans les années à venir, tant en ce qui concerne la création d'alliances et de partenariats au sein de la francophonie qu'au niveau de son positionnement face à l'explosion des technologies interactives sur le Web.

La mondialisation simultanée des marchés et des médias, et les attaques du 11 septembre 2001 ont précipité un bouleversement social qui a engendré une remise en question de la société de l'information, de la nouvelle économie et ce que certains appellent la « fin de l'histoire »²⁷⁷. Nous vivons dans un monde plein d'incertitudes, mais aussi dans une société de l'information qui engendre elle-même un questionnement sur les conséquences des NTIC

à l'échelle locale, nationale et internationale. Francis Balle fait une très bonne évaluation de l'état du monde actuel, à la croisée des chemins :

Tirailé entre ses divisions et son rêve d'unité, le monde, plus indéchiffrable que jamais, en proie aux dictatures et aux terrorismes, n'attend plus désormais de la technique ou de l'économie, mais seulement de la sagesse des politiques, qu'ils concilient les exigences des cultures particulières, régionales, ethnique ou religieuses, avec celles de l'universalisme des droits sacrés et inaliénables de la personne humaine²⁷⁸.

Il incombe donc qu'une prise de conscience s'effectue à tous les niveaux de la société afin de préserver ces droits humains qui sont fondamentaux dans l'exercice démocratique. L'étude de l'Internet et de la politique entrecoupe plusieurs thèmes. Les thèmes du post-industrialisme, de la mondialisation, de la participation et de la décentralisation sont reliés entre eux par un réseau d'acteurs qui utilisent l'approche d'en bas pour forcer le changement social en faveur des préférences d'une société.

Internet joue un rôle ambivalent en politique. Les études de cas choisies ont fait ressortir le statut privilégié du Canada, notamment en ce qui a trait à la liberté d'expression et au potentiel émancipatoire d'Internet dont jouissent ses citoyens. Toutefois, il faut souligner que l'approche de l'économie politique critique internationale a fait ressortir les tensions qui existent dans le monde des médias, notamment en ce qui a trait aux difficultés d'un radiodiffuseur public comme CBC/Radio-Canada, qui fait face à un environnement médiatique très compétitif. Il est en effet de plus en plus difficile pour le radiodiffuseur public canadien de résister aux forces du marché et de ne pas tomber dans le jeu des cotes d'écoute de ses concurrents dans le secteur privé. CBC/Radio-Canada, avec son budget restreint, des obligations réglementaires et un mandat strict, a dû réduire ses effectifs

²⁷⁸ *Ibid.*, 370.

journalistiques tout en continuant de chercher à surpasser les attentes des Canadiens et Canadienne en matière d'information avec son offre sur trois plateformes : radio, télévision et Internet. Cette approche d'économie politique souligne ainsi les difficultés que ces chaînes publiques subissent par rapport à l'information qu'ils peuvent relayer, puisque les conditions de travail des journalistes font en sorte qu'ils ont de moins en de temps pour vérifier et évaluer les sources et qu'elles sont de plus mises à l'épreuve par le journalisme citoyen.. Les marchés francophones et anglophones sont également très différents et la programmation de CBC/Radio-Canada est de plus en plus américaine, ce qui ajoute aux difficultés. Ces réalités dictées par les lois du marché, auxquelles s'ajoute le fait que CBC/Radio-Canada s'est vu refusée une augmentation de son financement par le Gouvernement conservateur (qui a émis une réponse allant à l'encontre des recommandations contenues dans le rapport du Comité permanent du Patrimoine canadien)²⁷⁹, en amenant certains à s'interroger sur le futur de la radiodiffusion publique au Canada.

Nos recherches ont également démontré qu'Internet était un outil qui pouvait être utilisé à la fois pour l'émancipation et pour le contrôle. Les études de cas choisies ont porté sur le déterminisme social et le potentiel émancipatoires des NTIC. Nous notons toutefois que si les citoyens et les médias canadiens jouissent d'une liberté d'expression, il en est autrement pour certains pays autoritaires dans lesquels les médias, comme les citoyens, sont réprimés et censurés. Même dans les démocraties occidentales, l'opinion publique peut être manipulée

²⁷⁹ « Le rapport demandait aussi que les médias numériques et les nouvelles technologies fassent partie des moyens utilisés par Radio-Canada pour réaliser son mandat, et que cela soit dit clairement dans la Loi sur la radiodiffusion ». Paul Cauchon, « Les conservateurs rejettent le protocole d'entente suggéré pour Radio-Canada », *Le Devoir* (21 juin 2008), C7. Voir également sur le site Web du Ministère du Patrimoine canadien la lettre de la ministre Josée Verner, « Réponse du gouvernement du Canada au rapport du Comité permanent du patrimoine canadien, intitulé CBC/Radio-Canada : Définir la spécificité dans un paysage médiatique en évolution » (19 juin 2008). <En ligne>. http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/ri-bpi/pubs/rep-cbc_f.cfm (page consulté le 23 juin 2008).

pour favoriser un parti politique ou les intérêts de multinationales. La surveillance et la répression des militants pour la démocratie et les droits de la personne en Chine et la fracture numérique indiquent des avenues de recherche complémentaires, selon le point de vue du déterminisme technologique. Des recherches sur le pouvoir de surveillance et de contrôle d'Internet continueront d'alimenter les discussions sur la politique et l'Internet. Il s'agit d'une discipline qui évolue constamment.

La thèse a permis d'appréhender comment les politiques néolibérales nuisaient à l'épanouissement de la culture et à la perception de l'actualité internationale. Des recherches pourraient également porter sur l'harmonisation des politiques selon l'approche d'en bas. Les impératifs économiques, de développement durable et de la promotion de la culture et de la démocratie pourraient s'avérer compatibles. Il pourrait s'agir, par exemple, d'utiliser Internet comme fenêtre sur le monde et de développer des politiques visant la croissance économique par la promotion des produits culturels. Des consultations publiques et forums de discussion en ligne auprès des citoyens, politiciens, dirigeants d'entreprises, ONG et OSC sur les répercussions des politiques néolibérales et sur la responsabilité sociale des entreprises pourraient approfondir la compréhension mutuelle des enjeux de société.

En conclusion, nous retenons que les NTIC ont le potentiel de rapprocher les individus et de devenir des instruments d'échange, de dialogue, de démocratie et de culture. Notre responsabilité, en tant que Canadien, sera de saisir cette ouverture et de continuer à prendre la place qui nous revient dans l'espace politique. Il ne tient qu'à nous, citoyens du monde, de se réapproprier les NTIC et de leur donner un pouvoir transformateur pour le bien fondé de l'humanité et le respect de la diversité des valeurs sociales et culturelles.

Annexe A

Message Courriel Type - CYCC

Hey everyone! Some exciting results from the nationwide actions on Sunday, including our action here in Ottawa at the Prime Minister's house!

Before we get to that, we would like to invite you to our next meeting, where we will be discussing: our next action - our response to the budget, the adopt-an-mp campaign, a future conference, and our upcoming presence on the Council of Canadians' Integrate This! teach-in on March 31. And if you would be interested in participating in the upcoming action related to the budget, which will likely be us delivering an invoice to politicians for the costs related to not dealing with climate change, and cannot make the meeting, please let us know!

For our appearance at the **Council of Canadians event**, we are asking any interested parties (you!) to contribute their ideas for consideration by email, or preferably to meet up with us sometime next week (TBD @ our meeting) to compile and discuss all of our ideas. We will be delivering a talk on the relation of the Security and Prosperity Partnership (more info) and the relation to climate change.

Our **action on Sunday** was a great success, alongside all the rallies across the country, and we managed to attract a number of media outlets (CBC, CTV, A Channel, Ottawa Sun, and Canadian Press) with over 20 CYCCers in the end, while acquiring a new banner and filmographer (see below)! Also, be sure to check out our new website and sign up to become an official CYCC member! It's ourclimate.ca. And check out the great upcoming events below - everyone is invited to the OPIRG party!

Thanks to everyone who helped out over the last week, hope to see you all again soon!
Canadian Youth Climate Coalition - Ottawa Chapter - ourclimate.ca

Some of our recent media, local and nationwide! Tell your friends, family, MP...

Some YouTube videos: Rally for Kyoto - Candlelight Vigil at PM's House - Videotaped and edited by our very talented volunteer Philippe - thanks so much for this!

Ooooh, It's Hot in Here! - Climate Action Rally (Edmonton) Awesome!

Kyoto Rally in Toronto March 11 2007

More photos on Flickr, including the vigil... Press coverage below:

YOUTH WARM TO PRO-KYOTO RALLIES (our Ottawa action!)

ANNEXE B

KYOTO MAINTENANT !

Des manifestations et rassemblements autour du monde le 8 décembre pour la justice climatique et une planète saine et sécuritaire.

Vous possédez un pouvoir que vous ne pensiez peut-être pas avoir – le pouvoir de mettre fin à la crise du climat. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les changements climatiques tuent déjà 150 000 personnes chaque année, et cela pourrait doubler à 300 000 d'ici 2030. Les écosystèmes sont bouleversés et des millions de personnes font face au déplacement. Le climat est en crise, mais nous pouvons éviter la catastrophe climatique si nous prenons des mesures dès maintenant pour sauver le protocole de Kyoto.

Partout autour du monde, les gens se préparent pour la plus grande journée d'action pour mettre fin à la crise du climat. Ajouter votre voix à celles des centaines de milliers de personnes dans plus de 60 pays qui se rassembleront pour exiger que les leaders mondiaux prennent des mesures urgentes et résolues dont nous avons besoin pour éviter la déstabilisation catastrophique du climat global. La communauté internationale toute entière doit s'approcher le plus rapidement possible d'un traité qui exige plus de réductions d'émissions et qui est à la fois équitable et efficace dans la prévention de changements climatiques dangereux.

SAUVEZ KYOTO! SAUVEZ LA TERRE! En décembre, 190 pays se réuniront à Bali en Indonésie pour négocier notre future sur la Terre dans le cadre de la conférence sur la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le 8 décembre, le peuple canadien sera solidaire avec des millions de citoyens du monde pour exiger que de vraies mesures soient prises par les leaders mondiaux. Il est temps que le gouvernement canadien fasse sa part pour combattre le changement climatique. Les pays qui ont une longue histoire d'industrialisation, et qui ont donc émis les plus grandes quantités de gaz à effet de serre jusqu'à présent, doivent assumer la plupart des responsabilités concernant les mesures adaptatives qu'il va falloir prendre, surtout en aidant les pays qui n'émettent pas beaucoup et qui disposent de ressources limitées.

Au Canada, le cas est particulièrement grave : le Canada a déclaré nos cibles de Kyoto « inatteignables » et s'est rangé dans le club de Bush des nations polluantes qui pensent qu'une approche volontaire nous permettra d'atteindre nos engagements de Kyoto, rejetant ainsi le modèle européen de vraies réductions de gaz à effet de serre. L'approche visant à simplement réduire l'intensité des émissions, tel que le veut le Partenariat Asie-Pacifique pour le développement propre et le climat, est un véritable écran de fumée qui permettra aux émissions globales de gaz à effet de serre d'augmenter au lieu de diminuer. Le 8 décembre est la journée pour dire à notre gouvernement que le seul chemin vers un climat stable passe par Kyoto !

IL EST TEMPS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE. Nous rejetons catégoriquement des nouvelles technologiques qui ne fonctionnent pas et qui sont proposées comme solutions de rechange face aux changements climatiques. L'utilisation de technologies incertaines ne résoudra pas la crise du climat : ces dernières peuvent même engendrer de nouveaux problèmes. Il existe déjà des technologies d'énergies renouvelables pour résoudre le problème du réchauffement de la planète: nous avons donc besoin d'une stratégie de « transition juste » au Canada pour assurer que les ouvriers des industries d'énergies non-renouvelables puissent faire la transition vers la production en masse des énergies renouvelables (énergie hydraulique, éolienne et solaire).

Bien qu'ils n'aient pas causé les changements climatiques, les milliards de personnes dans les pays du Sud seront les plus affectés par ces changements, car ces derniers affecteront leur accès aux ressources alimentaires, ainsi que leurs gages-pain et leurs modes de vie. Pour plusieurs, le réchauffement planétaire est une question de vie et ou de mort. Leurs voix doivent être entendues autour du monde. Nos politiques et nos actions doivent non seulement soutenir leurs efforts courageux pour s'adapter aux changements effrayants qui ont déjà lieu auprès de leurs écosystèmes en ce moment, mais elles doivent aussi les aider à trouver des solutions. Le 8 décembre pourrait être la plus grande journée de manifestation dont nous attendions depuis longtemps. La Terre a besoin de vous pour revendiquer que nous passions immédiatement à l'action contre le réchauffement planétaire. Serez-vous de la partie?

Au Canada, cet appel commun à l'action est parrainé par le Stop Climate Chaos Coalition-Canada, de concert avec ACT for the Earth, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, l'Alliance canadienne pour la paix, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), Canadian Unitarians for Social Justice, la Coalition canadienne des jeunes pour le climat, la Coalition Québec Kyoto, le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick, le Conseil des Canadiens, la Fondation David Suzuki, le Centre d'action écologique, la Coalition environnementale de l'Île-du-Prince-Édouard, la Coalition pour la paix de Fredericton, Greenpeace, NUPGE (National Union of Public and General Employees), le Sierra Club du Canada, SOS Eau Water Sankwan, la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa, Citizens Coalition For Clean Air de Saint-Jean, le Conseil du travail de Toronto et de la région de York, et USC Canada.

AGISSEZ! Des manifestations seront organisées partout au Canada par le biais de coalitions régionales, dans les villes ainsi que dans les régions rurales. Des rassemblements sont actuellement planifiés pour Ottawa, Toronto, Montréal, Québec Ville, Vancouver, Edmonton, Sackville, Calgary, Saint-Jean (Terre-Neuve-et-Labrador), Halifax et Lethbridge. Tous les détails, y compris les coordonnées des personnes ressources sont disponibles ici : www.climatechaos.ca. Aucun rassemblement n'a encore été planifié pour votre région? Organisez-en un! Envoyez un courriel à actions@ourclimate.ca, director@ourclimate.ca, ou campaigns@actfortheearth.org pour vous impliquer!

Visitez ces sites Internet souvent pour obtenir les informations les plus récentes:

www.climatechaos.ca

www.ourclimate.ca

Tenez-vous au courant des développements au Nations-Unies:

www.cydbali.org

www.globalclimatecampaign.org

WWW.CLIMATECHAOS.CA

ANNEXE C

Recommandation CM/Rec(2007)3

du Comité des Ministres aux États membres sur la mission des médias de service public dans la société de l'information

(Adoptée par le Comité des Ministres le 31 janvier 2007, lors de la 985e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'engagement des États membres à respecter le droit fondamental de la liberté d'expression et d'information, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

Rappelant l'importance pour les sociétés démocratiques de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, et rappelant que les nouvelles techniques et les nouveaux services d'information et de communication doivent effectivement être utilisés de manière à élargir le champ de la liberté d'expression, comme énoncé dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information (avril 1982) ;

Gardant à l'esprit la Résolution n° 1 sur l'avenir du service public de radiodiffusion, adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994) ;

Rappelant sa Recommandation n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion et sa Recommandation Rec(2003)9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique, ainsi que sa Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les États membres (septembre 2006) ;

Rappelant la Recommandation 1641 (2004) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur le service public de radiodiffusion, recommandant l'adoption d'un nouveau document d'orientation majeur sur le service public de radiodiffusion, tenant compte des récents développements technologiques, ainsi que le rapport sur le service public de radiodiffusion, établi par la Commission de la culture, de la science et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire (Doc. 10029, janvier 2004), notant la nécessité de faire évoluer et de moderniser ce secteur, et la réponse positive du Comité des Ministres à ladite recommandation ;

Gardant à l'esprit les documents politiques adoptés lors de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kyiv, mars 2005) et, plus particulièrement, l'objectif énoncé dans le Plan d'action pour examiner comment la mission de service public devrait, le cas échéant, être développée et adaptée, par les États membres, au nouvel environnement numérique ;

Rappelant la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (octobre 2005), qui attache, notamment, une importance considérable à la création de mesures visant à promouvoir la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion ;

Conscient de la nécessité de sauvegarder, dans le contexte de la société de l'information, les objectifs essentiels d'intérêt général, y compris la liberté d'expression et l'accès à l'information, le pluralisme des médias, la diversité culturelle et la protection des mineurs et de la dignité humaine, en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe ;

Soulignant le rôle spécifique du service public de radiodiffusion, qui est de promouvoir les valeurs des sociétés démocratiques, en particulier le respect des droits de l'homme, des cultures et du pluralisme politique ; et considérant son but, qui est d'offrir un vaste choix de programmes et de services à toutes les catégories du public, de promouvoir la cohésion sociale, la diversité culturelle et une communication pluraliste accessible à tous ;

Conscient du fait que la concurrence croissante dans le domaine de la radiodiffusion augmente la difficulté, pour de nombreux médias commerciaux, de maintenir la valeur ajoutée de leur programmation du point de vue de l'intérêt général, particulièrement en ce qui concerne leurs services gratuits ;

Conscient du fait que la mondialisation et l'intégration internationale ainsi que la concentration croissante, horizontale et verticale, des médias privés aux niveaux national et international ont des effets d'une portée considérable pour les États et leurs systèmes médiatiques ;

Notant que, dans la société de l'information, le public et particulièrement les plus jeunes générations se tournent de plus en plus vers les nouveaux services de communication, à la fois pour leur contenu et pour satisfaire leur besoin de communiquer, et ce aux dépens des médias traditionnels ;

Convaincu de ce fait que la mission de service public est essentielle dans la société de l'information et peut être accomplie par les organismes de service public via diverses plates-formes et au moyen d'une offre variée de services, ayant pour effet l'émergence des médias de service public qui, aux fins de la présente recommandation, n'inclut pas les médias imprimés ;

Reconnaissant la pleine légitimité et les objectifs spécifiques des médias de service public dans la société de l'information ;

Persuadé que, bien qu'il faille compte des questions liées au marché et à la concurrence, l'intérêt commun exige que les médias de service public se voient accorder les moyens nécessaires pour accomplir la mission de service public qui leur a été confiée ;

Reconnaissant le droit des États membres de définir les missions des médias de service public individuels, en accord avec leurs propres situations nationales ;

Reconnaissant que les missions des médias de service public individuels peuvent varier au sein de chaque État membre, et que ces missions ne devraient pas nécessairement inclure tous les principes directeurs formulés dans la présente recommandation,

Recommande aux gouvernements des États membres :

- i. de garantir le rôle fondamental des médias de service public dans le nouvel environnement numérique, en attribuant une mission claire à ces médias, et en leur permettant d'utiliser de nouveaux moyens techniques en vue d'accomplir au mieux leur mission et de s'adapter aux changements rapides du paysage médiatique et technologique actuel, ainsi qu'aux évolutions des attentes du public et des modes de consommation des médias audiovisuels ;
- ii. d'inclure, s'ils ne l'ont pas déjà fait, des dispositions définissant la mission des médias de service public dans leur législation ou leur réglementation, notamment en ce qui concerne les nouveaux services de communication, ce qui permettrait ainsi à ces médias d'utiliser pleinement leur potentiel et, en particulier, de promouvoir une plus grande participation démocratique, sociale et culturelle grâce, entre autres, à de nouvelles technologies interactives ;
- iii. de garantir aux médias de service public, à travers un cadre financier et institutionnel sûr et approprié, les conditions nécessaires pour mener à bien, dans le nouvel environnement numérique, d'une manière transparente et responsable, la mission qui leur a été confiée par les États membres ;
- iv. de permettre aux médias de service public de répondre pleinement et efficacement aux défis de la société de l'information, en respectant la structure duale publique/privée du paysage européen des médias électroniques et en tenant compte des questions liées au marché et à la concurrence ;
- v. de veiller à ce qu'un accès universel aux médias de service public soit offert à tous les individus et groupes sociaux, notamment les groupes minoritaires et moins favorisés, en ayant recours à une gamme élargie de moyens technologiques ;
- vi. de diffuser largement la présente recommandation, d'attirer tout particulièrement l'attention des pouvoirs publics, des médias de service public, des groupements de professionnels et du grand public sur les principes directeurs énoncés ci-après, et de veiller à ce que toutes les conditions nécessaires soient mises en place pour que ces principes puissent être appliqués.

Principes directeurs concernant la mission des médias de service public dans la société de l'information

I. La mission de service public : maintenir les éléments clés

1. Les États membres détiennent la compétence permettant de définir une mission de service public et de la confier à un ou plusieurs médias, dans le domaine public et/ou privé, en conservant les éléments clés qui sous-tendent la mission traditionnelle de service public tout en l'adaptant aux nouveaux contextes. Cette mission devrait être accomplie en utilisant la technologie de pointe correspondant aux objectifs. Ces éléments sont évoqués à plusieurs occasions dans les documents du Conseil de l'Europe, définissant notamment le service public de radiodiffusion comme étant :
 - a) un point de référence pour le public dans toutes ses composantes, offrant un accès universel ;
 - b) un facteur de cohésion sociale et d'intégration de tous les individus, groupes et communautés ;
 - c) une source impartiale et indépendante d'informations et de commentaires, et de contenus variés et innovants respectant des normes éthiques et de qualité élevées ;

- d) un forum pour un débat public pluraliste et un moyen de promouvoir une participation démocratique plus large des individus ;
 - e) un moyen de contribuer activement à la création et à la production audiovisuelles et à une meilleure appréciation et diffusion de la diversité du patrimoine culturel national et européen.
2. Dans la société de l'information, qui repose dans une large mesure sur les technologies numériques et où les moyens de diffusion des contenus se sont diversifiés au-delà de la radiodiffusion traditionnelle, les États membres devraient assurer l'élargissement de la mission de service public afin qu'elle puisse assurer la fourniture des contenus appropriés aussi par le biais de plates-formes de communication nouvelles.

II. Adapter la mission de service public à la société de l'information

a. Un point de référence pour le public dans toutes ses composantes, offrant un accès universel

3. Les médias de service public devraient offrir des actualités, des informations, des programmes et contenus éducatifs, culturels, sportifs et de divertissement destinés à diverses catégories de la population et représentant, dans leur ensemble, une valeur ajoutée du point de vue de l'intérêt général par rapport à ceux offerts par d'autres médias et fournisseurs de contenus.
4. Le principe d'universalité, qui est essentiel pour les médias de service public, devrait être abordé en tenant compte des aspects techniques, sociaux et liés au contenu. Les États membres devraient en particulier veiller à ce que les médias de service public soient présents sur les plates-formes importantes et qu'ils disposent des moyens nécessaires à cet effet.
5. Au vu des changements des modes de consommation, les médias de service public devraient être en mesure d'offrir des contenus et des services à la fois généralistes et spécialisés, de même que des services interactifs et à la demande personnalisés. Ils devraient s'adresser à toutes les générations, et impliquer particulièrement la jeune génération dans des formes actives de communication, en encourageant la fourniture de contenus personnels et en mettant en place d'autres dispositifs participatifs.
6. Les États membres devraient veiller à ce que les objectifs des médias de service public et les moyens de les réaliser soient clairement définis, en particulier en ce qui concerne les offres de services thématiques et le recours à de nouveaux services de communication. Il conviendrait notamment de prévoir une évaluation et un contrôle réguliers de ces activités par des organismes appropriés, de manière à assurer que tous les groupes du public sont servis de façon adéquate.

b. Un facteur de cohésion sociale et d'intégration de tous les individus, groupes et communautés

7. Il conviendrait d'adapter les médias de service public au nouvel environnement numérique afin qu'ils soient en mesure d'accomplir leur mission qui consiste à promouvoir la cohésion sociale aux niveaux local, régional, national et international, et de stimuler le sens de la coresponsabilité du public quant à la réalisation de cet objectif.

8. Les médias de service public devraient intégrer toutes les communautés, tous les groupes sociaux et toutes les générations, y compris les groupes minoritaires, les jeunes, les personnes âgées, les catégories sociales les moins favorisées, les personnes handicapées, tout en respectant leurs différentes identités et leurs différents besoins. Dans ce contexte, il convient de prêter attention aux contenus créés par et pour ces groupes, ainsi qu'à leur accès aux médias de service public, à leur présence et à leur évocation dans ceux-ci. Il conviendrait également de tenir compte des questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.
 9. Les médias de service public devraient agir en tant que guide fiable de la société, en apportant des connaissances concrètement utiles dans la vie des individus et des différentes communautés. Dans ce cadre, ils devraient porter une attention particulière aux besoins des groupes minoritaires et des catégories sociales les moins favorisées. Ce rôle de réduire les disparités dans le marché, qui représente une partie importante de la mission traditionnelle des médias publics, devrait être maintenu dans le nouvel environnement numérique.
 10. En cette ère de mondialisation, de mouvements migratoires et d'intégration aux niveaux européen et international, les médias de service public devraient promouvoir une meilleure compréhension entre les peuples, et contribuer au dialogue interculturel et interreligieux.
 11. Les médias de service public devraient promouvoir l'inclusion numérique et les efforts pour réduire la fracture numérique, entre autres en renforçant l'accessibilité aux programmes et aux services sur de nouvelles plates-formes.
- c. *Une source impartiale et indépendante d'informations et de commentaires, et de contenus variés et innovants respectant des normes éthiques et de qualité élevées***
12. Les États membres devraient veiller à ce que, dans la profusion des médias numériques, les médias de service public représentent un espace de crédibilité et de fiabilité, remplissant leur rôle de source impartiale et indépendante d'informations, d'opinions et de commentaires, et offrant un large éventail de programmes et de services respectueux de normes éthiques et de qualité élevées.
 13. En confiant la mission de service public, les États membres devraient tenir compte du rôle des médias de service public, qui consiste notamment à réduire la fragmentation de la société, à œuvrer contre la désaffection sociale et politique, et à promouvoir le développement de la société civile. Une information sur l'actualité et des journaux télévisés indépendants et impartiaux sont à cet égard indispensables, tant en ce qui concerne les programmes traditionnels que les nouveaux services de communication.
- d. *Un forum pour un débat public pluraliste et un moyen de promouvoir une participation démocratique plus large des individus***
14. Les médias de service public devraient jouer un rôle important dans la promotion d'un débat et d'une participation démocratiques plus larges, avec l'aide, entre autres, de nouvelles technologies interactives, ce qui permettrait à la population de s'impliquer davantage dans le processus démocratique. Les médias de service public devraient jouer un rôle vital dans l'éducation de citoyens actifs et responsables, en proposant non seulement un contenu de qualité, mais également un forum au débat public, ouvert à la diversité des idées et des convictions dans la société, et une plate-forme pour diffuser les valeurs démocratiques.

15. Les médias de service public devraient fournir des informations appropriées sur le régime et les procédures démocratiques, et encourager la participation non seulement aux élections mais aussi aux processus décisionnels et à la vie publique en général. Dès lors, l'un des rôles des médias de service public serait d'inciter les citoyens à s'intéresser davantage aux affaires publiques et de les encourager à y prendre part plus activement.
 16. Les médias de service public devraient promouvoir activement une culture de tolérance et de compréhension mutuelle, en utilisant aussi les nouvelles technologies numériques et les services en ligne.
 17. Les médias de service public devraient jouer un rôle moteur dans la promotion de la vigilance du public à l'égard des gouvernements nationaux et des organisations intergouvernementales, en contribuant à renforcer la transparence de ces derniers, leur obligation de rendre compte aux citoyens et leur légitimité, concourant de la sorte à la lutte contre tout déficit démocratique et au développement d'un espace public européen.
 18. Les médias de service public devraient renforcer leur dialogue avec le grand public et leur responsabilité vis-à-vis de ce dernier, également au moyen des nouveaux services interactifs.
- e. Un moyen de contribuer activement à la création et à la production audiovisuelles et à une meilleure appréciation et diffusion de la diversité du patrimoine culturel national et européen*
19. Les médias de service public devraient jouer un rôle particulier en matière de promotion de la diversité et des identités culturelles, y compris à travers de nouveaux services de communication et de nouvelles plates-formes. A cet effet, ils devraient continuer à investir dans la production de contenus nouveaux et originaux, réalisés dans des formats adaptés aux nouveaux services de communication. Ils devraient soutenir la création et la production des œuvres audiovisuelles nationales reflétant, entre autres, les caractéristiques locales et régionales.
 20. Les médias de service public devraient stimuler la créativité et refléter la diversité des activités culturelles à travers leurs programmes culturels, dans des domaines tels que la musique, les arts et le théâtre, et ils devraient, le cas échéant, soutenir les événements et spectacles culturels.
 21. Les médias de service public devraient jouer un rôle central en matière d'enseignement, d'éducation aux médias et de formation continue, et devraient contribuer activement à la constitution de la société basée sur la connaissance. Les médias de service public devraient poursuivre cette tâche, en profitant pleinement des nouvelles opportunités et en incluant tous les groupes sociaux et toutes les générations.
 22. Les médias de service public devraient jouer un rôle particulier dans la préservation de l'héritage culturel. Ils devraient exploiter et développer leurs archives, qu'il faudrait numériser afin de les préserver pour les générations futures. Afin d'être accessibles à un plus vaste public, les archives audiovisuelles devraient, le cas échéant et dans la mesure du possible, être accessibles en ligne. Les États membres devraient examiner des options éventuelles pour faciliter la réalisation de tels projets.
 23. Les médias de service public devraient refléter à travers leurs contenus et leur programmation les sociétés de plus en plus multiethniques et multiculturelles au sein desquelles ils opèrent,

en protégeant le patrimoine culturel des différentes minorités et communautés, en offrant des possibilités d'expression et d'échanges culturels et en promouvant une intégration plus étroite, sans abolir la diversité culturelle au niveau national.

24. Les médias de service public devraient promouvoir le respect de la diversité culturelle et, parallèlement, présenter au public les cultures des autres peuples du monde.

III. Les conditions requises pour accomplir la mission de service public dans la société de l'information

25. Les États membres devraient assurer que les conditions spécifiques juridiques, techniques, financières et organisationnelles requises pour accomplir la mission de service public continuent à s'appliquer dans le nouvel environnement numérique et sont adaptées à cet environnement. Tout en tenant compte des défis de la société de l'information, les États membres devraient être libres d'organiser leurs propres systèmes nationaux de médias de service public, en les adaptant aux changements rapides, tant technologiques que sociaux, tout en restant fidèles aux principes fondamentaux du service public.

a. Conditions juridiques

26. Les États membres devraient établir un cadre juridique clair pour le développement des médias de service public et l'accomplissement de leur mission. Ils devraient inclure dans leur législation des dispositions permettant aux médias de service public d'exercer aussi efficacement que possible leur rôle spécifique dans la société de l'information, et en particulier de développer de nouveaux services de communication.
27. Afin de concilier le besoin d'une définition claire de la mission avec la nécessité de respecter l'indépendance éditoriale et l'autonomie de programmation, et afin de favoriser une flexibilité des activités de service public permettant une adaptation rapide aux nouvelles évolutions, les États membres devraient trouver des solutions pertinentes impliquant, si nécessaire, les médias de service public, en conformité avec leurs traditions juridiques.

b. Conditions techniques

28. Les États membres devraient veiller à ce que les médias de service public disposent des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans la société de l'information. Le fait de développer une gamme de nouveaux services devrait leur permettre d'atteindre un plus grand nombre de foyers, de produire davantage de contenus de qualité répondant aux attentes du public, et de ne pas se laisser distancer par les développements dans l'environnement numérique. Les médias de service public devraient jouer un rôle actif en matière d'innovations technologiques relatives aux médias électroniques ainsi que dans la transition vers le numérique.

c. Conditions financières

29. Les États membres devraient garantir aux médias de service public un financement approprié leur permettant de remplir leur rôle dans la société de l'information, tel que défini dans leur mission. Les modèles traditionnels de financement, reposant sur des sources telles que la redevance, le budget de l'État et la publicité, restent valables dans les nouvelles conditions.

30. Eu égard à l'évolution des nouvelles technologies numériques, les États membres peuvent examiner des solutions complémentaires de financement, en tenant dûment compte des questions liées au marché et à la concurrence. En particulier, s'agissant des nouveaux services personnalisés, les États membres pourraient envisager d'autoriser les médias de service public à percevoir des rémunérations. Les États membres pourraient également profiter des initiatives des communautés et des collectivités publiques en matière de création et de financement de nouveaux types de médias de service public. Toutefois, aucune de ces solutions ne devrait mettre en danger le principe d'universalité des médias de service public ni susciter des discriminations entre les différentes catégories de la société. Lorsqu'ils mettent en place de nouveaux systèmes de financement, les États membres devraient tenir compte de la nature du contenu fourni dans l'intérêt du public et dans l'intérêt commun.

d. Conditions organisationnelles

31. Les États membres devraient mettre en place les conditions organisationnelles permettant aux médias de service public de disposer du cadre le plus approprié possible pour assumer leur mission de service public dans l'environnement numérique. Ce faisant, ils devraient accorder une attention particulière au nécessaire respect de l'indépendance éditoriale, de l'autonomie institutionnelle des médias de service public et des particularités des systèmes médiatiques nationaux, et veiller aux changements organisationnels indispensables en vue de tirer parti des nouvelles méthodes de production et de distribution dans l'environnement numérique.
32. Les États membres devraient garantir que les médias de service public ont la capacité et la masse critique nécessaire pour opérer avec succès dans le nouvel environnement numérique, accomplir une mission de service public élargie et maintenir leur position sur un marché hautement concentré.
33. En organisant l'accomplissement du service public, les États membres devraient garantir que les médias de service public sont en mesure, si nécessaire, de coopérer avec d'autres acteurs économiques, tels que les médias commerciaux, les détenteurs de droits, les producteurs de contenus audiovisuels, les opérateurs de plates-formes et les diffuseurs de contenus audiovisuels.

Bibliographie

- ADLER, Glenn et James H. Mittelman. 2004. « Reconstituting 'Common-sense' Knowledge: Representations of Globalization Protests ». *International Relations* 18:2, 189-211.
- ARUBI, Emma. 2007. « Nigeria: Oil Spill displaces 10 Ijaw Communities ». *Corporate Watch* (13 février). En ligne. <http://www.corpwatch.org/article.php?id=14356>
- AMOORE, Louise, dir. 2005. « Conceptualizing Resistance: Theories and Problematics ». Dans Louise Amoore, dir. *The Global Resistance Reader*. New York: Routledge, 13-15.
- AYRES, Jeffrey. 2004. « Framing Collective Action Against Neoliberalism: the Case of the 'Anti-Globalization' Movement ». *Journal of World System's Research: Special Issue on Global Social Movements Before and After 9-11* 10:1 (hiver) 2-26.
- BALLE, Francis. 2005. *Médias et Sociétés, 12^e édition*. Paris: Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- BANQUE MONDIALE. 2005. *Renforcer la collaboration entre la Banque Mondiale et les organisations de la société civile : enjeux et options* (mars). En ligne. http://siteresources.worldbank.org/CSO/Resources/Issues_and_Options_French.pdf (page consultée le 4 avril 2007).
- BASEN, Ira. 2003. « The CBC and the Public Interest – Maintaining the Mission in an Era of Media Concentration ». Dans McCauley, M.P., Eric E. Peterson, B. Lee Artz, and DeeDee Halleck, dir. *Public Broadcasting and the Public Interest*. New York: M.E. Sharpe, 147-158.
- BASEN, Ira. 2004. « Bloggers vs Big Media in Campaign 2004: Score one for the little guys ». *Viewpoint* (2 novembre). En ligne. http://www.cbc.ca/news/viewpoint/vp_basen/20041102.html (page consultée le 1^{er} mai 2007).
- BEATTY, Perrin. 1998. « Faire face à la convergence : Changements sociaux et culturels à l'ère de la technologie numérique ». *Discours et interviews*. CBC/Radio-Canada (20 mars). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/19990513.shtml> (page consultée le 1^{er} mai 2007).
- BEATTY, Perrin. 1998. « Les nouveaux médias : une nouvelle société Radio-Canada ». *Discours et interviews*. CBC/Radio-Canada (17 décembre). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/19981217.shtml> (page consultée le 1^{er} mai 2007).

- BEATTY, Perrin et Guylaine Saucier. 1999. Présentation devant le Comité permanent sénatorial des transports et des communications. *Discours et interviews*. CBC/Radio-Canada. (13 mai). En ligne. <http://cbc.radio-canada.ca/discours/19990513.shtml> (page consultée le 1^{er} mai 2007).
- BÉLANGER, Pierre. 2005. « Online News at Canada's National Broadcaster: An Emerging Convergence ». *Canadian Journal of Communication* 30: 411-427.
- BENNETT, Lance W. 2003. « Communicating Global Activism, Strengths and Vulnerabilities of Networked Politics ». *Information, Communication and Society* 6:2, 143-168.
- BENNETT, Lance W. 2004. « Global Media and Politics: Transnational Communication Regimes and Civic Cultures ». *Annual Review of Political Science* 7, 125-148.
- BOHMAN, James. 2004. « Expanding Dialogue: the Internet, the Public Sphere and Prospects for Transnational Democracy ». Dans Nick Crossley et John Michael Roberts, dir., *After Habermas, New Perspectives on the Public Sphere*. Oxford: Blackwell, 131-155.
- BOUDREAU, John. «Yahoo CEO Yang asks Rice to help win release of 2 journalists in China ». En ligne. http://www.siliconvalley.com/news/ci_8332980?source=email&nclick_check=1 (page consultée le 5 mars 2008)
- BURMAN, Tony. 2007. « The issue of climate change isn't going away ». *CBC Inside Media* (13 avril). En ligne. http://www.cbc.ca/news/insidemedia/2007/04/issue_of_global_warming_isnt_g.html (page consultée le 1^{er} juillet 2007).
- CARTY, Victoria. 2002. « Technology and Counter-hegemonic Movements: the Case of Nike Corporation ». *Social Movement Studies* 2:1 (2002), 129-146.
- CASTELLS, Manuel. 2001. *La galaxie Internet*. Paris : Fayard.
- CASTELLS, Manuel. 2004. *The Power of Identity, 2nd Edition*. Oxford: Blackwell Publishing.
- CASTELLS, Manuel. 2006. « Émergence des médias de masse individuels », *Le Monde Diplomatique* (août). En ligne. <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/CASTELLS/13744> (page consultée le 29 mars 2007).
- CAUCHON, Paul. « Les conservateurs rejettent le protocole d'entente suggéré pour Radio-Canada ». *Le Devoir* (21 juin 2008), C7.

- CBC NEWS. 2008. *Canada and the world: poll findings* (4 février). En ligne. <http://www.cbc.ca/news/polls/canada-world/findings.html> (page consultée le 24 mars 2008).
- CBC NEWS. 2007. « Diplomats start hammering climate accord ». *CBC.ca* (8 mai). En ligne. <http://www.cbc.ca/technology/story/2007/05/08/tech-climate.html> (page consultée le 8 mai 2007).
- CBC NEWS. 2007. « Industrial Countries must combat harder to combat climate change: UN envoy ». *CBC.ca* (9 mai). En ligne. <http://www.cbc.ca/cp/science/070509/g050915A.html> (page consultée le 9 mai 2007).
- CBC NEWS. 2007. « Prince Charles issues distress call on environment ». *CBC.ca* (1^{er} mai). En ligne. <http://www.cbc.ca/world/story/2007/05/01/charles-environment-emergency.html> (page consultée le 2 mai 2007).
- CBC/RADIO-CANADA. 2007. « CBC/Radio-Canada sur la scène internationale ». *Rapport Annuel 2005-2006*. En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/rapportsannuels/2005-2006/pdf/international-f.pdf> (page consultée le 1^{er} mai 2007).
- CBC/RADIO-CANADA. 2006. Avis public de radiodiffusion 2006-72 : Appel aux observations sur une demande de la gouverneure en conseil, en vertu de l'article 15 de la loi sur la radiodiffusion, de faire un rapport sur le milieu où le système canadien de radiodiffusion est appelé à évoluer – Observations de CBC/Radio-Canada ». *Principaux mémoires institutionnels et réglementaires*. CBC/Radio-Canada.ca (1^{er} septembre). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/presentations/2006.shtml> (page consultée le 20 juillet 2007).
- CBC/RADIO-CANADA. 2006. « Avis public d'audience en radiodiffusion 2006-5 - Un nouveau cadre réglementaire pour la télévision canadienne - Observations de CBC/Radio-Canada ». *Principaux mémoires institutionnels et réglementaires*. CBC/Radio-Canada.ca (27 septembre). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/presentations/2006.shtml> (page consultée le 20 juillet 2007).
- CBC/RADIO-CANADA. 2007. « Avis d'audience publique en radiodiffusion CRTC 2007-5, Appel aux observations, Audience sur la diversité des voix - Observations de CBC/Radio-Canada ». *Principaux mémoires institutionnels et réglementaires*. CBC/Radio-Canada.ca (18 juillet). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/presentations/2007.shtml> (page consultée le 20 juillet 2007).
- CENTRE DE MÉDIA INDÉPENDANT DE MARSEILLE. 2006. « Espace zapatiste à Marseille du 18 au 22 janvier ». *Communiqué*. En ligne. <http://marseille.indymedia.org/news/2006/01/4247.php> (page consultée le 1^{er} avril 2007).

- CHAMBRE DES COMMUNES. 2008. « CBC/Radio-Canada : définir la spécificité dans un paysage médiatique en évolution ». *Rapport du Comité Permanent du Patrimoine Canadien* (février).
- CHADWICK, Andrew. 2006. *Internet Politics: States, Citizens, and New Communication technologies*. New York: Oxford University Press.
- CHERU, Fantu. 2005. « The silent revolution and the weapons of the weak: Transformation and innovation from below ». Dans Louise Amoore dir., *The Global Resistance Reader*. New York: Routledge, 74-85.
- CLOUTIER, Jean-Pierre. 2007. « A propos des sables bitumineux ». *Jean-Pierre Cloutier : le blogue – politique, société, technologie* (19 janvier). En ligne. <http://cyberie.qc.ca/jpc/2007/01/propos-des-sables-bitumineux.html> (page consultée le 20 avril 2007).
- COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN. Parlement du Canada. 2003. *Notre Souveraineté culturelle: le deuxième siècle de la radiodiffusion canadienne* (juin). En ligne. <http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/372/heri/reports/rp1032284/herirp02/herirp02-f.pdf> (page consultée le 8 juillet 2007).
- COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS. Sénat du Canada. 2006. *Rapport final sur les médias d'information canadiens*, volumes 1 et 2 (Juin). En ligne. <http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/com-f/tran-f/rep-f/repfinjun06vol1-f.pdf> et <http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/com-f/tran-f/rep-f/repfinjun06vol2-f.pdf> (pages consultées le 24 août 2006).
- CONNAN, Julie. 2007. Le Canada brade son environnement pour les USA ». *lefigaro.fr* (18 janvier). En ligne. http://www.lefigaro.fr/international/20070118.WWW000000436_le_canada_brade_son_environnement_pour_les_etats_unis.html (page consultée le 20 avril 2007).
- CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES. 1999. « Ordonnance d'exemption relative aux entreprises de radiodiffusion des nouveaux médias ». Avis public du CRTC 1999-97 (17 décembre). En ligne. <http://www.crtc.gc.ca/archive/frn/Notices/1999/PB99-197.htm> (page consultée le 12 juillet 2007).
- CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES. 2006. « Le CRTC exempte de la réglementation les services de télédiffusion mobile en direct ». *Communiqué*. (12 avril). En ligne. <http://www.crtc.gc.ca/frn/news/releases/2006/r060412.htm> (page consultée le 8 juillet 2007).

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIENNES. 2007. « Audience sur la diversité des voix ». Avis public de radiodiffusion CRTC 2007-5 (13 avril). En ligne.

<http://www.crtc.gc.ca/archive/FRN/Hearings/2007/n2007-5.htm> (page consultée le 12 juillet 2007).

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIENNES. 2006. *L'environnement futur du système canadien de radiodiffusion* (14 décembre 2006).

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIENNES. 1999. « Ordonnance d'exemption relative aux entreprises de radiodiffusion des nouveaux médias », Avis public du CRTC 1999-97 (17 décembre). En ligne. <http://www.crtc.gc.ca/archive/frn/Notices/1999/PB99-197.htm> (page consultée le 12 juillet 2007).

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIENNES. 2006. « Le CRTC exempte de la réglementation les services de télédiffusion mobile en direct ». *Communiqué*, Ottawa (12 avril). En ligne. <http://www.crtc.gc.ca/frn/news/releases/2006/r060412.htm> (page consultée le 8 juillet 2007).

CONSEIL DE L'EUROPE. 2007. Recommandation CM/Rec(2007)3 (31 janvier). En ligne.

[https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Rec\(2007\)3&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/Rec(2007)3&Language=lanFrench&Ver=original&BackColorInternet=9999CC&BackColorIntranet=FFBB55&BackColorLogged=FFAC75) (page consulté le 12 juillet 2007).

CONVENTION - CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, Secrétariat,

Organisation des Nations Unies. 2006. « A Nairobi, la conférence sur les Nations Unies sur les changements climatiques pourrait être la pire menace de tous les temps ». *Communiqué de Presse*. (11 janvier). En ligne.

http://unfccc.int/files/press/news_room/press_releases_and_advisories/application/pdf/20060111_6_november_release_french.pdf (page consultée le 10 mai 2007).

CORMIER, Michel. 2007. « La puissance du téléphone ». *Carnets : Asie*. Radio-Canada.ca

(26 juin). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Carnets/plusRecent/2065.asp> (page consulté le 20 juillet 2007).

COX, Robert. 1990. « Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle ». *Revue Études internationales* 21:4 (décembre), 693-704.

COX, Robert. 1999. « Civil Society at the Turn of the Millennium: Prospects for an Alternative World Order ». *Review of International Studies* 25, 3-28.

DAHLGREN, Peter. 2004. « Foreword ». Dans Wim Van De Donk, Brian D. Loader, Paul Nixon et Dieter Rucht dir. *Cyberprotest: New Media, Citizens and Social Movements*. Routledge: New York, XI-XVI.

- DE DONK, Wim Van, Brian D. Loader, Paul Nixon et Dieter Rucht dir. 2004. *Cyberprotest: New Media, Citizens and Social Movements*. Routledge: New York.
- DE LARRINAGA, Miguel. 2000. « (Re) Politicizing the Discourse: Globalization Is a S(h)ell Game ». *Alternative* 25:2 (avril-juin), 145-182.
- DOBBIN, Murray. 2001. « The Anti-Globalization Movement After September 11 ». *Council for Canadians* (26 octobre). En ligne. http://www.canadians.org/trade/documents/anti-globalization_Dobbin_01.pdf (page consultée le 23 mars 2007).
- DORAN, Peter. 2005. « Street-wise provocations: The Global Justice Movement Take on Sustainable Development ». Dans Angela Churie Kallhauge, Gunnar Sjostedt et Elisabeth Corell dir., *Global Challenges: Furthering the Multilateral Process for Sustainable Development*. Sheffield: Greenleaf Publishing Ltd., 194-209.
- DUTERME, Bernard. 2004. « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas ». *Le Monde diplomatique* (janvier). En ligne. <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/01/DUTERME/10924> (page consultée le 1er avril 2007).
- EARL, Jennifer. 2007. « Where have all the protestors gone? Online. » *Washingtonpost.com* (4 février), B1. En ligne. <http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2007/02/02/AR2007020201467.html> (page consultée le 20 mars 2007).
- ENVIRONNEMENT CANADA. 2006. « La Loi canadienne sur la qualité de l'air est présentée aux Canadiens et Canadiennes ». *Communiqué de presse* (Ottawa, le 19 octobre). En ligne. <http://www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=714D9AAE-1&news=0D48F0BD-3E9E-4ED1-89C5-B274863E1B6C> (page consultée le 23 mars 2008).
- ESTER, Peter et Henk Vinken. 2003. « Debating Civil Society: On the Fear for Civic Decline and Hope for the Internet Alternative ». *International Sociology* 18:4 (décembre), 659-680.
- FELESKY, Leigh. 2007. « Go Green: nice easy way you can help save the planet ». *Chatelaine.com* (janvier). En ligne. http://www.chatelaine.com/english/life/article.jsp?content=20070111_161509_7280 (pages consultées le 5 mai 2007)
- FRIENDS OF THE EARTH. 2002. « Shell accepts Greenwash Lifetime Achievement Award ». *Press Release* (2 septembre). En ligne. http://www.foe.co.uk/resource/press_releases/20020902155948.html (page consultée le 20 avril 2007).

- GHIMIRE, Bléber B., UNRISD. 2005. « The Contemporary Global Social Movements – Emergent Proposals, Connectivity and Development Implications ». *Civil Society and Social Movements Programme Paper Number 19* (août).
- GILBOA, Eytan. 2002. « Global Communication and Foreign Policy ». *Journal of Communication* (décembre), 731-748.
- GRAND, Rob. 2007. « The Ecopreneur Gets Political » (18 avril). En ligne. http://the-ecopreneur.blogspot.com/2007_04_01_archive.html (page consultée le 5 mai 2007).
- GRIFFITHS, Peter. 2007. « Politicians fall behind in online race ». *washingtonpost.com* (18 avril). En ligne. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/18/AR2007041800604.html> (page consultée le 20 avril 2007).
- HACKETT, Robert A. et Yuezhi Zhao. 2005. *Democratizing Global Media, One World, Many Struggles*. Oxford: Rowman & Littlefield Publishers.
- HARCUP, Tony. 2003. «The Unspoken - Said, The Journalism of Alternative Media ». *Journalism* 4:3 (août), 356-376.
- HELD, David, Anthony McGrew, D. Goldblatt et J. Perraton. 1999. *Global Transformations : Politics, Economics and Culture*. Cambridge: Polity.
- HELD, David et Anthony McGrew. 1999. « Globalization ». *Global Governance* 5, 483-496.
- HELD, David et Anthony McGrew. 2002. *Globalization/Anti-Globalization*. Cambridge: Polity Press.
- HIGGOTT, Richard et Nicola Phillips. 2000. « Challenging triumphalism and convergence: the limits of global liberalization in Asia and Latin America ». *Review of International Studies* 26:3, 359-379.
- HUMAN RIGHTS WATCH. 2007. *Human Rights Watch World Report 2007*. En ligne. <http://www.hrw.org/wr2k7/wr2007master.pdf> (page consultée le 1^{er} avril 2007).
- HUMAN RIGHTS WATCH. 2007. « Technology as a Restraint: Internet Censorship and Surveillance ». *Human Rights Watch World Report 2007*. En ligne. http://hrw.org/wr2k7/essays/shrinking/5.htm#_Toc152464115 (page consultée le 1^{er} avril 2007).
- INTERNATIONAL TELECOMMUNICATIONS UNION. « Telemedicine in Zambia » . En ligne. http://www.itu.int/itunews/manager/_page.print (page consultée le 28 mars 2007).
- JOHNSTON, Josée et Gordon Laxer. 2003. « Solidarity in the Age of Globalization: Lessons from the Anti-MAI and Zapatista Struggles ». *Theory and Society*, 32:1 (fév.), 39-91.

- JURIS, Jeffrey S. 2005. « The New Digital Media and Activist Networking Within Anti-Corporate Globalization Movements ». *The Annals of the American Academy* 597 (janvier), 189-208.
- KAHN, Richard et Douglas Kellner. 2004. « New Media and Internet Activism: From the 'Battle of Seattle' to Blogging ». *New Media and Society* 6:1, 87-95.
- KELLNER, Douglas. 2002. « Theorizing Globalization ». *Sociological Theory* 20:3 (novembre), 285-305.
- KELLNER, Douglas. 1999. « Globalisation from below? Toward a radical democratic technopolitics ». *Angelaki: journal of the theoretical humanities* 4:2, 101-112.
- KELLY, Phillip F. 1999. « The Geographies and Politics of Globalization ». *Progress in Human Geography* 23:3, 379-400.
- KHAGRAM, J.V., J.V. Riker et Kathryn Sikkink. 2002. *Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- KLINENBERG, Eric. 2007. « Ce rêve envolé d'une information égalitaire : les bénéficiaires inattendus du Miracle Internet ». *Le Monde diplomatique* (janvier), 22,23. En ligne. <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/KLINENBERG/14333> (page consultée le 29 mars 2007).
- KNIGHT, W. Andy. 1999. « Engineering Space in Global Governance: the Emergence of Civil Society in Evolving 'New' Multilateralism ». Dans M.G. Schechter dir., *Future Multilateralism: the Political and Social Framework*. Tokyo: United Nations University Press, 255-291.
- LACROIX, Hubert. 2008. *Lettre à l'ambassadeur chinois au Canada* (4 avril). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/04/04/002-Lettre-Lacroix.shtml> (page consultée le 13 avril 2008).
- LAFRANCE, Sylvain. 2004. « Le rôle des médias dans la dynamique de la diversité culturelle ». *Discours et interviews*. CBC/Radio-Canada (25 octobre). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/20041025.shtml> (page consultée le 1^{er} mai 2007).
- LAFRANCE, Sylvain. 2006. « Un diffuseur public plus pertinent que jamais face aux enjeux du XXI^e siècle ». *Discours et interviews*. CBC/Radio-Canada (5 décembre). En ligne. <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/20061205.shtml> (page consultée le 1^{er} mai 2007).
- LAFRANCE, Sylvain. 2006. « S'adapter ou disparaître : le rôle du radiodiffuseur public au XXI^e siècle ». *Discours et interviews*. CBC/Radio-Canada (25 novembre). En ligne.

- <http://www.cbc.radio-canada.ca/discours/20061130.shtml> (page consultée le 31 janvier 2007).
- LAPOINTE, Sylvie. 2005. « La lune de miel avec le zapatisme est-elle terminée ? ». *La chronique des Amériques* 23 (juillet). En ligne. http://www.alternatives.ca/IMG/pdf/Chro_0523_lune-miel_z_B893C.pdf (page consultée le 1er avril 2007).
- LÉVESQUE, Pascale. 2006. « Un métissage entre Internet et la télé ». *Journal de Montréal* (20 août), 39.
- LÉVESQUE, Pascale. 2006. « Tout le monde veut son 15 megabits de gloire ». *Journal de Montréal* (20 août), 39.
- LEWANDOWSKI, Renée. 2007. « Beaux parleurs, petits faiseurs : les québécois se disent écolos, mais ils rechignent davantage que les autres Canadiens à payer la note ». *L'Actualité* (1^{er} mai), 42.
- MCCARTHY, John D. et Mayer Zald. 1977. « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory ». *American Journal of Sociology*, 82:6 (mai), 1212-1241.
- MCCARTHY, J.D. et Mayer Zald. 1987. *Social Movements in an Organizational Society*. New Brunswick: Transaction.
- MCCAULEY, Michael P. 2003. « Introduction to Part 3: Global Perspectives ». Dans McCauley, M.P., Eric E. Peterson, B. Lee Artz, and DeeDee Halleck dir. *Public Broadcasting and the Public Interest*. New York: M.E. Sharpe, 141-146.
- MCCHESNEY, Robert W. 1999. *Rich Media, Poor Democracy: Communication Politics in Dubious Times*. New York: The New Press.
- MCLUHAN, Marshall. 1972. *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'homme*. Montréal : éditions Hurtubise.
- NOUVELLES DE RADIO-CANADA. 2007. « Réchauffement planétaire : une lutte financièrement possible ». *Sciences et Santé, Réchauffement climatique* (4 mai). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Science-Sante/2007/05/04/001-giec-moyens-vendredi.shtml> (page consultée le 4 mai 2007).
- NYE, Joseph S., Jr. 2004. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs.
- OXHORN, Philip et Graciela Ducatenzeiler dir. 1999. *Latin America: Conflict or Convergence?* Boulder: Lynne Rienner.

- PARTI LIBÉRAL DU CANADA. 2007. « Les Libéraux à John Baird : effrayer les Canadiens ne cache pas l'inaction des Conservateurs ». *Articles*. (20 avril). En ligne. http://www.liberal.ca/story_12712_f.aspx (page consultée le 20 avril 2007).
- PARTI LIBÉRAL DU CANADA. 2007. « Déclaration de l'hon. Stéphane Dion, chef du Parti libéral du Canada, et de Mme Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada ». *Communiqué de presse* (13 avril). En ligne. http://www.liberal.ca/story_12675_f.aspx (page consultée le 21 avril 2007).
- PARTI VERT DU CANADA. 2007. « Déclaration de l'hon. Stéphane Dion, chef du Parti libéral du Canada, et de Mme Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada ». *Communiqué de presse* (13 avril). En ligne. <http://www.greenparty.ca/fr/releases/13.04.2007> (page consultée le 21 avril 2007).
- PATRIMOINE canadien, Ministère du. « Réponse du gouvernement du Canada au rapport du Comité permanent du patrimoine canadien, intitulé CBC/Radio-Canada : Définir la spécificité dans un paysage médiatique en évolution ». (19 juin 2008). En ligne. http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/ri-bpi/pubs/rep-cbc_f.cfm (page consulté le 23 juin 2008).
- POTTER, Evan. 2002-2003. « Canada and the New Public Diplomacy ». *International Journal*, 58:1, 43-64.
- RADIO-CANADA.CA. 2007. « Vues d'Afrique : Médias pour la démocratie ». *Nouvelles* (23 avril). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2007/04/23/001-medias-afrique-colloque.shtml> (page consultée le 29 mars 2008).
- RADIO-CANADA.CA. 2008. « Internet censuré en Chine : Radio-Canada veut des explications », *Nouvelles* (4 avril). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/04/04/001-Lacroix-Chine.shtml> (page consultée le 9 avril 2008).
- RIEFFEL, Rémi. 2005. *Sociologie des médias, 2^e édition*. Paris : Ellipses.
- ROCHON, Thomas R. 1990. « Political Movements and State Authority in Liberal Democracies ». *World Politics* 42:2, 302.
- ROY, Patrice. 2007. « Harper : perte de contrôle » et « Le plan vert ». *Carnets : politique fédérale*. Radio-Canada.ca (27 avril). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Carnets/carnet.asp?numero=86553&auteur=2058&type=texte&niveau=3> (page consultée le 5 mai 2007).
- ROSENAU, James N. 2002. « Information Technologies and the Skills, Networks, and Structures that Sustain World Affairs ». Dans James N. Rosenau et J.P. Singh dir., *Information Technologies and Global Politics*. Albany: State University of New York Press, 275-287.

- SASSEN, Saskia. 2004. « Local Actors in Global Politics ». *Current Sociology* 52:4 (juillet), 649-670.
- SAUQUET, Michel et al. dir. 2004. *L'idiot du village mondial Les citoyens de la planète face à l'explosion des outils de communication : subir ou maîtriser?* Paris : Charles Léopold Mayer.
- SCHEJTER, Amit M. 2003. « Public Broadcasting, the Information Society, and the Internet : A Paradigm Shift ». Dans Michael P. McCauley, M.P., Eric E. Peterson, B. Lee Artz, and DeeDee Halleck dir. *Public Broadcasting and the Public Interest*. New York: M.E. Sharpe, 158-174
- SHAW, Martin. 1993. « Civil Society and Global Politics: Beyond a Social Movements Approach ». *Millennium* 23:3, 647-667.
- SMYTHE, Elizabeth et Peter Smith. 2002. « New Technologies and Networks of Resistance ». Dans Evan H. Potter dir., *Managing Foreign Policy in the Twenty-first Century*. Montreal and Kingston: McGill University Press. 48-82.
- STRANGE, Susan. 1987. « The Persistent Myth of Lost Hegemony ». *International Organization* 41:4, 551-574.
- STREET, John. 2001. *Mass Media, Politics and Democracy*. New York: Palgrave.
- SUNJEUNG CHAN, Ariana et Sam Diaz. 2007. « Advocates Sue Yahoo in Chinese Torture Case ». *Washingtonpost.com* (19 avril). En ligne.
<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/18/AR2007041802510.html?referrer=emailarticle> (page consultée le 20 avril 2007).
- SUSSMAN, Amanda. 2007. *The Art of the Possible : a handbook for political activism*. Toronto: McClelland & Stewart.
- SWYNGEDOUW, Erik. 1997. « Neither Global nor Local: 'Glocalization' and the Politics of Scale, » dans Kevin Cox dir., *Spaces of Globalization: Reasserting the Power of the Local*. New York: Guilford Press, 137-165.
- TOUPIN, Gilles. 2007. « Kyoto : Ottawa brandit la menace d'une grave récession ». *Cyberpresse.ca* (20 avril). En ligne.
<http://www.cyberpresse.ca/article/20070420/CPACTUALITES/704200660/6108/CPENVIRONNEMENT> (page consultée le 20 avril 2007).
- TRUDEL, Jonathan. 2007. « Un prophète nommé Guibault ». *L'Actualité.com* (15 avril). En ligne.
http://www.lactualite.com/article.jsp?content=20070315_153506_5416&PAGE=1&source=ct&s=canoet (page consultée le 5 mai 2007).

TUMBER, Howard. 2001. « Democracy in the Information Age: the Role of the Fourth Estate in Cyberspace ». Dans Frank Webster dir., *Culture and Politics in the Information Age: A New Politics?* New York: Routledge, 17-31.

UNESCO. 2005. *La radiotélévision de service public : une sélection de bonnes pratiques*. En ligne. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001415/141584f.pdf> (page consultée le 12 juillet 2007).

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. 2006. *Mesurer l'incidence des TIC sur le développement économique et social*. En ligne. http://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/ind/D-IND-WTDR-2006-SUM-PDF-F.pdf (page consultée le 28 mars 2007).

WAPNER, Paul. 1995. « Politics Beyond the State : Environmental Activism and World Civic Politics ». *World Politics* 47 (avril), 311-340

WARF, Barney et John Grimes. 1997. « Counterhegemonic Discourses and the Internet ». *Geographical Review* 87:2 (avril), 259-274.

ZIMMER, Rod A. A. « L'épreuve de Madame Nazanin Fatehi », Sénat du Canada, *Débat du Sénat (Hansard)*, 1^e Session, 39^e Législature, 143:82 (27 mars 2007). En ligne. http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/chambus/senate/deb-f/082db_2007-03-27-F.htm?Language=F&Parl=39&Ses=1 (page consultée le 2 septembre 2007.).

Conférences et entrevues

Canadian Youth Coalition for Climate Change. 2007. Entrevue avec Mathieu Lepage, Marc Worthing, Ben Powers et Trevor Haché. Ottawa.

Université d'Ottawa. 2007. *Dialogue sur les technologies, la société et l'avenir*. Conférence. Université d'Ottawa (20 mars)

Institute of Public Administration of Canada (IPAC). 2007. *Digital State at the Leading Edge*. Conférence. Ottawa (22 février).

Marie-Diane Faucher. 2007. Directrice des relations internationales. Radio-Canada. Entrevue téléphonique. Montréal.

Nadine Belzile. 2007. Entrevue. Ottawa.

Sénateur Rod Zimmer. Sénat du Canada. 2007. Entrevue. Ottawa.

Sites Web consultés

An Inconvenient Truth. <En ligne>. <http://www.climatecrisis.net/> (page consultée le 5 mai 2007).

BBC.co.uk. « Climate Change: news, opinion and explanation from around the BBC ». <En ligne>. http://news.bbc.co.uk/2/hi/science/nature/portal/climate_change/default.stm (page consultée le 5 mai 2007).

CBC.ca. « Climate Change ». *CBC News Background*. <En ligne>. <http://www.cbc.ca/news/background/climatechange/> (page consultée le 5 mai 2007).

CBC/Radio-Canada.ca. « Orientations stratégiques ». <En ligne>. <http://cbc.radio-canada.ca/apropos/orientations.shtml> (page consultée le 19 juin 2008).

CBC/Radio-Canada.ca. « Rapports Annuels ». <En ligne>. <http://cbc.radio-canada.ca/rapportsannuels/index.shtml>. (page consultée le 19 juin 2008).

Canadian Youth Coalition for Climate. 2006. « CYCC Ottawa Funeral for the Future Oct 18 ». *YouTube* (18 octobre). <En ligne>. <http://www.youtube.com/watch?v=kfVJjxvL3Z0> (page consultée le 17 juillet 2007).

Canadian Youth Coalition for Climate. 2006. « CYCC Nov 4 Intl Climate Protest Day in Ottawa ». *YouTube* (5 novembre). <En ligne>. <http://www.youtube.com/watch?v=xIrN5qJwjhc> (page consultée le 17 juillet 2007).

Coalition canadienne des jeunes pour le climat. <En ligne>. <http://www.ourclimate.ca/main/index.php?switchlang=Francais> (page consultée le 9 mars 2008).

CRTC. « Rapports annuels déposés par les titulaires. <En ligne>. http://www.crtc.gc.ca/frn/bcasting/ann_rep/annualrp.htm#Canadian (page consultée le 19 juin 2008).

Corporate Watch. <En ligne>. <http://www.corpwatch.org/> (page consultée le 7 avril 2007)

Culture.ca : La passerelle culturelle canadienne. <En ligne>. <http://www.culture.ca/> (page consultée le 25 mars 2007).

Current TV. <En ligne>. <http://www.current.tv/> (page consultée le 19 mars 2007).

David Suzuki Foundation, « Solving Global Warming ». <En ligne>. http://www.davidsuzuki.org/Climate_Change/ (page consultée le 5 mai 2007).

Democracy Watch. <En ligne>. <http://www.dwatch.ca/> (page consultée le 7 avril 2007).

Enfants Entraide. <En ligne>. <http://www.enfantsentraide.org/index.php> (page consultée le 26 mars 2007)

Envirolink Network. « About The Envirolink Network ». <En ligne>. <http://www.envirolink.org/about.html> (page consultée le 21 avril 2007).

Environmental Youth Alliance. <En ligne>. <http://www.eya.ca/> (page consultée le 26 mars 2007).

Facebook. <En ligne>. <http://www.facebook.com/> (page consultée le 5 mai 2007).

Fondation Nicolas Huot pour la nature et l'homme. « Pacte écologique ». <En ligne>. <http://www.pacte-ecologique-2007.org/nicolas-hulot/index.php> (page consultée le 5 mai 2007).

gestes simples pour sauver notre planète, Les. <En ligne>. <http://www.lesgestessimples.com/> (page consultée le 5 mai 2007).

Global Exchange. « Canadian Youth Coalition for Climate Change ». <En ligne>. http://www.globalexchange.org/war_peace_democracy/oil/cyccintro.html (page consultée le 5 mai 2007).

Global Youth Action Network. <En ligne>. <http://www.youthlink.org/gyanv5/fr/> (page consultée le 26 mars 2007).

Glocal Forum. <En ligne>. <http://www.glocalforum.org/> (page consultée le 26 mars 2007).

Grassroots Environmental Products. « Grassroots in the News ». <En ligne> <http://www.grassrootsstore.com/index.asp?PageAction=Custom&ID=13> (page consultée le 5 mai 2007).

Helpnazanin.com. <En ligne>. <http://www.helpnazanin.com/> (page consultée le 2 septembre 2007).

Hugg. <En ligne>. <http://hugg.com/about.php> (page consultée le 5 mai 2007).

Institut canadien de formation en radiodiffusion publique. <En ligne>. <http://institut.cbc.radio-canada.ca/fr/index.asp> (page consultée le 29 mars 2008).

Leonardo DiCaprio: Eco-site. <En ligne>. <http://www.leonardodicaprio.org/> (page consultée le 21 avril 2007).

Loi sur la radiodiffusion. <En ligne>. <http://lois.justice.gc.ca/fr/B-9.01/> (page consultée le 19 juin 2008).

Ira Basen. *Media Watch*. <En ligne>. http://www.cbc.ca/news/viewpoint/vp_basen/ (page consultée le 8 juillet 2007).

Mouvement des jeunes pour la démocratie. <En ligne>. <http://ymd.youthlink.org/> (page consultée le 26 mars 2007).

MySpace. <En ligne>. <http://www.myspace.com/> (page consultée le 5 mai 2007).

Media Watch. <En ligne>. <http://www.mediawatch.com/welcome.html> (page consultée le 7 avril 2007)

Oxfam International Youth Partnership. <En ligne>. <http://www.iyp.oxfam.org/> (page consultée le 26 mars 2007).

ONF. *Parole citoyenne*. <En ligne>. <http://citoyen.onf.ca/> (page consultée le 25 mars 2007).

PetitionOnline.com. <En ligne>. <http://petitiononline.com/> (page consultée le 15 avril 2007).

Radio-Canada Information. « Le scandale des commandites ». <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/special/2006/07/04/001-gomery-toutcapourca.shtml> (page consultée le 7 avril 2007).

Radio-Canada.ca. « La menace climatique », *Regard Interactif*. <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/regardinteractif/climat/> (page consultée le 5 mai 2007).

Radio-Canada.ca. « Le protocole de Kyoto ». <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/kyoto/> (page consultée le 10 mai 2007).

Radio-Canada. « Sur le Web ». <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/surLeWeb/schnobb/fiche.asp?date=2007-4-27> (page consultée le 10 mai 2007).

RCI.ca. « Qui nous sommes ». <En ligne>. <http://www.radiocanadainternational.ca/rci/fr/qui.shtml> (page consultée le 1^{er} avril 2008).

Remember Saro-Wiwa. <En ligne>. <http://www.remembersarowiwa.org/> et *Platform* <http://www.platformlondon.org/aboutplatform.asp> (pages consultées le 15 avril 2007).

Save Nazanin Petition. <En ligne>. <http://www.petitiononline.com/Nazanin/petition.html> (page consultée le 6 avril 2008)

Shell Nigeria. « Issues ». <En ligne>. http://www.shell.com/home/Framework?siteId=nigeria&FC2=/nigeria/html/iwgen/leftnavs/zz_lhn2_6_0.html&FC3=/nigeria/html/iwgen/about_shell/issues/dir_issues_2703_1049.html (page consultée le 14 avril 2007).

Sierra Club. « Human Rights and the Environment ». <En ligne>. <http://www.sierraclub.org/human-rights/> (page consultée le 14 avril 2007).

Sierra Club. « Writer' Death Gives Life to a Movement ». <En ligne>. http://www.sierraclub.org/human-rights/nigeria/ken_saro.asp (page consultée le 14 avril 2007).

La Sierra Youth Coalition (SYC). « Canadian Coalition for Climate Change ». <En ligne>. http://www.syc-cjs.org/tiki-read_article.php?articleId=30&highlight=cykk (pages consultées le 5 mai 2007).

Stopchildexecutions.com. <En ligne>. <http://stopchildexecutions.com/> (page consultée le 2 mai 2007).

TakingITGlobal. <En ligne>. <http://www.takingitglobal.org/> (page consultée le 26 mars 2007).

Tellshell.net. <En ligne>. <http://www.tellshell.net/blog> (page consultée le 20 avril 2007).

Thoughts on Climate Change, A Canadian Perspective. <En ligne>. <http://climatechangecdن.blogspot.com/> (page consultée le 10 mai 2007).

Thoughts on Climate Change, a Canadian Perspective. « Canadian Government Goes from Failing to Plan from Planning to Fail the Kyoto Targets ». <En ligne>. <http://climatechangecdن.blogspot.com/2007/04/canadian-government-goes-from-failing.html> (page consultée le 10 mai 2007).

Treehugger. <En ligne>. <http://www.treehugger.com/> (page consultée le 5 mai 2007).

YouTube. <En ligne>. <http://www.youtube.com/> (page consultée le 19 mars 2007).

UNESCO, Article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme. <En ligne>. http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=5287&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (page consulté le 19 juin 2007).

Vanity Fair. 2007. « Our Second Annual Green Issue ». <En ligne>. <http://www.vanityfair.com/magazine/toc/2007/toc200705> (page consultée le 21 avril 2007).

vérité qui dérange, Une. <En ligne>. <http://www.criseclimatique.fr/> (page consultée le 5 mai 2007).

William J. Clinton Foundation, « Clinton Climate Initiative ». <En ligne>. <http://www.clintonfoundation.org/cf-pgm-cci-home.htm> page consultée le 5 mai 2007).

Extraits audio et vidéo, chansons et émissions de télévision et de radio sur Internet

Afshin-Jam, Nazanin. 2007. *Someday*. <En ligne>. <http://www.youtube.com/watch?v=1wYPA02mheI> (page consultée le 16 avril 2008).

Bouchard, Marie-Josée. 2007. « Rapport du GIEC : le réchauffement de la planète peut être stabilisé au-delà du seuil critique ». *Dominique Poirier en Direct* à l'antenne de Radio-Canada (4 mai). <En ligne>. http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/Dominique_Poirier_en_direct/# (page consultée le 4 mai 2007).

Languirand, Jacques. 2006. « Mort de la globalisation ». *Par 4 chemins*. Radio Première chaîne de Radio-Canada (19 mars). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/radio/emissions/document.asp?docnumero=19293&numero=26> (page consultée le 1^{er} avril 2007).

Langelier, Nicolas. 2005. « Réseaux sociaux sur Internet ». *Indicatif Présent*. Chronique Tendances Décryptage, Radio Première Chaîne, Radio-Canada (24 octobre). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/radio/indicatifpresent/chroniques/65460.shtml#> (page consultée le 26 mars 2007).

McNeil, Carole et Evan Salomon. 2007. « Kyoto recession? » *CBCNews Sunday*, CBC Television. (22 avril). <En ligne>. http://www.cbc.ca/sunday/2007/04/042207_1.html (page consultée le 5 mai 2007).

McNeil, Carole et Evan Salomon. 2007. « Healing the Planet, One Step at a Time ». *CBCNews Sunday*, CBC Television (29 avril). <En ligne>. http://www.cbc.ca/sunday/2007/04/042907_1.html (page consultée le 30 avril 2007).

Maisonnette, Pierre. 2007. « Kyoto à la poubelle ». *Maisonnette en Direct*, Première Chaîne de Radio-Canada (27 avril). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/radio/maisonnette/27042007/86490.shtml> (page consultée le 5 mai 2007).

Maisonnette, Pierre. 2007. « Lutte possible contre les changements climatiques », *Maisonnette en direct*, Première Chaîne de Radio-Canada, (4 mai). <En ligne>. <http://www.radio-canada.ca/radio/maisonnette/04052007/86901.shtml> (page consultée le 9 mai 2007).

Parti libéral du Canada. 2007. « Un leadership canadien pour relever le défi » (18 avril). <En ligne>. http://www.liberal.ca/video_f.aspx (page consultée le 20 avril 2007).